



Mission d'Information sur  
la Pauvreté et l'Exclusion  
Sociale en Ile-de-France

# RECUEIL STATISTIQUE RELATIF À LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2008

 **île de France**



**RECUEIL STATISTIQUE  
RELATIF À LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ  
EN ÎLE-DE-FRANCE**

**AU 31 DÉCEMBRE 2008**

**MIPES**

Région Ile-de-France - 115, rue du Bac - 75007 PARIS

Secrétariat : 01 53 85 66 96 - Fax : 01 53 85 74 09

[mipes@iledefrance.fr](mailto:mipes@iledefrance.fr)

**Décembre 2009**

## INTRODUCTION

p .7

## DONNÉES DE CADRAGE

- La population francilienne
- Les revenus fiscaux par unité de consommation au titre de l'année 2007
- Evolution du 1er décile des revenus fiscaux de 2002 à 2007

p. 8 à 9  
p. 10 à 11  
p. 12

## LOGEMENT

- Les données sur l'évolution du parc, sa structure et son occupation
- Les bénéficiaires d'une aide au logement au 31 décembre 2008
- Les dépenses des Fonds de Solidarité Logement (FSL) d'Ile-de-France de 2003 à 2007
- Les procédures d'expulsion en Ile-de-France de 2004 à 2008
- Les arrêtés d'insalubrité en 2007

p.14 à 15  
p.16 à 17  
p.18 à 19  
p.20 à 22  
p.23

## SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

- La répartition du nombre de dossiers de surendettement traités selon l'issue de la procédure en 2008
- Evolution des dossiers de surendettement de 2004 à 2008

p.24 à 25  
p.26

## SCOLARITÉ

- La démographie scolaire des écoles élémentaires et des collèges pour l'année 2008-2009
- La démographie scolaire des lycées pour l'année 2008-2009 et la structure sociale de la population scolaire

p.28 à 29  
p.30 à 31

## ACCÈS À L'EMPLOI

- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi de catégories A, B, et C au 31 décembre 2008
- Les définitions concernant les demandeurs d'emploi
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par catégorie au 31 décembre 2008
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B, C au 31 décembre 2008
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A au 31 décembre 2008
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A, B, C inscrits de plus d'un an au 31 décembre 2008
- Les caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B, C reconnus travailleurs handicapés au 31 décembre 2008
- Les dispositifs d'accès à l'emploi
- Les définitions concernant les dispositifs d'accès à l'emploi
- Les bénéficiaires des mesures en faveur de l'emploi en 2008
- Le contrat d'accompagnement dans l'Emploi (CAE), Cumul des contrats signés en 2008
- Le contrat initiative emploi (CIE), Cumul des contrats signés en 2008
- Le contrat d'avenir, Cumul des contrats signés en 2008
- Le contrat d'Insertion - Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA), Cumul des contrats conclus en 2008

p.32  
p.33  
p.34  
p.35  
p.36  
p.37  
p.38  
p.39  
p.40 à 41  
p.42  
p.43  
p.44  
p.45  
p.46

## ALLOCATAIRES ET MINIMA SOCIAUX

- Les définitions des différents minima sociaux p.48
- Les allocataires de minima sociaux au 31 décembre 2008 p.49
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé (API) au 31 décembre 2008 p.50 à 51
- Les allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) au 31 décembre 2008 p.52 à 54
- Les allocataires des caisses d'allocations familiales d'Ile-de-France au 31 décembre 2008 p.55
- Méthodologie, définitions, commentaires des allocataires à bas revenus p.56 à 57
- Les allocataires à bas revenus au 31 décembre 2008 avec le seuil actualisé à 903€ (60% de la médiane) p.58

## SANTÉ

- Les bénéficiaires de la couverture maladie complémentaire (CMU-C) et le nombre d'attestations d'Aide Complémentaire Santé (ACS) au 31 décembre 2008 p.60 à 61
- Les bénéficiaires de l'Aide Médicale d'Etat (AME) au 31 décembre 2008 p.62 à 63
- Les cas déclarés de saturnisme en 2007 et 2008 p.64 à 65
- Les cas de tuberculose déclarés en 2007 p.66

## URGENCE SOCIALE

- Introduction p.68
- Le dispositif d'accueil et d'hébergement pour population en difficulté p.69 à 71
- L'activité des 115 p.72
- Le dispositif de veille sociale p.73 à 74
- Les données du 115 de Paris p.75 à 79
- Secours Catholique: Les situations rencontrées en 2007 et 2008 p.80
- Collectif "les Morts de la Rue": Décès en 2007 et 2008 p.81
- Le nombre de premières demandes d'Autorisations Provisoires de Séjour (APS) délivrées selon le département de résidence du demandeur en 2008 p.82
- Les profils des demandeurs d'asile hébergés p.83

## LISTE DES SIGLES

p.84 à 85

## LISTE DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DU RECUEIL

p.86

La Mission d'Information sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale en Ile-de-France (MIPES), créée à l'initiative de l'Etat et de la Région et qui a été reconduite dans ses fonctions le 14 avril 2008, publie pour la dixième fois un recueil de données statistiques relatives à la pauvreté- précarité en Ile-de-France.

Les tableaux présentés dans la suite vont jusqu'à la dernière année connue, soit 2008 ou 2007 selon les domaines. Chaque année, certains chapitres ont pu être enrichis. C'est le cas pour cette 10ème édition, où vous trouverez pour l'urgence sociale, des données sur la veille sociale durant l'hiver 2008-2009.

Ce document est avant tout le fruit d'une collaboration entre de nombreux partenaires institutionnels et associatifs, produisant des informations statistiques ou des enquêtes dont vous pouvez trouver les coordonnées en page 86. Son pilotage et sa conception sont assurés par Sylvie Druelle, Co-animatrice MIPES pour l'Etat.

L'objectif du recueil statistique est de réunir, en une même publication, des données régionales, voire départementales produites par des organismes et des administrations distincts, dans divers domaines afin d'approcher une dimension plus transversale des phénomènes de pauvreté- précarité. Cette première appréhension peut compléter, éclairer ou interroger les expériences de terrain. Ces données n'ont pas de prétention à l'exhaustivité. Elles donnent cependant, par leur mise en commun, une information irremplaçable sur les populations en grande difficulté en Ile-de-France.

Ainsi d'une part, les personnes qui n'ont pas de logement y échappent puisque la plupart des enquêtes prennent pour référence l'occupation d'un logement ordinaire (enquêtes INSEE, par exemple). D'autre part, certaines personnes ne sont pas dénombrées dans les fichiers administratifs (personnes sans papier, personnes qui ne font pas valoir leurs droits...).

Des travaux ont été menés par la DRASS, l'INED et l'INSEE pour mieux appréhender les personnes qui sont dans l'urgence sociale et en particulier les personnes sans-abri. Pour des précisions complémentaires, il convient de s'adresser à ces différents organismes mais aussi aux associations qui agissent directement auprès de ces populations (Secours Catholique, ATD Quart-Monde, Médecins du Monde...).

La MIPES met aussi à disposition des données communales sur la démographie, la précarité, l'emploi et le logement, sur le site [www.mipes.org](http://www.mipes.org) rénové depuis juin 2009. Vous y trouverez par ailleurs, différents travaux permettant une analyse au plan régional des phénomènes de pauvreté en Ile-de-France.

## LA POPULATION FRANCILIENNE

L'Ile-de-France compte 11,532 millions d'habitants au premier janvier 2006. Depuis le recensement de 1999, la population francilienne a augmenté de 0,7 % par an en moyenne. Cette hausse est comparable à celle de la population métropolitaine. Mais en Ile-de-France, elle provient uniquement du dynamisme naturel de la région, lié à la jeunesse de sa population. L'excédent des naissances sur les décès correspond, en effet, à une croissance démographique de 0,9 % par an en moyenne au cours de la période. L'augmentation totale de la population est cependant de moindre ampleur car les échanges migratoires de l'Ile-de-France avec les autres régions de province sont déficitaires.

Pour la première fois depuis le milieu des années 50, la capitale regagne des habitants, et les gains de population sont plus importants en petite couronne qu'en grande couronne.

Malgré un rythme de croissance annuel relativement faible, Paris a ainsi gagné chaque année 75 habitants au km<sup>2</sup> entre 1999 et 2006. Elle en avait perdu en moyenne 28 par an entre les recensements de 1982 et 1999.

Au sein de la région, c'est en petite couronne que la croissance démographique a connu la plus forte accélération par rapport aux décennies précédentes. La population a ainsi augmenté de 1 % par an en moyenne entre 1999 et 2006, contre une hausse annuelle de 0,2 % entre 1982 et 1999.

En grande couronne, le ralentissement de la croissance démographique se poursuit. Depuis 1999, la population a augmenté de 0,7 % par an en moyenne. Ce rythme est plus faible que celui observé entre les recensements de 1982 et 1999 (+ 1,1 % par an).

La région est fortement déficitaire dans ses échanges avec les autres régions, excepté pour les jeunes de 18 à 24 ans (+ 64 000 en 5 ans). Entre 2001 et 2006, la région a gagné 123 habitants de cette tranche d'âge pour 10 000 présents dans la région. C'est encore plus net à Paris (+ 552 pour 10 000) et dans les Hauts-de-Seine (+ 250 pour 10 000). Ces deux départements attirent particulièrement les étudiants et les jeunes actifs en phase d'insertion professionnelle.

Les départements les plus jeunes sont, en 2006, la Seine-Saint-Denis (34,5 ans de moyenne d'âge) et le Val-d'Oise (34,1 ans). Paris (38,7 ans) et les Hauts-de-Seine (37,2 ans) sont les départements les plus âgés. Cependant, ils sont les seuls de la région pour lesquels la part des jeunes de moins de 18 ans augmente tandis que celle des plus de 60 ans diminue. A l'inverse, les départements de grande couronne vieillissent plus vite que le reste de la région. En Seine-et-Marne, la part des jeunes de moins de 18 ans est passée de 27 % à 25,8 %. Dans les Yvelines, la part des personnes âgées de plus de 60 ans est passée de 15 % à 17 %.

L'augmentation récente de la natalité a, quant à elle, maintenu à un niveau assez élevé la part des Franciliens de moins de 18 ans. De 23,6 % en 1999, cette part est passée à 23,3 % en 2006, soit 0,9 point de plus que dans l'ensemble de la France. L'effet de l'augmentation de la natalité est particulièrement sensible à Paris et en petite couronne. Là où elle a été moins dynamique, en grande couronne, le vieillissement a été plus prononcé.

## LA POPULATION FRANCILIENNE AUX RECENSEMENTS DE 1999 ET 2006

|                                    | Paris           | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne  | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France    | France métropolitaine |
|------------------------------------|-----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|----------|------------|-----------------|------------------|-----------------------|
| Population au recensement de 1999* | <b>2 125,80</b> | 1 428,68       | 1 382,93          | 1 226,96     | <b>4 038,57</b> | 1 193,51       | 1 353,96 | 1 134,03 | 1 105,22   | <b>4 786,72</b> | <b>10 951,14</b> | <b>58 518,40</b>      |
| Nombre de ménages en 1999*         | <b>1 110,90</b> | 624,90         | 524,40            | 499,40       | <b>1 648,70</b> | 432,30         | 503,10   | 420,60   | 394,70     | <b>1 750,70</b> | <b>4 510,30</b>  | <b>23 810,20</b>      |
| Taille moyenne des ménages en 1999 | <b>1,9</b>      | 2,2            | 2,6               | 2,5          | <b>2,4</b>      | 2,8            | 2,7      | 2,7      | 2,8        | <b>2,7</b>      | <b>2,4</b>       | <b>2,5</b>            |
| Population municipale de 2006*     | <b>2 181,40</b> | 1 536,10       | 1 492,00          | 1 298,30     | <b>4 326,40</b> | 1 273,50       | 1 395,80 | 1 198,30 | 1 157,10   | <b>5 024,70</b> | <b>11 532,50</b> | <b>61 399,70</b>      |
| Nombre de ménages en 2006*         | <b>1 161,60</b> | 679,40         | 569,10            | 541,60       | <b>1 790,10</b> | 480,70         | 539,30   | 459,50   | 428,20     | <b>1 907,70</b> | <b>4 859,40</b>  | <b>26 069,00</b>      |
| Taille moyenne des ménages en 2006 | <b>1,8</b>      | 2,2            | 2,6               | 2,3          | <b>2,4</b>      | 2,6            | 2,5      | 2,5      | 2,7        | <b>2,6</b>      | <b>2,3</b>       | <b>2,3</b>            |

Source : INSEE, recensements de la population de 1999 et de 2006

\*unité : milliers

## Définitions

**Population municipale au recensement de la population 2006 :**

La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Elle est **comparable à la population sans double compte de recensement de la population de 1999.**

**Un ménage** désigne l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non un lien de parenté. Un ménage peut donc ne comprendre qu'une seule personne.

**La taille des ménages** mesure le nombre moyen d'occupants par logement.

## MÉTHODOLOGIE :

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les cinq premières enquêtes de recensement ont été réalisées de 2004 à 2008. Elles permettent de produire les résultats du recensement, millésimé 2006, date du milieu de la période.

Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de logements représentant 8 % de leur population.

## LES REVENUS FISCAUX DES MÉNAGES

### Commentaires

En 2007, 4,7 millions de ménages franciliens ont déclaré des revenus, qu'il s'agisse de revenus d'activité, salariés ou non, de retraites, de pensions ou de revenus du patrimoine soumis à imposition.

En Ile-de-France, une analyse des ménages imposés laisse entrevoir un certain nombre de disparités, que ce soit avec la province ou les départements de la région.

La part des ménages imposés est de 72,3% pour la région, très supérieure à celle de la province, 59,4%.

La moitié de la population francilienne vit dans un ménage qui déclare un revenu par unité de consommation (UC) d'environ 20 575€. Ce revenu médian par UC est supérieur de 3 570€ au revenu médian de la province.

Cependant, des inégalités importantes existent entre les départements franciliens. La Seine-Saint-Denis est le seul département dont le revenu médian par UC (14 520€) est inférieur à celui de la province.

10% de la population francilienne vit dans un ménage déclarant un revenu par UC supérieur à 45 950€. Il était de 44 250 en 2006. Ce seuil de hauts revenus franciliens est largement au dessus de celui observé en province (12 930€ de plus). On peut également observer de fortes différences entre les départements franciliens. Ainsi, à Paris, le seuil de hauts revenus représente plus de 11 fois celui des bas revenus. Il est de 37% supérieur à celui de la région. Cet écart est deux fois moins important en Seine-et-Marne, en Essonne ou dans les Yvelines.

A l'opposé, 10% des ménages vivent avec un revenu par UC inférieur à 6 370€. Ce seuil de bas revenu est légèrement inférieur à celui observé en province. Il est d'environ 7 fois inférieur à celui des hauts revenus pour la région. En province, le seuil des hauts revenus représente cinq fois celui des bas revenus.

### Définitions

#### Ménage

Le « ménage fiscal » est un ménage ordinaire constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la taxe d'habitation. De ce fait, en sont exclus :

- les ménages de contribuables concernés par un événement de type mariage, décès ou séparation au cours de l'année de référence;
- les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants);
- les contribuables vivant en collectivité.

#### Unité de Consommation (UC)

Le revenu fiscal par unité de consommation (UC) est le revenu du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation qui le composent.

Par convention, le nombre d'unités de consommation d'un ménage fiscal est évalué de la manière suivante :

- le premier adulte du ménage compte pour 1 UC ;
- les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5 UC ;
- les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3 UC.

Cette échelle d'équivalence est utilisée couramment par l'INSEE et Eurostat pour étudier les revenus ainsi exprimés par « équivalent adulte ». Le revenu fiscal exprimé par UC présente l'avantage de prendre en compte les diverses compositions des ménages et donc les économies d'échelle liées à la vie en groupe.

## Définitions

**Médiane**

La médiane du revenu fiscal par UC partage les personnes en deux groupes : la moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur et l'autre moitié un revenu par UC supérieur. Cet indicateur permet de mesurer le niveau central des revenus par UC au sein d'une zone.

**Déciles**

Les déciles du revenu fiscal par UC décrivent la distribution des revenus par tranches de 10% des personnes. La médiane constitue donc le 5<sup>ème</sup> décile. Les déciles les plus couramment utilisés pour décrire les disparités des revenus sont le premier et le dernier décile :

- le 1<sup>er</sup> décile (D1) du revenu fiscal par UC est tel que 10% des personnes appartiennent à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur et 90% présentent un revenu supérieur ;
- le dernier décile (D9) du revenu fiscal par UC est tel que 90% des personnes appartiennent à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur et 10% présentent un revenu supérieur.

**Rapport inter-déciles**

Le rapport inter-déciles (D9/D1) du revenu fiscal par UC établit le rapport entre les revenus par UC les plus élevés et les revenus par UC les plus faibles, en ôtant de chaque côté les 10% de personnes aux revenus les plus extrêmes. Cet indicateur mesure la disparité relative entre les plus hauts et les plus bas revenus fiscaux, sans être déformé par les revenus les plus extrêmes. Il permet donc d'étudier les disparités des revenus par UC au sein d'une zone, mais aussi entre les zones.

**LES REVENUS FISCAUX PAR UNITÉ DE CONSOMMATION DÉCLARÉS PAR LES MÉNAGES AU TITRE DE L'ANNÉE 2007**

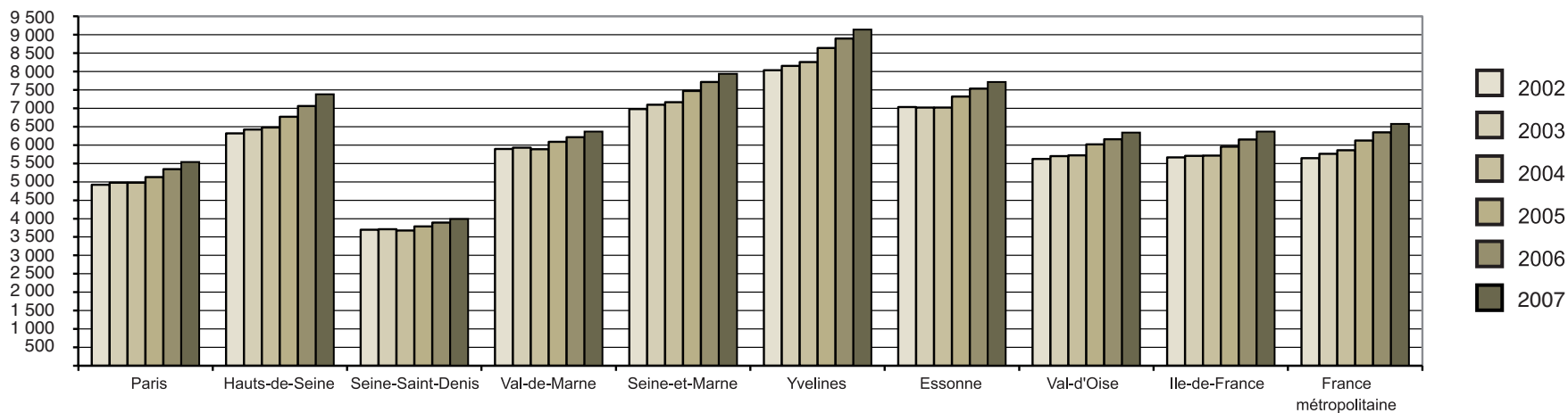
|                              | Paris     | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Ile-de-France | Province   | France métropolitaine |
|------------------------------|-----------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|------------|-----------------------|
| Nombre de ménages fiscaux    | 1 057 730 | 658 857        | 552 596           | 525 846      | 485 980        | 534 108  | 457 913 | 423 961    | 4 696 991     | 20 906 287 | 25 603 278            |
| Part des ménages imposés (%) | 72,5      | 75,7           | 62,4              | 71,9         | 72,1           | 77,6     | 74,8    | 71,2       | 72,3          | 59,4       | 61,7                  |
| Médiane (€)                  | 23 408    | 23 671         | 14 517            | 19 923       | 19 980         | 23 626   | 21 334  | 19 044     | 20 575        | 17 003     | 17 497                |
| 1 <sup>er</sup> décile (€)   | 5 539     | 7 384          | 3 989             | 6 367        | 7 940          | 9 144    | 7 718   | 6 339      | 6 366         | 6 622      | 6 573                 |
| 9 <sup>ème</sup> décile (€)  | 63 156    | 55 626         | 31 531            | 42 177       | 37 024         | 49 043   | 40 665  | 37 236     | 45 947        | 33 017     | 35 572                |
| Rapport inter-déciles        | 11,4      | 7,5            | 7,9               | 6,6          | 4,7            | 5,4      | 5,3     | 5,9        | 7,2           | 5,0        | 5,4                   |

Sources : INSEE-DGI-Revenus fiscaux des ménages

## EVOLUTION DU 1<sup>ER</sup> DECILE DES REVENUS FISCAUX DE 2002 A 2007

### Commentaires

Entre 2003 et 2007, le seuil de bas revenus a progressé de près de 12% pour l'ensemble de la région. Dans le même temps, celui de la province a progressé de 15%. Pour les départements franciliens, de grandes différences apparaissent encore. Si à Paris, l'évolution est de l'ordre de celle de la région, elle est de 15% pour celle des Hauts-de-Seine. En revanche, elle progresse moins en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne (respectivement +8% et +7%).



Lecture du graphique: à Paris, en 2007, 10% des ménages appartiennent à un ménage qui a déclaré un revenu fiscal par UC inférieur à 5 500 euros.

Logement

Surendettement

## LES DONNÉES SUR L'ÉVOLUTION DU PARC, SA STRUCTURE ET SON OCCUPATION

### Commentaires

Le volume du parc social à l'échelle francilienne, après avoir connu une hausse importante entre 2003 et 2007, s'est stabilisé en 2008. Ces chiffres, issus de l'enquête sur le parc locatif social (EPLS) peuvent s'expliquer en partie par le déconventionnement du parc de certains bailleurs mais aussi et surtout par des recalages statistiques opérés entre 2007 et 2008.

Le nombre de logements sociaux (PLS, PLA-I, PLUS) financés est en augmentation d'année en année depuis 2003. Il a atteint le chiffre record de 24 678 logements financés en 2008, alors qu'on en finançait seulement 13 219 en 2003. Cette augmentation concerne tous les départements franciliens (+53,7% à Paris, +94,5% dans les départements de petite couronne, +105% dans les départements de grande couronne).

Le parc de logements neufs dont la construction commencée dans l'année, à l'échelle francilienne, est de plus en plus dynamique puisqu'il augmente un peu plus chaque année. Ainsi, durant l'année 2008, la construction de 29% de logements de plus qu'en 2003 a démarré (environ 39 000 logements contre un peu plus de 30 000). Cette augmentation a été constatée dans tous les départements franciliens.

Le nombre de logements financés en accession sociale à la propriété a lui aussi connu une croissance exponentielle durant cette période 2003/2008. 34 220 logements en PTZ ont été ainsi financés en 2008 contre 7 305 en 2003.

La dernière enquête triennale de 2006 sur l'occupation du parc social confirme l'appauvrissement des ménages dans le parc social, partout en augmentation, mais plus particulièrement en Seine-Saint-Denis. En Ile de France en 2006, 17,5 % des ménages avaient des ressources inférieures à 20 % du plafond d'entrée dans les HLM contre 14,8 % en 2003 et 13 % en 2000.

La part des ménages isolés reste stable au niveau régional. Elle diminue cependant à Paris et progresse en petite et grande couronne. Tout comme en 2000 et 2003, elle s'accroît de la périphérie vers le centre de la région.

## L'ÉVOLUTION DU PARC, SA STRUCTURE ET SON OCCUPATION

|  | Paris            | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne  | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne  | Ile-de-France    |
|--|------------------|----------------|-------------------|--------------|------------------|----------------|----------|---------|------------|------------------|------------------|
| <b>Parc de logements en 2007 (1)</b>       | <b>1 128 741</b> | 670 135        | 562 068           | 531 799      | <b>1 764 002</b> | 476 008        | 532 756  | 458 868 | 420 682    | <b>1 888 314</b> | <b>4 781 057</b> |
| <b>Parc social (2)</b>                     |                  |                |                   |              |                  |                |          |         |            |                  |                  |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2003  | <b>212 732</b>   | 180 682        | 201 648           | 156 084      | <b>538 414</b>   | 89 636         | 112 402  | 95 103  | 104 102    | <b>401 243</b>   | <b>1 152 389</b> |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2004  | <b>215 034</b>   | 182 074        | 201 385           | 157 068      | <b>540 527</b>   | 91 517         | 112 210  | 96 388  | 107 223    | <b>407 338</b>   | <b>1 162 899</b> |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2005  | <b>216 589</b>   | 184 412        | 201 913           | 158 502      | <b>544 827</b>   | 92 504         | 113 162  | 96 614  | 109 224    | <b>411 504</b>   | <b>1 172 920</b> |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2006  | <b>217 272</b>   | 186 071        | 202 833           | 159 579      | <b>548 483</b>   | 91 552         | 113 553  | 97 533  | 109 806    | <b>412 444</b>   | <b>1 178 199</b> |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2007  | <b>219 657</b>   | 188 086        | 210 185           | 162 421      | <b>560 692</b>   | 90 234         | 113 710  | 97 637  | 110 337    | <b>411 918</b>   | <b>1 192 267</b> |
| Nombre de logements sociaux au 01/01/2008  | <b>225 460</b>   | 185 833        | 202 397           | 163 296      | <b>551 526</b>   | 90 078         | 115 540  | 96 439  | 112 365    | <b>414 422</b>   | <b>1 191 408</b> |
| <b>Logements neufs (3)</b>                 |                  |                |                   |              |                  |                |          |         |            |                  |                  |
| Logements commencés 2003                   | <b>2 099</b>     | 4 466          | 3 930             | 3 138        | <b>11 534</b>    | 6 290          | 3 667    | 3 283   | 3 378      | <b>16 618</b>    | <b>30 251</b>    |
| Logements commencés 2004                   | <b>2 123</b>     | 4 632          | 4 985             | 3 799        | <b>13 416</b>    | 7 449          | 3 587    | 3 861   | 3 670      | <b>18 567</b>    | <b>34 106</b>    |
| Logements commencés 2005                   | <b>917</b>       | 3 807          | 5 541             | 4 798        | <b>14 146</b>    | 8 827          | 4 572    | 3 583   | 3 706      | <b>20 688</b>    | <b>35 751</b>    |
| Logements commencés 2006                   | <b>3 175</b>     | 4 188          | 4 872             | 5 321        | <b>14 381</b>    | 7 980          | 3 915    | 3 912   | 3 471      | <b>19 278</b>    | <b>36 834</b>    |
| Logements commencés 2007                   | <b>2 404</b>     | 6 576          | 5 779             | 3 617        | <b>15 972</b>    | 7 579          | 2 630    | 4 956   | 3 867      | <b>19 032</b>    | <b>37 408</b>    |
| Logements commencés 2008                   | <b>2 313</b>     | 5 782          | 5 305             | 3 433        | <b>14 520</b>    | 6 375          | 5 988    | 5 043   | 4 810      | <b>22 216</b>    | <b>39 049</b>    |
| <b>Financement locatif social (4)</b>      |                  |                |                   |              |                  |                |          |         |            |                  |                  |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2003)  | <b>3 761</b>     | 1 595          | 1 343             | 1 857        | <b>4 795</b>     | 1 213          | 1 348    | 1 198   | 904        | <b>4 663</b>     | <b>13 219</b>    |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2004)  | <b>4 041</b>     | 2 148          | 2 027             | 1 679        | <b>5 854</b>     | 1 660          | 1 195    | 1 812   | 1 296      | <b>5 963</b>     | <b>15 858</b>    |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2005)  | <b>3 767</b>     | 1 534          | 1 815             | 1 971        | <b>5 320</b>     | 1 654          | 1 004    | 1 130   | 1 496      | <b>5 284</b>     | <b>14 371</b>    |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2006)  | <b>4 736</b>     | 2 590          | 2 434             | 2 251        | <b>7 275</b>     | 1 930          | 1 210    | 1 559   | 1 522      | <b>6 221</b>     | <b>18 232</b>    |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2007)  | <b>5 760</b>     | 2 139          | 2 753             | 2 988        | <b>7 880</b>     | 1 698          | 1 330    | 2 620   | 1 846      | <b>7 494</b>     | <b>21 134</b>    |
| Nombre de logements PLS/PLA/PLUS * (2008)  | <b>5 781</b>     | 2 206          | 3 411             | 3 714        | <b>9 331</b>     | 2 192          | 2 565    | 2 741   | 2 068      | <b>9 566</b>     | <b>24 678</b>    |
| <b>Financement accession sociale</b>       |                  |                |                   |              |                  |                |          |         |            |                  |                  |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2003     | <b>69</b>        | 542            | 1 075             | 607          | <b>2 224</b>     | 2 118          | 832      | 1 039   | 1 023      | 5 012            | 7 305            |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2004     | <b>67</b>        | 162            | 811               | 317          | <b>1 290</b>     | 1 584          | 601      | 625     | 520        | <b>3 330</b>     | <b>4 687</b>     |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2005 (5) | <b>2 225</b>     | 2 172          | 3 784             | 2 717        | <b>8 673</b>     | 4 292          | 2 710    | 3 219   | 3 030      | <b>13 251</b>    | <b>24 149</b>    |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2006     | <b>3 675</b>     | 3 966          | 5 372             | 4 328        | <b>13 666</b>    | 5 531          | 4 413    | 4 546   | 4 393      | <b>18 883</b>    | <b>36 224</b>    |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2007     | <b>4 390</b>     | 4 583          | 6 165             | 4 567        | <b>15 315</b>    | 5 757          | 4 429    | 5 121   | 4 782      | <b>20 089</b>    | <b>39 794</b>    |
| Nombre de prêts à taux zéro année 2008     | <b>3 419</b>     | 3 769          | 5 530             | 4 006        | <b>15 305</b>    | 4 687          | 3 896    | 4 667   | 4 246      | <b>17 496</b>    | <b>34 220</b>    |
| <b>Occupation du parc social (6)</b>       |                  |                |                   |              |                  |                |          |         |            |                  |                  |
| Ménages revenus < 20 % plafonds** (2000)   | <b>13,0%</b>     | 12,0%          | 15,0%             | 11,0%        | <b>12,8%</b>     | 14,0%          | 11,0%    | 12,0%   | 13,0%      | <b>12,4%</b>     | <b>13,0%</b>     |
| Ménages revenus < 20 % plafonds** (2003)   | <b>14,8%</b>     | 11,8%          | 17,4%             | 14,0%        | <b>14,6%</b>     | 15,0%          | 10,4%    | 13,5%   | 14,0%      | <b>13,1%</b>     | <b>14,8%</b>     |
| Ménages revenus < 20 % plafonds** (2006)   | <b>21,7%</b>     | 12,7%          | 22,3%             | 16,1%        | <b>18,7%</b>     | 18,4%          | 13,9%    | 15,7%   | 16,9%      | <b>16,8%</b>     | <b>17,5%</b>     |
| Ménages d'isolés (2000)                    | <b>45,0%</b>     | 34,0%          | 29,0%             | 31,0%        | <b>31,2%</b>     | 26,0%          | 27,0%    | 26,0%   | 26,0%      | <b>26,3%</b>     | <b>32,0%</b>     |
| Ménages d'isolés (2003)                    | <b>41,0%</b>     | 33,7%          | 29,2%             | 31,0%        | <b>31,2%</b>     | 28,2%          | 27,6%    | 26,3%   | 27,2%      | <b>27,3%</b>     | <b>31,4%</b>     |
| Ménages d'isolés (2006)                    | <b>38,8%</b>     | 34,7%          | 29,6%             | 30,9%        | <b>32,4%</b>     | 28,7%          | 28,7%    | 27,7%   | 27,7%      | <b>28,1%</b>     | <b>31,6%</b>     |

Source : DREIF

(1) Dernière année disponible - Nombre de résidences principales – Sources FILOCOM

(2) Enquête annuelle sur le Parc Locatif Social (EPLS)

(3) Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux (SITADEL)

(4) En 2004 et 2005, hors logements financés par l'ANRU

(5) L'ouverture à l'ancien du PTZ en 2005 explique la forte augmentation de cette année là

(6) Enquête sur l'Occupation du Parc Social (OPS)

\* PLA = Prêt Locatif Aidé, PLUS = Prêt Locatif à Usage Social

\*\* Pourcentage des ménages avec des revenus inférieurs à 20% du plafond d'entrée en logement HLM

## LES BÉNÉFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2008

### Commentaires

Au 31 décembre 2008, plus de 964 000 allocataires franciliens bénéficient d'une aide au logement (toutes aides au logement confondues) soit un allocataire sur deux. Ce nombre a augmenté cette année de 7 % pour des raisons sans doute essentiellement administratives. En effet les nouvelles modalités d'acquisition des ressources des allocataires par les Caf auprès de la Direction Générale des Impôts ont eu pour conséquence de « geler » en 2008 le réexamen des aides au logement traditionnellement effectué en juillet. Ainsi, le montant de l'aide au logement repose toujours en décembre 2008 sur les paramètres pris en compte pour l'aide au logement de décembre 2007 : soit pour les locataires, la quittance de loyer de janvier 2007 et les ressources de l'année 2006. En janvier 2009 aura lieu le réexamen des droits à partir de la quittance de janvier 2008 avec les ressources 2007.

Du fait de cette année particulière, alors que depuis un certain temps le nombre d'accédants à la propriété aidés diminuait, leur nombre est en 2008 en hausse notable (8 %). En revanche, le nombre de résidents en foyers aidés a moins progressé (2,5%).

En moyenne, un bénéficiaire francilien d'aide au logement sur deux ne reçoit que cette prestation de la Caf et 16 % cumulent aide au logement et au moins un minimum social versé par la Caf (RMI, AAH, API).

Plus de deux millions deux cent mille Franciliens habitent un logement pour lequel la Caf verse une aide au logement. C'est un peu moins d'un cinquième de la population. C'est beaucoup plus en Seine-Saint-Denis puisque trois personnes sur dix sont concernées par ce soutien, le second département le plus aidé est le Val-d'Oise mais avec un niveau de couverture assez proche de la moyenne régionale (20,6 %).

Les allocataires d'une aide au logement sont pour 39 % d'entre eux en activité professionnelle (salariés ou travailleurs indépendants), pour 10 % au chômage, pour 13 % en retraite, pour 12 % étudiants et pour 3 % en invalidité. Une minorité relativement importante (23 %) n'appartient à aucune de ces catégories.

La colocation est utilisée par 15 % des étudiants aidés pour leur logement. Parmi les autres catégories aidées pour leur logement c'est une pratique émergente qui concerne 2 % d'entre eux. Finalement toutes catégories d'allocataires confondues, 4 % vivent en colocation en région. Mais à Paris ils sont relativement plus nombreux (7,5 %).

En décembre 2008, chaque allocataire francilien aidé pour son logement a reçu en moyenne 222€. Selon le département, le montant reçu oscille de 211€ dans les Yvelines à 240€ en Seine-Saint-Denis.

### Définitions

Il existe trois types d'aide au logement destinés aux ménages de ressources modestes, locataires ou accédants à la propriété : l'Aide Personnalisée au Logement (APL), l'Allocation de Logement Familiale (ALF) et l'Allocation de Logement Sociale (ALS). Ces aides ne sont pas cumulables. L'ordre de priorité est le suivant : APL, ALF, ALS. Leur montant varie selon le niveau de ressources, la taille de la famille, les dépenses (plafonnées) de logement et le statut d'occupation. En janvier 2007, le seuil de non-versement de l'aide au logement a été abaissé de 24€ à 15€.

**L'aide personnalisée au logement (APL)** est destinée à toute personne :

- locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'Etat fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort ;
- accédant à la propriété ou déjà propriétaire, ayant contracté un prêt d'accession sociale (PAS), un prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou encore un prêt conventionné (PC) pour l'acquisition, l'amélioration ou l'agrandissement du logement, neuf ou ancien.

L'APL est versée au bailleur ou à l'organisme de crédit qui la déduit du montant des loyers ou de la mensualité remboursée.

**L'allocation de logement à caractère familial (ALF)** concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'APL mais qui attendent un enfant, ont des enfants ou certaines autres personnes à charge, ou forment un ménage marié depuis moins de cinq ans (le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints).

**L'allocation de logement à caractère social (ALS)** s'adresse à ceux qui ne peuvent bénéficier ni de l'APL ni de l'ALF.

Le **logement en "foyers"** inclut outre les logements strictement en foyers pour étudiants, jeunes travailleurs, personnes âgées ou handicapées, ceux en résidence universitaire, en maison de retraite, et dans certains cas, l'hébergement en unité ou centre de long séjour.

## LES BÉNÉFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2008

|   | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France    |
|---|----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|------------------|
| <b>Nombre total d'allocataires CAF</b>                | <b>395 172</b> | 249 153        | 294 580           | 219 294      | <b>763 027</b>  | 200 172        | 203 375  | 183 878 | 189 711    | <b>777 676</b>  | <b>1 935 875</b> |
| dont bénéficiaires d'une aide au logement             |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                  |
| Nombre  | <b>240 038</b> | 117 690        | 169 255           | 110 142      | <b>397 087</b>  | 84 886         | 77 535   | 77 318  | 87 264     | <b>327 003</b>  | <b>964 128</b>   |
| en % du nombre total d'allocataires CAF               | <b>60,7</b>    | 47,2           | 57,5              | 50,2         | <b>52,0</b>     | 42,3           | 38,1     | 42,0    | 46,0       | <b>42,0</b>     | <b>49,8</b>      |
| Evolution 2008/2007 (en %)                            | <b>-6,9</b>    | 6,9            | 6,2               | 6,4          | <b>6,5</b>      | 7,4            | 7,7      | 10,0    | 5,9        | <b>7,7</b>      | <b>7,0</b>       |
| Population couverte par une aide au logement en % (*) | <b>18,3</b>    | 16,0           | 30,2              | 19,8         | <b>22,0</b>     | 17,5           | 13,6     | 16,4    | 20,6       | <b>16,9</b>     | <b>19,1</b>      |

## Structure par type de prestation (en %)

|                            |             |      |      |      |             |      |      |      |      |             |             |
|----------------------------|-------------|------|------|------|-------------|------|------|------|------|-------------|-------------|
| <b>Bénéficiaires d'APL</b> | <b>27,8</b> | 45,9 | 58,5 | 50,8 | <b>52,6</b> | 57,6 | 57,2 | 56,5 | 60,0 | <b>57,9</b> | <b>48,2</b> |
| - Location ou "foyer" (**) | <b>27,7</b> | 45,6 | 56,2 | 49,8 | <b>51,3</b> | 51,9 | 55,0 | 54,0 | 56,6 | <b>54,4</b> | <b>46,5</b> |
| - Accession                | <b>0,1</b>  | 0,3  | 2,3  | 1,0  | <b>1,3</b>  | 5,7  | 2,1  | 2,6  | 3,4  | <b>3,5</b>  | <b>1,8</b>  |
| <b>Bénéficiaires d'ALF</b> | <b>12,5</b> | 17,6 | 23,9 | 21,4 | <b>21,3</b> | 21,8 | 17,4 | 21,4 | 22,9 | <b>20,9</b> | <b>19,0</b> |
| - Location ou "foyer" (**) | <b>11,7</b> | 15,7 | 18,0 | 17,8 | <b>17,3</b> | 13,9 | 13,0 | 15,5 | 14,6 | <b>14,2</b> | <b>14,9</b> |
| - Accession                | <b>0,8</b>  | 1,8  | 5,9  | 3,6  | <b>4,0</b>  | 7,9  | 4,4  | 5,9  | 8,3  | <b>6,7</b>  | <b>4,1</b>  |
| <b>Bénéficiaires d'ALS</b> | <b>59,7</b> | 36,5 | 17,7 | 27,9 | <b>26,1</b> | 20,6 | 25,4 | 22,1 | 17,1 | <b>21,2</b> | <b>32,8</b> |
| - Location ou "foyer" (**) | <b>59,1</b> | 35,9 | 16,8 | 27,2 | <b>25,3</b> | 19,6 | 24,7 | 21,1 | 16,1 | <b>20,2</b> | <b>32,0</b> |
| - Accession                | <b>0,7</b>  | 0,7  | 0,9  | 0,7  | <b>0,8</b>  | 1,0  | 0,7  | 0,9  | 1,0  | <b>0,9</b>  | <b>0,8</b>  |

## Logement en «foyers»

|  |               |       |        |       |               |       |       |       |       |               |               |
|--|---------------|-------|--------|-------|---------------|-------|-------|-------|-------|---------------|---------------|
| Nombre de bénéficiaires d'une aide au logement en "foyer" (**) | <b>18 651</b> | 9 729 | 10 110 | 7 621 | <b>27 460</b> | 5 425 | 6 925 | 6 896 | 6 659 | <b>25 905</b> | <b>72 016</b> |
| % de bénéficiaires d'une aide au logement en "foyer" (**)      | <b>7,8</b>    | 8,3   | 6,0    | 6,9   | <b>6,9</b>    | 6,4   | 8,9   | 8,9   | 7,6   | <b>7,9</b>    | <b>7,5</b>    |

Sources : Caisses d'Allocations Familiales d'Île-de-France, Insee Recensement de la population 2006

(\*) Il s'agit des allocataires d'une aide au logement et les conjoints, enfants et personnes à charge pris en compte pour le calcul de l'aide, rapportés au recensement de la population 2006 de l'INSEE

(\*\*) ou en structure collective ou en résidence sociale

## LES DÉPENSES DES FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT PAR DÉPARTEMENT FRANCILIEN DE 2003 À 2007

### Commentaires

De 2003 à 2007, le volume financier des emplois des FSL franciliens pour les postes relatifs au logement n'a cessé d'augmenter. En 2007, les dépenses engagées par le FSL sont en augmentation à Paris (+13,1%) après la baisse observée entre 2005 et 2006. En revanche, elles sont en baisse en Seine-et-Marne (-10,8%). Dans les autres départements hors Seine-Saint-Denis dont les chiffres ne sont pas connus, les hausses s'échelonnent de 4,9% (Val-d'Oise) à 23,3% dans les Yvelines.

Le partage des emplois entre les différents postes du FSL dans le domaine du logement fait apparaître, sur l'ensemble de la période, une hausse des emplois dits « autres », c'est à dire essentiellement consacrés à la mise en jeu des garanties locatives, aux dépenses engagées au titre des impayés sur prêts, remise de dettes ou aux interventions dans les copropriétés en difficultés.

### Définitions

Les Fonds de Solidarité pour le Logement ont été créés par la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. Chaque FSL départemental bénéficiait annuellement jusqu'au 31 décembre 2004 d'une dotation financière de l'Etat et d'une participation obligatoire du Conseil Général, d'un montant au moins égal. Depuis le 1er janvier 2005, en application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, le fonctionnement du dispositif est modifié par une nouvelle répartition des compétences. Le Fonds de solidarité pour le Logement (FSL) est transféré au département. Le financement du FSL est assuré par le département. Le conseil général peut créer des fonds locaux pour l'octroi de tout ou partie des aides et en confier la gestion aux communes et établissements publics qui en font la demande.

Les aides accordées par le FSL aux ménages défavorisés sont des aides:

- au maintien dans le logement : prêt ou subvention pour résorber l'impayé de loyer du ménage.
- à l'accès à un logement :
  - aide financière sous forme de prêt ou de subvention pour aider le ménage à entrer dans le logement (1er mois d'APL ; frais d'agence, de compteur ; prime d'assurance etc...).
  - garantie donnée au bailleur en cas de défaillance du locataire de prendre en charge le paiement des loyers. Cette garantie est limitée dans le temps, selon les cas, à 12 ou 24 mois.
- pour disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de téléphone.

Ces aides sont attribuées directement aux bénéficiaires ou par l'intermédiaire de fonds locaux ou d'associations spécialisées.

Pour les ménages en grande difficulté d'insertion, le FSL prend en charge des mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (A.S.L.L) destinées à faciliter leur adaptation au logement, à l'immeuble, au quartier.

## LES DÉPENSES DES FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT PAR DÉPARTEMENT FRANCILIEN DE 2003 À 2007

|                          | Total Emplois (1) | Maintien | Accès  | ASLL   | Autres (2) |
|--------------------------|-------------------|----------|--------|--------|------------|
| <b>Paris</b>             |                   |          |        |        |            |
| 2003                     | 12 046 565        | 51,0 %   | 20,6 % | 21,9 % | 6,5 %      |
| 2004                     | 11 384 936        | 59,4 %   | 15,7 % | 17,1 % | 7,8 %      |
| 2005                     | 16 738 523        | 38,1 %   | 26,2 % | 13,7 % | 22,0 %     |
| 2006                     | 15 978 223        | 49,6 %   | 14,4 % | 15,5 % | 20,5 %     |
| 2007                     | 18 073 343        | 45,8 %   | 16,5 % | 14,3 % | 23,5 %     |
| <b>Hauts-de-Seine</b>    |                   |          |        |        |            |
| 2003                     | 3 836 060         | 33,0 %   | 25,6 % | 30,8 % | 10,5 %     |
| 2004                     | 4 215 165         | 37,7 %   | 25,7 % | 27,4 % | 9,2 %      |
| 2005                     | 5 959 878         | 34,3 %   | 23,6 % | 14,7 % | 27,4 %     |
| 2006                     | 7 277 562         | 31,2 %   | 20,3 % | 25,4 % | 23,1 %     |
| 2007                     | 8 282 987         | 29,6 %   | 18,2%  | 33,7 % | 18,5%      |
| <b>Seine-Saint Denis</b> |                   |          |        |        |            |
| 2003                     | 11 975 874        | 38,4 %   | 16,4 % | 38,4 % | 6,8 %      |
| 2004                     | 11 612 394        | 38,6 %   | 16,6 % | 39,2 % | 5,6 %      |
| 2005                     | *                 |          |        |        |            |
| 2006                     | 11 930 675        | 28,4 %   | 13,4 % | 37,6 % | 20,6 %     |
| 2007                     | *                 |          |        |        |            |
| <b>Val-de-Marne</b>      |                   |          |        |        |            |
| 2003                     | 6 233 378         | 47,8 %   | 19,3 % | 24,0 % | 8,9 %      |
| 2004                     | 7 357 725         | 50,1 %   | 21,7 % | 21,4 % | 6,8 %      |
| 2005                     | 9 313 045         | 38,3 %   | 18,7 % | 19,5 % | 23,6 %     |
| 2006                     | 6 275 312         | 46,7 %   | 21,8 % | 27,0 % | 4,6 %      |
| 2007                     | 6 999 088         | 28,1 %   | 21,8 % | 25,5%  | 24,6 %     |

\* Données manquantes

|                      | Total Emplois (1) | Maintien | Accès  | ASLL   | Autres (2) |
|----------------------|-------------------|----------|--------|--------|------------|
| <b>Ile-de-France</b> |                   |          |        |        |            |
| 2003                 | 49 712 293        | 40,9 %   | 16,9 % | 31,5 % | 10,6 %     |
| 2004                 | 49 761 642        | 44,0 %   | 16,1 % | 29,8 % | 10,1 %     |
| 2005 (3)             |                   |          |        |        |            |
| 2006                 | 60 834 012        | 36,9 %   | 14,7 % | 26,4 % | 22,1 %     |
| 2007 (3)             |                   |          |        |        |            |

|                       | Total Emplois (1) | Maintien | Accès  | ASLL   | Autres (2) |
|-----------------------|-------------------|----------|--------|--------|------------|
| <b>Seine-et-Marne</b> |                   |          |        |        |            |
| 2003                  | 3 745 000         | 33,2 %   | 7,3 %  | 36,7 % | 22,9 %     |
| 2004                  | 3 691 442         | 34,2 %   | 4,4 %  | 39,9 % | 21,5 %     |
| 2005                  | 5 777 779         | 30,4 %   | 10,2 % | 24,5 % | 34,9 %     |
| 2006                  | 5 889 730         | 28,5 %   | 9,5 %  | 23,2 % | 38,9 %     |
| 2007                  | 5 251 724         | 31,9 %   | 9,1 %  | 33,7 % | 25,3 %     |
| <b>Yvelines</b>       |                   |          |        |        |            |
| 2003                  | 3 566 758         | 32,5 %   | 12,0 % | 37,9 % | 17,7 %     |
| 2004                  | 3 780 738         | 34,7 %   | 13,0 % | 31,9 % | 20,4 %     |
| 2005                  | 4 368 888         | 28,0 %   | 16,2 % | 29,9 % | 25,9 %     |
| 2006                  | 4 691 332         | 46,9 %   | 14,7 % | 28,0 % | 10,4 %     |
| 2007                  | 5 784 616         | 21,4 %   | 13,6 % | 30,7 % | 34,3 %     |
| <b>Essonne</b>        |                   |          |        |        |            |
| 2003                  | 4 010 300         | 43,0 %   | 12,3 % | 35,4 % | 9,4 %      |
| 2004                  | 4 051 099         | 43,4 %   | 11,1 % | 36,5 % | 9,0 %      |
| 2005                  | 4 215 707         | 33,0 %   | 10,8 % | 34,0 % | 22,2 %     |
| 2006                  | 4 318 918         | 25,3 %   | 11,1 % | 34,4 % | 29,2 %     |
| 2007                  | 5 131 651         | 39,9 %   | 10,6 % | 28,0 % | 21,5 %     |
| <b>Val-d'Oise</b>     |                   |          |        |        |            |
| 2003                  | 4 298 358         | 28,7 %   | 13,6 % | 37,7 % | 20,0 %     |
| 2004                  | 3 668 143         | 27,7 %   | 14,3 % | 39,8 % | 18,2 %     |
| 2005                  | 4 421 726         | 20,6 %   | 12,3 % | 32,5 % | 34,6 %     |
| 2006                  | 4 472 260         | 20,9 %   | 10,6 % | 30,8 % | 37,7 %     |
| 2007                  | 4 691 568         | 20,7 %   | 10,7 % | 29,9 % | 38,7 %     |

Source : DREIF, enquête annuelle sur les budgets des FSL d'Ile-de-France / Unité logement des défavorisés

(1) Le total Emplois correspond aux dépenses totales engagées en euros au cours de l'année par le FSL pour ces différentes interventions

(2) La colonne "autres" correspond à la part engagée pour la mise en jeu des garanties et pour des dépenses engagées au titre des impayés sur prêts, remises de dette, interventions sur les copropriétés

(3) Total non actualisé du fait des données manquantes en 2005 et 2007 pour la Seine-Saint-Denis. Le volume financier régional serait égal à 66,1 M€ en 2007, si l'on intègre au total 2007 le volume 2006 de la Seine-Saint-Denis.

## LES PROCÉDURES D'EXPULSION EN ILE-DE-FRANCE

**Avertissement :** La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions a introduit des mécanismes visant à intervenir dès les premiers incidents de paiement du loyer d'un logement et éviter ainsi, autant que faire se peut, l'expulsion pour les familles de bonne foi.

Les chiffres donnés aux différents stades de la procédure concernaient jusqu'ici l'ensemble des demandes d'expulsions, quelle qu'en soit la cause (situations d'impayés en habitation ou commerce, troubles de voisinage, squats...).

Dans les départements autres que celui de Paris, les procédures liées à d'autres causes qu'aux impayés de loyer en habitation sont minimales et les chiffres avancés pour ces départements, qui incluent l'ensemble des procédures, restent donc malgré tout des indicateurs pertinents.

À Paris, où un nombre appréciable de procédures concerne les baux commerciaux et, en matière d'habitation, les congés de fin de bail, la situation est différente. Un suivi plus fin permettait dans les recueils antérieurs de connaître le nombre exact de commandements de quitter les lieux, les demandes de concours de la Force Publique et les décisions concernant le concours de la Force Publique pour les seules situations d'impayés de loyer d'un logement. Il en était de même avec le département du Val-de-Marne pour les décisions accordant le concours de la Force Publique. Pour les autres indicateurs, le nombre de procédures ne concernaient que les habitations (hors locaux commerciaux). **Cette distinction n'est plus communiquée.**

### Commentaires

Le nombre des assignations des ménages devant les tribunaux (environ 30 680 en 2008) diminue sur les deux dernières années d'un peu plus de 4% et ce dans tous les départements à l'exception des Yvelines et des Hauts-de-Seine. Le département de Seine-Saint-Denis représente 20% du total des assignations et Paris 18%.

Par contre, le nombre de commandements de quitter les lieux (près de 19 500 en 2008) se stabilise depuis 3 ans. La situation est contrastée selon les départements : on observe une baisse à Paris et en grande couronne, alors que le nombre de commandements de quitter les lieux en petite couronne (en particulier en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne) est en hausse.

L'analyse des chiffres en matière d'intervention de la puissance publique dans le domaine des expulsions locatives met ainsi en évidence quelques éléments principaux. D'une part, sur la période 2005-2008, le nombre de procédures mises en œuvre a augmenté à l'échelle régionale dans tous les domaines. D'autre part, une spécificité territoriale peut être mise en exergue entre d'une part les départements de Paris et de la petite couronne (dans lesquels le nombre de démarches engagées augmente) et ceux de la grande couronne, dans lesquels ce nombre diminue.

Plus particulièrement, le nombre de demandes de concours de la force publique (près de 17 000 en 2008) continue à augmenter en 2008, poursuivant une tendance observée depuis 2005. Cette hausse est essentiellement le fait de la petite couronne.

Le nombre de décisions accordant le concours de la force publique (un peu plus de 11 500 en 2008) est caractérisé par une légère décroissance au niveau francilien. Mais la situation est contrastée selon les départements. Si le nombre de décisions baisse en grande couronne (environ 450) et à Paris (environ 100), il augmente en petite couronne, principalement en Seine-Saint-Denis (+320). Ce département suit une courbe ascendante depuis 5 ans.

Le nombre d'interventions effectives de la force publique (près de 5 800 en 2008) est à nouveau en hausse pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive. En grande couronne, le nombre d'interventions diminue légèrement, tandis qu'à Paris et en petite couronne il continue à augmenter.

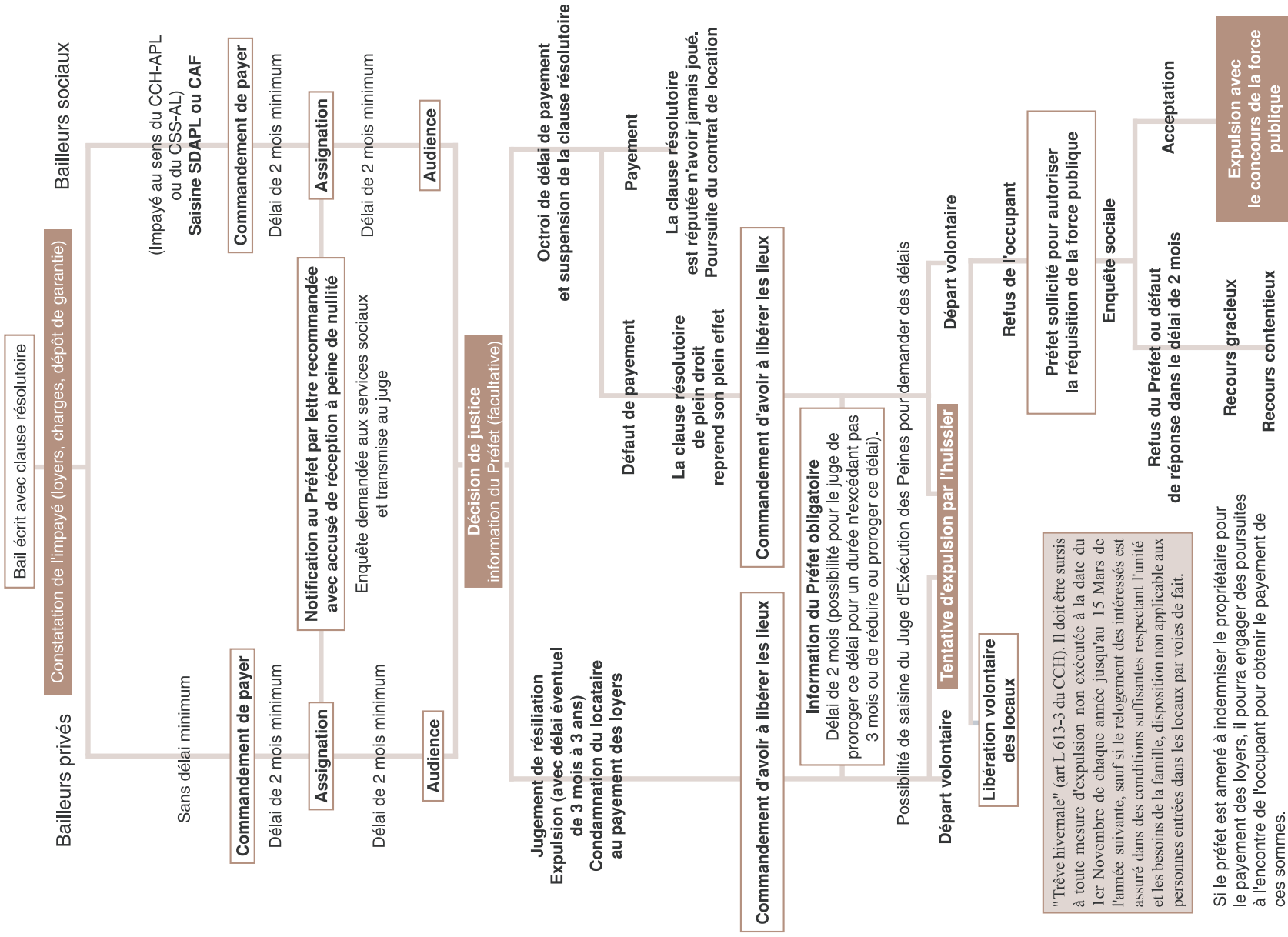
## LES PROCÉDURES D'EXPULSION EN ILE-DE-FRANCE PROCÉDANT D'IMPAYÉS DE LOYER

|   | Paris* | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne* | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|---|--------|----------------|-------------------|---------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Assignations</b>   |        |                |                   |               |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 2004  | 5 973  | 4 565          | 6 286             | 3 749         | 14 600          | 3 247          | 2 515    | 3 017   | 3 299      | 12 078          | 32 651        |
| 2005  | 5 674  | 3 681          | 6 244             | 3 956         | 13 881          | 3 139          | 2 395    | 3 152   | 3 216      | 11 902          | 31 457        |
| 2006  | 5 534  | 4 021          | 5 970             | 3 957         | 13 948          | 3 123          | 2 451    | 3 240   | 3 101      | 11 915          | 31 397        |
| 2007  | 5 542  | 4 058          | 6 393             | 3 681         | 14 132          | 3 356          | 2 490    | 3 299   | 3 216      | 12 361          | 32 035        |
| 2008  | 5 379  | 4 110          | 6 153             | 3 367         | 13 630          | 3 241          | 2 505    | 3 134   | 2 794      | 11 674          | 30 683        |
| <b>Commandements de quitter les lieux</b>                   |        |                |                   |               |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 2004  | 4 873  | 3 443          | 4 093             | 2 448         | 9 984           | 1 887          | 1 374    | 1 213   | 2 036      | 6 510           | 21 367        |
| 2005  | 4 573  | 1 718          | 3 742             | 2 342         | 7 802           | 1 609          | 1 200    | 1 578   | 1 821      | 6 208           | 18 583        |
| 2006  | 4 501  | 2 486          | 3 566             | 2 714         | 8 766           | 1 693          | 1 288    | 1 686   | 1 570      | 6 237           | 19 504        |
| 2007  | 4 505  | 2 379          | 3 813             | 2 015         | 8 207           | 1 751          | 1 531    | 1 743   | 1 778      | 6 803           | 19 515        |
| 2008  | 4 241  | 2 281          | 3 928             | 2 393         | 8 602           | 1 541          | 1 448    | 1 956   | 1 677      | 6 622           | 19 465        |
| <b>Demandes de concours de la Force Publique</b>            |        |                |                   |               |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 2004  | 3 309  | 2 050          | 3 795             | 1 808         | 7 653           | 1 533          | 1 293    | 1 496   | 1 895      | 6 217           | 17 179        |
| 2005  | 3 445  | 1 998          | 3 114             | 1 948         | 7 060           | 1 340          | 1 307    | 1 392   | 1 626      | 5 665           | 16 170        |
| 2006  | 3 313  | 2 284          | 2 696             | 2 264         | 7 244           | 1 275          | 1 383    | 1 377   | 1 553      | 5 588           | 16 145        |
| 2007  | 3 942  | 1 305          | 3 773             | 1 958         | 7 036           | 1 376          | 1 288    | 1 456   | 1 585      | 5 705           | 16 683        |
| 2008  | 3 718  | 2 384          | 3 564             | 1 767         | 7 715           | 1 305          | 1 404    | 1 351   | 1 485      | 5 545           | 16 978        |
| <b>Décisions accordant le concours de la Force Publique</b> |        |                |                   |               |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 2004  | 2 517  | 1 290          | 1 680             | 622           | 3 592           | 395            | 495      | 535     | 474        | 1 899           | 8 008         |
| 2005  | 2 595  | 1 090          | 1 621             | 868           | 3 579           | 782            | 801      | 808     | 512        | 2 903           | 9 077         |
| 2006  | 3 275  | 1 434          | 1 903             | 1 377         | 4 714           | 750            | 799      | 1 083   | 687        | 3 319           | 11 308        |
| 2007  | 3 133  | 1 263          | 1 797             | 1 337         | 4 397           | 940            | 979      | 1 041   | 1 311      | 4 271           | 11 801        |
| 2008  | 3 038  | 1 375          | 2 117             | 1 384         | 4 876           | 799            | 697      | 1 110   | 1 213      | 3 819           | 11 733        |
| <b>Interventions effectives de la Force Publique</b>        |        |                |                   |               |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 2004  | 1 168  | 564            | 508               | 227           | 1 299           | 118            | 173      | 327     | 217        | 835             | 3 302         |
| 2005  | 1 339  | 569            | 716               | 367           | 1 652           | 482            | 385      | 532     | 252        | 1 651           | 4 642         |
| 2006  | 1 653  | 737            | 944               | 509           | 2 190           | 320            | 331      | 682     | 348        | 1 681           | 5 524         |
| 2007  | 1 485  | 675            | 880               | 537           | 2 092           | 426            | 426      | 624     | 587        | 2 063           | 5 640         |
| 2008  | 1 549  | 754            | 1 042             | 522           | 2 318           | 348            | 374      | 675     | 523        | 1 920           | 5 787         |

Sources : Préfectures de Département / DREIF /Unité Logement des Défavorisés

\* A Paris, les commandements de quitter les lieux, les demandes de concours de la Force Publique et les décisions accordant le concours de la Force Publique concernent aussi les procédures liées aux baux commerciaux et aux congés de fin de bail. Il en est de même dans le Val-de-Marne pour les décisions accordant le concours de la Force Publique.

## SCHEMA DE LA PROCEDURE VISANT A L'EXPULSION



## LES ARRÊTÉS D'INSALUBRITÉ EN 2007

|  | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|-------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Nombre d'arrêtés pris pour insalubrité des logements et des immeubles (L1331-26)               | 78    | 8              | 67                | 17           | 92              | 6              | 45       | 1       | 4          | 56              | 226           |
| Nombre d'arrêtés pris pour insalubrité des caves, sous-sols et combles (L1331-22 (ex L1336-3)) | 60    | 8              | 28                | 9            | 45              | 2              | 4        | 8       | 17         | 31              | 136           |
| Nombre d'arrêtés pris en urgence (L1311-4)   | 47    | 12             | 26                | 13           | 51              | 2              | 5        | 4       | 5          | 16              | 114           |
| Total des arrêtés pris   | 185   | 28             | 121               | 39           | 188             | 10             | 54       | 13      | 26         | 103             | 476           |

Source : DRASSIF

## Définitions

Les arrêtés d'insalubrité sont des décisions préfectorales constatant les dysfonctionnements pouvant engendrer des effets sanitaires pour les occupants. Ils ne sont cependant pas le reflet exhaustif de l'état du parc de logement insalubre, et ce pour plusieurs raisons :

1. Les procédures sont lancées suite à une plainte de l'occupant. Ne sont pas connus les logements posant problème pour lesquels aucune saisine de l'autorité administrative n'est faite;
2. L'arrêté préfectoral est un moyen d'intervention, mais il y en a d'autres. Les situations ne donnent pas lieu systématiquement à un arrêté d'insalubrité. Certaines situations se règlent par le biais de courrier de mise en demeure du propriétaire de réaliser des travaux;
3. Le maire est également compétent sur certaines situations de dégradation des logements, notamment pour ce qui relève de la sécurité (procédures de péril) ou de simples manquements à l'hygiène et à la salubrité (application du Règlement Sanitaire Départemental). Ces situations sont réglées sans intervention préfectorale.

Il existe différents types d'arrêté en lien avec la situation constatée. Selon le code de la santé publique, les plus utilisés en Ile-de-France sont les suivants: L1331-26 : insalubrité des logements et des immeubles, L1331-22 (ex L1336-3) : insalubrité des caves, des sous-sols et des combles, L1311-4 : mesures d'urgence.

## Commentaires

En 2007, 476 arrêtés d'insalubrité ont été pris en Ile-de-France, soit une forte croissance du nombre de procédures engagées entre 2006 et 2007 (+34%). Les départements les plus concernés sont Paris et la Seine-Saint-Denis avec 64% des procédures.

En 2007, le nombre d'arrêtés pris dans les Yvelines est notamment plus important (environ 2,5 fois plus qu'en 2006). En effet, bon nombre ont été prononcés pour des locaux situés dans des résidences de standing ; locaux par nature impropres à l'habitation car étant d'anciennes lingerie mais loués actuellement à des fins d'habitation.

## LA REPARTITION DE NOMBRE DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT TRAITES SELON L'ISSUE DE LA PROCEDURE EN 2008

### Commentaires

Le nombre total de dossiers déposés en 2008, s'élève à 30 603, soit une hausse de 2% par rapport à 2007, inférieure à celle du niveau national (+3%). C'est ainsi que depuis 2004, année de l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure de rétablissement personnel, le nombre total de dossiers déposés s'élève à 150 000, soit 30 000 dossiers en moyenne par an.

En 2008, près de 15 430 plans conventionnels ont été conclus entre les débiteurs et leurs créanciers, soit une augmentation de 13,3% par rapport à 2007 et ce, après la baisse de 9,3% enregistrée entre 2006 et 2007. Environ 7 950 recommandations ont été homologuées par les juges, suite à non conciliation des parties, soit 5,5% de plus que l'an dernier. Près de 2 900 dossiers ont été orientés vers la procédure de rétablissement personnel, soit + 4,1% par rapport à 2007. Ainsi, 13 700 dossiers ont été orientés vers cette procédure depuis son entrée en vigueur.

Néanmoins, en Ile-de-France, seuls 11% des dossiers traités sont dirigés vers cette procédure contre 21% au niveau national. Le plan conventionnel restant la solution la plus adoptée (plus d'un dossier sur 2 se conclut ainsi).

### Définitions

**Dossiers déposés** : demandes déposées par les surendettés auprès des secrétariats de Commissions tenus par la Banque de France.

**Décisions d'irrecevabilité** : demandes « rejetées » par la commission pour motif de dossiers jugés irrecevables (par exemple, absence de surendettement ou dettes professionnelles).

**Plans conventionnels conclus** : plans établis en accord avec les créanciers afin de prévoir un étalement du remboursement des dettes.

**Clôtures de procédures** : sont comptabilisés sous ce terme, par exemple, les renoncations du débiteur à poursuivre la procédure, les découvertes en cours d'instruction d'une cause d'irrecevabilité.

**Autres clôtures de dossiers** : dossiers clôturés le plus souvent pour absence de réponse du débiteur aux courriers de la commission ou dossiers clôturés à la demande du débiteur.

**Recommandations homologuées par le juge** : en cas de non conciliation des parties, le commission peut, à la demande du débiteur, recommander tout ou partie d'un certain nombre de mesures qui sont homologuées par le juge.

**Décisions d'orientation vers la Procédure de Rétablissement Personnel** : est comptabilisé sous ce terme, et compte tenu de la situation du débiteur, le nombre de décisions d'orientation des dossiers vers la procédure de rétablissement personnel.

## LA REPARTITION DE NOMBRE DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT TRAITES SELON L'ISSUE DE LA PROCEDURE EN 2008

|   | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|---|-------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Dossiers déposés  | 4 421 | 4 083          | 4 680             | 3 745        | 12 508          | 4 160          | 3 417    | 2 779   | 3 318      | 13 674          | 30 603        |
| Dossiers recevables   | 3 937 | 3 180          | 3 840             | 2 974        | 9 994           | 3 324          | 2 624    | 2 232   | 2 905      | 11 085          | 25 016        |
| Dossiers traités par les commissions  | 4 877 | 3 505          | 4 298             | 3 479        | 11 282          | 3 613          | 2 515    | 2 228   | 3 119      | 11 475          | 27 634        |
| Plans conventionnels conclus  | 2 116 | 1 954          | 2 280             | 1 852        | 6 086           | 2 188          | 1 527    | 1 527   | 1 986      | 7 228           | 15 430        |
| Clôtures de procédures  | 258   | 103            | 140               | 251          | 494             | 193            | 105      | 78      | 233        | 609             | 1 361         |
| Recommandations homologuées par le juge   | 1 937 | 941            | 1 258             | 1 034        | 3 233           | 957            | 779      | 380     | 666        | 2 782           | 7 952         |
| Décisions d'orientation vers la Procédure de Rétablissement Personnel acceptées par le débiteur | 566   | 507            | 620               | 342          | 1 469           | 275            | 104      | 243     | 234        | 856             | 2 891         |

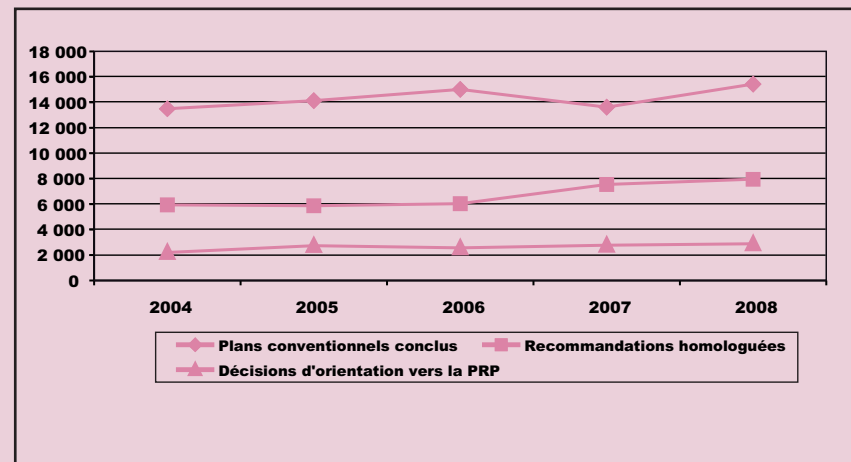
Source : Banque de France- Région Île-de-France

## EVOLUTION DES DOSSIERS DE SURENDETTEMENT

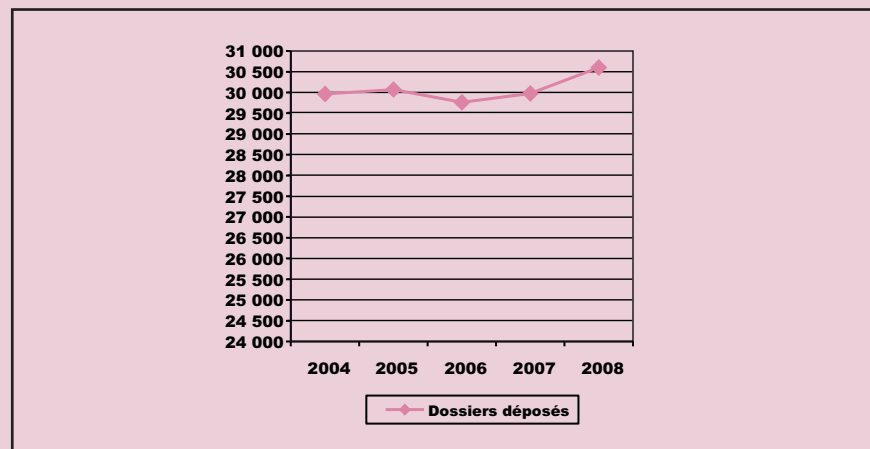
|      | Dossiers déposés | Dossiers traités | Plans conventionnels conclus | Recommandations homologuées | Décisions d'orientation vers la PRP |
|------|------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| 2004 | 29 964           | 22 550           | 13 494                       | 5 946                       | 2 202                               |
| 2005 | 30 072           | 23 561           | 14 124                       | 5 873                       | 2 741                               |
| 2006 | 29 764           | 24 398           | 15 017                       | 6 036                       | 2 563                               |
| 2007 | 29 977           | 24 633           | 13 615                       | 7 539                       | 2 776                               |
| 2008 | 30 603           | 27 634           | 15 430                       | 7 952                       | 2 891                               |

Source : Banque de France- Région Île-de-France

## EVOLUTION DES DECISIONS PRONONCEES



## EVOLUTION DES DOSSIERS DEPOSES



Scolarité

Emploi

## Commentaires

La plupart des indicateurs présentés ici sont révélateurs d'une certaine forme de précarité. Néanmoins, certains sont plutôt des données de cadrage général, notamment les effectifs et la proportion d'élèves scolarisés en second cycle professionnel.

### **Dans les écoles élémentaires (CP à CM2),**

Le taux d'élèves en enseignement spécialisé mesure une certaine forme de précarité des enfants liés à leur santé ou à l'état psychique. Les classes d'intégration scolaire (CLIS), notamment, s'adressent à des enfants handicapés mentaux, auditifs, visuels ou moteurs ne pouvant être intégrés dans une classe ordinaire, mais pouvant être scolarisés ailleurs qu'en milieu médico-éducatif. L'enseignement spécial reste supérieur à la moyenne francilienne en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne (1,6% contre 1,1%) et ce malgré une légère baisse par rapport à l'année 2007/2008.

La précarité sociale peut être également abordée en examinant la part des écoliers scolarisés en Education prioritaire. La politique de l'Education prioritaire est une réponse aux difficultés sociales et scolaires concernées dans certains établissements. Elle s'appuie sur une discrimination positive au service de l'égalité des chances. Elle tend à développer l'emploi des moyens publics qui permet de lutter contre les inégalités sociales et économiques dans les écoles et collèges. En 2006, le plan de relance permet la création des réseaux ambition réussite (RAR) dans les zones où la difficulté est la plus importante et des réseaux réussite scolaire (RRS) et a ainsi renouvelé les principes de la politique d'éducation prioritaire : pilotage renforcé, organisation simplifiée, formulation des projets avec le contrat de réseau, développement de l'ambition scolaire pour tous.

Un peu moins d'un tiers des élèves franciliens dans les écoles élémentaires sont en éducation prioritaire. Cette proportion varie selon les départements de 12,7% dans les Yvelines à 70,8 en Seine-Saint-Denis. A Paris, environ un tiers des écoliers sont en éducation prioritaire. Cette particularité parisienne illustre bien la coexistence de situations extrêmes.

### **Dans les collèges,**

La hiérarchie départementale observée pour les écoliers est globalement conservée pour les collégiens : forte proportion (39,8%) en petite couronne, plus faible (21,1%) en périphérie. Paris et les Hauts-de-Seine ont des positions intermédiaires: ils scolarisent respectivement 18,8% et 25,9% de leurs collégiens en éducation prioritaire.

La précarité liée à la santé peut être appréhendée au moyen de l'indicateur qui détermine la part des Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA). Les SEGPA accueillent des élèves handicapés légers ne pouvant suivre une scolarité ordinaire. Elles sont donc le pendant, dans le second degré, de l'enseignement spécial dans le premier degré. Pour l'année 2008/2009, 2,7% des collégiens franciliens des établissements publics y sont accueillis.

La proportion de boursiers reflète une forme de précarité financière des élèves et de leur famille. Par exemple, pour l'année scolaire 2008-2009, une famille de 2 enfants dont le revenu fiscal de référence pour l'année 2006 ne dépasse pas 3 020€ a perçu une bourse de 334,77€. En effet, au delà de la catégorie sociale, une réelle difficulté pécuniaire est ici appréhendée. Les inégalités entre les départements franciliens reflètent à nouveau leur composition sociale.

Le retard de deux ans ou plus en 6<sup>ème</sup> révèle une précarité quant au parcours scolaire. Les élèves dans cette situation, soit du fait d'un double redoublement en élémentaire, soit d'un seul doublement suivi d'un redoublement de 6<sup>ème</sup>, cumulent des retards amoindissant la probabilité de réussir des études longues. Cet indicateur doit néanmoins être interprété avec prudence, la diversité des méthodes pédagogiques utilisées rendant les comparaisons spatiales parfois hasardeuses.

LA DEMOGRAPHIE SCOLAIRE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS POUR L'ANNEE 2008/2009

| ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES           | Paris  | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|-------------------------------|--------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Effectif total                | 80 418 | 84 474         | 101 082           | 76 120       | 261 676         | 91 118         | 88 952   | 80 128  | 79 275     | 339 473         | 681 567       |
| dont Enseignement spécial     | 1,2%   | 0,9%           | 1,6%              | 1,6%         | 1,4%            | 0,7%           | 0,8%     | 0,7%    | 0,8%       | 0,8%            | 1,1%          |
| dont Education Prioritaire*** | 32,6%  | 21,1%          | 70,8%             | 41,7%        | 46,3%           | 22,1%          | 12,7%    | 20,1%   | 28,3%      | 20,6%           | 31,9%         |

| COLLÈGES  | Paris  | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|---|--------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Effectif total                                      | 55 223 | 53 673         | 66 095            | 50 382       | 170 150         | 63 541         | 63 875   | 56 807  | 56 939     | 241 162         | 466 535       |
| dont SEGPA **                                       | 1,9%   | 2,0%           | 3,6%              | 3,0%         | 2,9%            | 2,9%           | 2,7%     | 2,6%    | 3,1%       | 2,8%            | 2,7%          |
| dont Education Prioritaire***                       | 18,8%  | 25,9%          | 54,0%             | 36,1%        | 39,8%           | 19,4%          | 14,9%    | 19,4%   | 31,5%      | 21,1%           | 27,6%         |
| dont boursiers                                      | 24,5%  | 19,6%          | 25,2%             | 19,0%        | 21,6%           | 15,0%          | 13,9%    | 18,9%   | 22,3%      | 17,4%           | 19,8%         |
| retard de 2 ans ou + en 6ème (yc classes d'accueil) | 1,9%   | 1,5%           | 5,2%              | 2,4%         | 3,0%            | 1,2%           | 0,8%     | 1,0%    | 1,2%       | 1,0%            | 2,0%          |

\*\* SEGPA : sections d'enseignement général et professionnel adapté

\*\*\* Education prioritaire: Cet intitulé correspond aux réseaux ambition réussite (RAR) et aux réseaux réussite scolaire (RRS) mis en place en 2006

Champ : Elèves sous statut scolaire des établissements publics à l'exception des établissements régionaux d'enseignement adapté

Sources : Rectorats Paris et Versailles : bases élèves académiques (octobre 2008), Rectorat de Créteil : fichiers scolarité (2008)

## Commentaires

Dans les lycées, la proportion de boursiers est le seul indicateur fournissant, comme en collège, un aperçu de la précarité financière des familles des lycéens. La part des boursiers a tendance à être en baisse. Elle est de 14,8% en 2008-2009 contre 15,7% en 2007-2008 et 18,6% en 2006-2007.

Enfin, l'examen de la structure sociale de la population scolaire donne un aperçu du poids relatif des catégories les plus défavorisées. Le Ministère de l'Education Nationale a mis au point une typologie des catégories directement issue de la nomenclature officielle INSEE des Professions et Catégories Sociales (PCS). Quatre groupes sont formés: PCS favorisées A, PCS favorisées B, PCS moyennes, PCS défavorisées. La structure sociale varie très fortement selon le type d'établissement: en SEGPA, un peu moins des deux tiers des élèves sont issus de milieux défavorisés contre un peu moins d'un quart dans les lycées d'enseignement général et technologique (non professionnel). Dans les collèges, la proportion est d'environ 30% mais elle varie quasiment du simple au double entre les Yvelines et la Seine-Saint-Denis, reflétant des réalités sociodémographiques départementales différentes. L'importance des catégories défavorisées en Lycée Professionnel et en Section d'Enseignement Professionnel (SEP) des lycées est fréquemment, et de manière réductrice, assimilée à une précarité de l'enseignement professionnel relativement à l'enseignement général. Globalement, la sociologie des populations scolaires reste stable malgré quelques variations dans les départements.

## LA DÉMOGRAPHIE SCOLAIRE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS POUR L'ANNÉE 2008/2009

### LYCEES (ENSEIGNEMENT GENERAL, TECHNOLOGIQUE, PROFESSIONNEL)

|                                  | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  |
|----------------------------------|---------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|
| Effectif total                   | <b>48 358</b> | 38 810         | 46 493            | 37 779       | <b>123 082</b>  | 44 581         | 42 628   | 40 402  | 40 273     | <b>167 884</b>  | <b>339 324</b> |
| dont en LP et SEP des lycées *** | <b>28,6%</b>  | 31,0%          | 32,0%             | 32,5%        | <b>31,8%</b>    | 30,0%          | 26,3%    | 31,8%   | 33,0%      | <b>30,2%</b>    | <b>30,5%</b>   |
| dont boursiers                   | <b>19,3%</b>  | 17,0%          | 14,1%             | 15,6%        | <b>15,5%</b>    | 8,6%           | 13,1%    | 15,8%   | 15,0%      | <b>13,0%</b>    | <b>14,8%</b>   |

### LA STRUCTURE SOCIALE DE LA POPULATION SCOLAIRE (% D'ELEVES DONT LE RESPONSABLE EST DE PCS DEFAVORISEE)

|  | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Collèges hors SEGPA                          | <b>22,4%</b> | 24,0%          | 46,0%             | 29,3%        | <b>34,1%</b>    | 30,9%          | 24,2%    | 29,1%   | 36,0%      | <b>29,9%</b>    | <b>30,5%</b>  |
| SEGPA **                                     | <b>66,5%</b> | 57,5%          | 63,6%             | 66,8%        | <b>63,2%</b>    | 61,6%          | 58,0%    | 64,9%   | 66,7%      | <b>62,7%</b>    | <b>63,2%</b>  |
| Lycées généraux et technologiques (hors SEP) | <b>15,6%</b> | 17,9%          | 39,5%             | 22,7%        | <b>26,7%</b>    | 24,1%          | 16,5%    | 15,5%   | 26,8%      | <b>21,7%</b>    | <b>22,8%</b>  |
| LP et SEP des lycées ***                     | <b>40,5%</b> | 42,0%          | 53,2%             | 40,9%        | <b>45,9%</b>    | 44,1%          | 45,5%    | 41,7%   | 49,6%      | <b>45,2%</b>    | <b>44,9%</b>  |

\*\* SEGPA : sections d'enseignement général et professionnel adapté

\*\*\* Lycées professionnels et Sections d'Enseignement Professionnel des lycées

Champ : Etablissements publics sauf établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA)

Sources : Rectorats Paris et Versailles : bases élèves académiques (octobre 2008), Rectorat de Créteil : fichiers scolarité (2008)

## LES CARACTÉRISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIES A, B ET C AU 31 DÉCEMBRE 2008

### Commentaires

La hausse de l'emploi salarié francilien a été stoppée en 2008 par le retournement de la conjoncture économique au cours de l'été.

4,1 millions de salariés étaient employés dans le secteur concurrentiel non agricole en Ile-de-France à la fin 2008, soit 10 500 postes supplémentaires en un an selon les données provisoires de l'Unedic (+0,3%). C'est légèrement plus que la hausse observée en France métropolitaine (+2,0%). En Essonne, dans les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis, l'emploi a commencé à baisser en 2008. L'industrie a détruit des emplois, alors que la tendance est restée positive dans le BTP, grâce à un bon début d'année, et dans le tertiaire.

Selon les estimations de l'INSEE<sup>1</sup>, après avoir reculé de deux points entre 2004 et 2007, le taux de chômage localisé en Ile-de-France est resté stable en 2008, autour de 6,8%. Si la baisse s'est prolongée en Seine-Saint-Denis et à Paris (-0,3 point en un an), une hausse a été observée en Seine-et-Marne (+0,2 point). Les taux de chômage localisés sont restés stables dans les autres départements.

A la fin décembre 2008, 406 784 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A). A ceux-ci, s'ajoutaient 178 850 inscrits à Pôle emploi, ayant exercé une activité réduite au cours du mois : intérim, contrats à durée déterminée... (catégories B et C).

Au total, on comptait ainsi en Ile-de-France 585 634 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles pour un emploi, soit 17,8% du total national (France métropolitaine). Ce nombre a augmenté de 1,1% en un an contre +4,9% en France métropolitaine.

La demande d'emploi a recommencé à augmenter d'abord en grande couronne, notamment en Seine-et-Marne et en Essonne. Elle s'est généralisée à tous les départements franciliens en fin d'année. Toutefois, sur l'année, elle reste modérée à Paris, en Seine-Saint-Denis et en Val-de-Marne. Elle atteint +6,0% en Essonne en catégorie A, B, C, soit davantage qu'en France métropolitaine.

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a fortement augmenté en un an (+9,2%), les ouvriers (+5,9%), les hommes (+3,1%).

Les modifications intervenues en mars 2009 dans la publication des chiffres du marché du travail (suivant les recommandations du rapport de Foucauld sur la mesure du chômage) ont entraîné des changements dans le recueil statistique. Les données sont présentées désormais selon les nouvelles catégories de demandeurs d'emploi (A, B et C) qui ne dépendent plus du type de contrat recherché, mais du nombre d'heures de travail effectuées au cours du mois (voir partie « définitions »).

<sup>1</sup> La méthodologie de calcul du taux de chômage a été revue en 2007 et a donné lieu à la publication d'une nouvelle série, calée sur la définition du chômage au sens du BIT

## Définitions

**Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)** : Personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours en fin de mois

### Catégorie :

Jusqu'en 1995, il existait cinq catégories de demandes ou de **demandeurs d'emploi**. La catégorie 1 enregistrait les personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi sous contrat à durée indéterminée (**CDI**), à temps plein. La catégorie 2 enregistrait les personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi sous contrat à durée indéterminée (CDI), à temps partiel. La catégorie 3 enregistrait les personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un **emploi à durée limitée (CDD, mission d'intérim, vacation)**. La catégorie 4 enregistrait les personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi mais non immédiatement disponibles (en formation, en arrêt maladie, en congé de maternité). La catégorie 5 enregistrait les personnes pourvues d'un emploi mais à la recherche d'un autre emploi, donc non immédiatement disponibles.

De 1995 à fin 2008, les personnes ayant exercé une activité réduite ou occasionnelle de 78 heures ou plus dans le mois précédent sont exclues des catégories 1, 2 et 3 pour former les catégories 6, 7 et 8. Il existait alors huit catégories.

Aujourd'hui, il existe à nouveau cinq catégories, mais cette fois les demandeurs d'emploi sont regroupés en fonction du type d'emploi occupé et non plus en fonction du type d'emploi recherché.

**La catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (anciennes catégories 1 2 3 hors activité réduite)

**La catégorie B** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois - anciennes catégories 123 ayant une activité réduite)

**La catégorie C** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois - anciennes catégories 678)

**La catégorie D** regroupe les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi (ancienne catégorie 4)

**La catégorie E** regroupe les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de **contrats aidés** - ancienne catégorie 5).

**Qualification du métier recherché** : depuis le recueil 2007, les demandeurs d'emploi sont répartis selon la qualification du métier recherché, afin de cerner plus précisément leur niveau de qualification.

**Niveaux de formation** : il s'agit du niveau de diplôme atteint par le demandeur d'emploi. Cet indicateur ne tient pas compte des compétences, du savoir-faire et de l'expérience acquise au cours des années d'activité.

- Niveaux I, II et III: effectifs sortant de l'enseignement supérieur avec un minimum d'un diplôme de type bac + 2.
- Niveau IV: sortie des classes terminales avec ou sans diplôme et après bac sans diplôme
- Niveau V: 2ème cycle secondaire sans bac, dernière année cycle court professionnel
- Niveau V bis: dernière classe du premier cycle du secondaire, deuxième cycle court avant l'année terminale.
- Niveau VI: cycle du second degré avant la dernière classe, formation professionnelle en un an.

**Ancienneté au chômage** : il s'agit de l'ancienneté d'inscription à Pôle Emploi. Celle-ci se calcule en mois. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins 12 mois sont qualifiés de chômeurs de longue durée (CLD) et ceux inscrits depuis au moins 24 mois, de chômeurs de très longue durée (CLTD).

## LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) PAR CATEGORIE D'INSCRIPTION AU 31 DECEMBRE 2008

|                          | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  | Evol. Idf sur 1 an (en %) | France métropolitaine |
|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>DEFM</b>              |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Catégorie A              | <b>92 581</b>  | 49 959         | 68 310            | 43 086       | <b>161 355</b>  | 38 092         | 38 480   | 32 754  | 43 522     | <b>152 848</b>  | <b>406 784</b> | <b>3,7</b>                | <b>2 257 790</b>      |
| Catégorie B              | <b>24 167</b>  | 9 028          | 10 867            | 7 547        | <b>27 442</b>   | 6 775          | 6 864    | 5 599   | 6 656      | <b>25 894</b>   | <b>77 503</b>  | <b>0</b>                  | <b>475 045</b>        |
| Catégorie C              | <b>26 186</b>  | 12 466         | 14 784            | 10 554       | <b>37 804</b>   | 9 723          | 9 290    | 7 950   | 10 394     | <b>37 357</b>   | <b>101 347</b> | <b>-7,1</b>               | <b>568 517</b>        |
| <b>Catégorie A+B+C</b>   | <b>142 934</b> | 71 453         | 93 961            | 61 187       | <b>226 601</b>  | 54 590         | 54 634   | 46 303  | 60 572     | <b>216 099</b>  | <b>585 634</b> | <b>1,1</b>                | <b>3 301 352</b>      |
| Catégorie D              | <b>4 577</b>   | 2 656          | 3 094             | 2 222        | <b>7 972</b>    | 2 613          | 2 582    | 2 440   | 2 454      | <b>10 089</b>   | <b>22 638</b>  | <b>7,5</b>                | <b>188 635</b>        |
| Catégorie E              | <b>5 504</b>   | 3 918          | 3 478             | 2 899        | <b>10 295</b>   | 3 565          | 3 392    | 2 941   | 2 769      | <b>12 667</b>   | <b>28 466</b>  | <b>2,3</b>                | <b>218 317</b>        |
| <b>Toutes catégories</b> | <b>153 015</b> | 78 027         | 100 533           | 66 308       | <b>244 868</b>  | 60 768         | 60 608   | 51 684  | 65 795     | <b>238 855</b>  | <b>636 738</b> | <b>1,4</b>                | <b>3 708 304</b>      |

Source: DARES / Pôle Emploi

### LEXIQUE

*Catégorie A : Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Elle correspond aux anciennes catégories 1, 2, 3 hors activité réduite*

*Catégorie B : Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois). Elle correspond aux anciennes catégories 1, 2, 3 ayant une activité réduite*

*Catégorie C : Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois). Elle correspond aux anciennes catégories 6, 7, 8*

*Catégorie D : Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi. Elle correspond à l'ancienne catégorie 4*

*Catégorie E : Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). Elle correspond à l'ancienne catégorie 5*

## LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) DE CATEGORIES A, B, C AU 31 DECEMBRE 2008

|   | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  | Evol. Idf sur 1 an (en %) | France métropolitaine |
|---|----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>DEFM</b><br><b>Catégorie A, B, C*</b>        | <b>142 934</b> | 71 453         | 93 961            | 61 187       | <b>226 601</b>  | 54 590         | 54 634   | 46 303  | 60 572     | <b>216 099</b>  | <b>585 634</b> | <b>1,1</b>                | <b>3 301 352</b>      |
| <b>Sexe (en %)</b>                              |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Homme   | <b>51,2</b>    | 50,8           | 52,3              | 51,1         | <b>51,5</b>     | 49,9           | 51,5     | 50,6    | 51,0       | <b>50,8</b>     | <b>51,2</b>    | <b>3,2</b>                | <b>48,4</b>           |
| Femme   | <b>48,8</b>    | 49,2           | 47,7              | 48,9         | <b>48,5</b>     | 50,1           | 48,5     | 49,4    | 49,0       | <b>49,2</b>     | <b>48,8</b>    | <b>2,1</b>                | <b>51,6</b>           |
| <b>Age (en %)</b>                               |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| 16-24 ans                                       | <b>6,7</b>     | 10,1           | 13,5              | 12,8         | <b>12,2</b>     | 18,5           | 14,8     | 16,1    | 15,9       | <b>16,3</b>     | <b>12,4</b>    | <b>9,0</b>                | <b>18,5</b>           |
| 25-49 ans                                       | <b>75,1</b>    | 72,2           | 69,8              | 70,6         | <b>70,7</b>     | 65,5           | 68,2     | 67,9    | 67,5       | <b>67,2</b>     | <b>70,5</b>    | <b>-0,3</b>               | <b>66,1</b>           |
| 50 ans et plus                                  | <b>18,2</b>    | 17,7           | 16,7              | 16,7         | <b>17,0</b>     | 15,9           | 17,0     | 16,0    | 16,6       | <b>16,4</b>     | <b>17,1</b>    | <b>2,1</b>                | <b>15,4</b>           |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>               |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)                  | <b>12,9</b>    | 15,8           | 27,0              | 19,0         | <b>21,3</b>     | 20,1           | 18,0     | 20,1    | 22,7       | <b>20,3</b>     | <b>18,9</b>    | <b>-1,4</b>               | <b>19,0</b>           |
| Niveau CAP BEP (V)                              | <b>14,4</b>    | 22,5           | 29,0              | 26,8         | <b>26,4</b>     | 36,9           | 30,2     | 31,5    | 33,5       | <b>33,1</b>     | <b>25,9</b>    | <b>1,4</b>                | <b>39,1</b>           |
| Niveau bac (IV)                                 | <b>20,0</b>    | 20,3           | 21,4              | 22,0         | <b>21,2</b>     | 21,7           | 19,7     | 21,4    | 20,7       | <b>20,9</b>     | <b>20,8</b>    | <b>1,6</b>                | <b>19,8</b>           |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III)          | <b>52,6</b>    | 41,1           | 22,2              | 31,9         | <b>30,8</b>     | 21,1           | 31,9     | 26,6    | 22,9       | <b>25,5</b>     | <b>34,1</b>    | <b>2,2</b>                | <b>21,9</b>           |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>     | 0,3            | 0,4               | 0,3          | <b>0,3</b>      | 0,2            | 0,2      | 0,3     | 0,3        | <b>0,3</b>      | <b>0,2</b>     | <b>-1,2</b>               | <b>0,2</b>            |
| <b>Qualification du métier recherché (en %)</b> |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Indépendants                                    | <b>2,8</b>     | 3,6            | 2,0               | 2,4          | <b>2,6</b>      | 3,7            | 3,9      | 2,8     | 2,8        | <b>3,3</b>      | <b>2,9</b>     | <b>-3,5</b>               | <b>4,8</b>            |
| Ouvriers non qualifiés                          | <b>2,2</b>     | 2,9            | 7,2               | 4,7          | <b>5,2</b>      | 9,7            | 6,0      | 7,0     | 6,7        | <b>7,3</b>      | <b>5,2</b>     | <b>7,7</b>                | <b>10,3</b>           |
| Ouvriers qualifiés                              | <b>8,7</b>     | 13,1           | 20,6              | 16,4         | <b>17,1</b>     | 19,5           | 16,5     | 19,0    | 20,6       | <b>18,9</b>     | <b>15,7</b>    | <b>5,2</b>                | <b>19,1</b>           |
| Employés administratifs                         | <b>7,3</b>     | 11,8           | 13,0              | 13,2         | <b>12,7</b>     | 13,6           | 12,3     | 13,5    | 14,1       | <b>13,4</b>     | <b>11,6</b>    | <b>-1,5</b>               | <b>30,9</b>           |
| Employés de commerce et de service              | <b>18,0</b>    | 23,6           | 30,6              | 26,0         | <b>27,1</b>     | 27,1           | 24,8     | 26,4    | 28,7       | <b>26,8</b>     | <b>24,8</b>    | <b>0,4</b>                | <b>10,1</b>           |
| Professions intermédiaires                      | <b>12,9</b>    | 14,8           | 11,1              | 14,4         | <b>13,2</b>     | 13,0           | 15,0     | 14,1    | 13,3       | <b>13,8</b>     | <b>13,3</b>    | <b>-1,5</b>               | <b>12,3</b>           |
| Cadres  | <b>48,0</b>    | 29,9           | 15,2              | 22,5         | <b>21,8</b>     | 13,2           | 21,4     | 16,9    | 13,6       | <b>16,2</b>     | <b>26,1</b>    | <b>1,4</b>                | <b>12,3</b>           |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>     | 0,3            | 0,4               | 0,3          | <b>0,3</b>      | 0,2            | 0,2      | 0,3     | 0,3        | <b>0,3</b>      | <b>0,2</b>     |                           | <b>0,2</b>            |
| <b>Ancienneté</b>                               |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Chômage de longue durée (> 1 an)                | <b>61 187</b>  | 23 277         | 31 078            | 19 410       | <b>73 765</b>   | 15 204         | 16 674   | 11 993  | 19 144     | <b>63 015</b>   | <b>197 967</b> | <b>-5,2</b>               | <b>997 040</b>        |
| % dans le total des DEFM                        | <b>42,8</b>    | 32,6           | 33,1              | 31,7         | <b>32,6</b>     | 27,9           | 30,5     | 25,9    | 31,6       | <b>29,2</b>     | <b>33,8</b>    | <b>-</b>                  | <b>30,2</b>           |

Source: DARES / Pôle Emploi

\* Sont inscrits en catégorie A, B, C les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite courte ou longue au cours du mois

## LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) DE CATEGORIE A AU 31 DECEMBRE 2008

|   | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France | Evol. ldf sur 1 an (en %) | France métropolitaine |
|---|---------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>DEFM</b>                                     |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| <b>Catégorie A*</b>                             | <b>92 581</b> | 49 959         | 68 310            | 43 086       | <b>161 355</b>  | 38 092         | 38 480   | 32 754  | 43 522     | <b>152 848</b>  | 406 784       | 3,7                       | 2 257 790             |
| <b>Sexe (en %)</b>                              |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Homme   | <b>51,9</b>   | 51,9           | 52,9              | 52,1         | <b>52,4</b>     | 52,1           | 53,7     | 52,1    | 53,3       | <b>52,8</b>     | 52,4          | 6,7                       | 51,8                  |
| Femme   | <b>48,1</b>   | 48,1           | 47,1              | 47,9         | <b>47,6</b>     | 47,9           | 46,3     | 47,9    | 46,7       | <b>47,2</b>     | 47,6          | 0,6                       | 48,2                  |
| <b>Age (en %)</b>                               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| 16-24 ans                                       | <b>7,6</b>    | 11,0           | 14,9              | 14,1         | <b>13,5</b>     | 19,9           | 16,2     | 17,5    | 17,2       | <b>17,7</b>     | 13,7          | 12,8                      | 19,7                  |
| 25-49 ans                                       | <b>73,5</b>   | 71,9           | 68,6              | 69,8         | <b>70,0</b>     | 64,4           | 67,4     | 66,9    | 66,6       | <b>66,3</b>     | 69,4          | 2,1                       | 65,3                  |
| 50 ans et plus                                  | <b>18,9</b>   | 17,1           | 16,5              | 16,1         | <b>16,6</b>     | 15,7           | 16,4     | 15,6    | 16,2       | <b>16,0</b>     | 16,9          | 3,9                       | 15,0                  |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)                  | <b>14,7</b>   | 16,4           | 28,5              | 20,0         | <b>22,5</b>     | 20,5           | 18,2     | 20,5    | 23,3       | <b>20,7</b>     | 20,1          | 0,3                       | 20,0                  |
| Niveau CAP BEP (V)                              | <b>15,9</b>   | 23,3           | 30,1              | 28,0         | <b>27,4</b>     | 37,2           | 30,6     | 31,8    | 33,8       | <b>33,4</b>     | 27,0          | 3,7                       | 39,6                  |
| Niveau bac (IV)                                 | <b>19,0</b>   | 19,7           | 20,9              | 21,4         | <b>20,6</b>     | 21,0           | 19,2     | 20,9    | 20,4       | <b>20,4</b>     | 20,2          | 4,5                       | 19,0                  |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III)          | <b>50,2</b>   | 40,2           | 20,1              | 30,2         | <b>29,0</b>     | 21,1           | 31,6     | 26,4    | 22,2       | <b>25,2</b>     | 32,4          | 5,4                       | 21,1                  |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>    | 0,3            | 0,5               | 0,4          | <b>0,4</b>      | 0,2            | 0,3      | 0,4     | 0,3        | <b>0,3</b>      | 0,3           | 2,0                       | 0,3                   |
| <b>Qualification du métier recherché (en %)</b> |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Indépendants                                    | <b>3,8</b>    | 4,3            | 2,3               | 2,8          | <b>3,1</b>      | 4,4            | 4,6      | 3,3     | 3,3        | <b>3,9</b>      | 3,6           | -1,4                      | 5,5                   |
| Ouvriers non qualifiés                          | <b>2,6</b>    | 3,2            | 7,6               | 5,1          | <b>5,6</b>      | 9,3            | 6,3      | 7,0     | 6,9        | <b>7,4</b>      | 5,6           | 11,5                      | 10,9                  |
| Ouvriers qualifiés                              | <b>10,2</b>   | 14,0           | 21,7              | 17,5         | <b>18,2</b>     | 20,1           | 17,2     | 19,9    | 21,4       | <b>19,7</b>     | 16,9          | 9,1                       | 20,0                  |
| Employés administratifs                         | <b>8,0</b>    | 12,0           | 13,1              | 13,5         | <b>12,9</b>     | 13,7           | 12,2     | 13,5    | 13,9       | <b>13,3</b>     | 11,9          | 1,4                       | 10,1                  |
| Employés de commerce et de service              | <b>20,8</b>   | 24,6           | 32,3              | 27,5         | <b>28,7</b>     | 26,9           | 24,5     | 26,3    | 28,6       | <b>26,6</b>     | 26,1          | 1,3                       | 29,9                  |
| Professions intermédiaires                      | <b>13,6</b>   | 14,6           | 11,2              | 14,5         | <b>13,1</b>     | 13,4           | 14,8     | 14,4    | 13,3       | <b>13,9</b>     | 13,5          | 1,0                       | 12,3                  |
| Cadres  | <b>40,9</b>   | 26,9           | 11,4              | 18,7         | <b>18,1</b>     | 12,1           | 20,2     | 15,1    | 12,2       | <b>14,8</b>     | 22,1          | 4,9                       | 11,0                  |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>    | 0,3            | 0,5               | 0,4          | <b>0,4</b>      | 0,2            | 0,3      | 0,4     | 0,3        | <b>0,3</b>      | 0,3           |                           | 0,3                   |
| <b>Ancienneté</b>                               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Chômage de longue durée (> 1 an)                | <b>30 690</b> | 12 455         | 18 527            | 10 555       | <b>41 537</b>   | 8 264          | 9 193    | 6 543   | 11 353     | <b>35 353</b>   | 107 580       | -6,0                      | 544 570               |
| % dans le total des DEFM                        | <b>33,1</b>   | 24,9           | 27,1              | 24,5         | <b>25,7</b>     | 21,7           | 23,9     | 20,0    | 26,1       | <b>23,1</b>     | 26,4          | -                         | 24,1                  |

Source: DARES / Pôle Emploi

\* Sont inscrits en catégorie A les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

## LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) DE CATEGORIES A, B, C INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN AU 31 DECEMBRE 2008

|   | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  | Evol. ldf sur 1 an (en %) | France métropolitaine |
|---|---------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>DEFM Catégorie A,B,C*</b>                    | <b>61 187</b> | 23 277         | 31 078            | 19 410       | <b>73 765</b>   | 15 204         | 16 674   | 11 993  | 19 144     | <b>63 015</b>   | <b>197 967</b> | <b>-5,2</b>               | <b>997 040</b>        |
| <b>Sexe (en %)</b>                              |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Homme   | <b>53,2</b>   | 53,8           | 53,8              | 53,2         | <b>53,6</b>     | 50,7           | 53,2     | 52,8    | 51,5       | <b>52,0</b>     | <b>53,0</b>    | <b>-4,2</b>               | <b>46,5</b>           |
| Femme   | <b>46,8</b>   | 46,2           | 46,2              | 46,8         | <b>46,4</b>     | 49,3           | 46,8     | 47,2    | 48,5       | <b>48,0</b>     | <b>47,0</b>    | <b>-6,4</b>               | <b>53,5</b>           |
| <b>Age (en %)</b>                               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| 16-24 ans                                       | <b>2,1</b>    | 3,0            | 4,6               | 4,4          | <b>4,1</b>      | 7,8            | 5,3      | 5,7     | 5,8        | <b>6,1</b>      | <b>4,1</b>     | <b>-7,5</b>               | <b>8,1</b>            |
| 25-49 ans                                       | <b>74,4</b>   | 70,6           | 70,4              | 70,4         | <b>70,4</b>     | 67,2           | 68,7     | 68,7    | 68,6       | <b>68,3</b>     | <b>71,0</b>    | <b>-6,4</b>               | <b>68,3</b>           |
| 50 ans et plus                                  | <b>23,6</b>   | 26,4           | 25,0              | 25,2         | <b>25,5</b>     | 25,1           | 26,1     | 25,6    | 25,5       | <b>25,6</b>     | <b>24,9</b>    | <b>-1,5</b>               | <b>23,6</b>           |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)                  | <b>9,8</b>    | 15,3           | 27,4              | 18,4         | <b>21,2</b>     | 22,9           | 19,0     | 20,8    | 25,0       | <b>22,1</b>     | <b>18,0</b>    | <b>-10,3</b>              | <b>21,2</b>           |
| Niveau CAP BEP (V)                              | <b>12,6</b>   | 21,6           | 28,6              | 26,3         | <b>25,8</b>     | 37,5           | 28,9     | 31,2    | 34,1       | <b>33,0</b>     | <b>24,0</b>    | <b>-5,7</b>               | <b>38,3</b>           |
| Niveau bac (IV)                                 | <b>21,9</b>   | 21,1           | 20,5              | 21,9         | <b>21,0</b>     | 19,8           | 19,8     | 21,3    | 19,4       | <b>20,0</b>     | <b>21,0</b>    | <b>-2,5</b>               | <b>18,7</b>           |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III)          | <b>55,6</b>   | 42,0           | 23,5              | 33,3         | <b>31,9</b>     | 19,8           | 32,3     | 26,7    | 21,5       | <b>25,0</b>     | <b>37,0</b>    | <b>-3,8</b>               | <b>21,8</b>           |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>    | 0,0            | 0,0               | 0,0          | <b>0,0</b>      | 0,0            | 0,0      | 0,0     | 0,0        | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>     | -                         | <b>0,0</b>            |
| <b>Qualification du métier recherché (en %)</b> |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Indépendants                                    | <b>2,4</b>    | 3,4            | 1,9               | 2,4          | <b>2,5</b>      | 3,8            | 4,0      | 2,5     | 2,7        | <b>3,3</b>      | <b>2,7</b>     | <b>-11,7</b>              | <b>4,7</b>            |
| Ouvriers non qualifiés                          | <b>1,2</b>    | 2,1            | 6,4               | 3,7          | <b>4,3</b>      | 10,0           | 5,5      | 6,0     | 6,7        | <b>7,0</b>      | <b>4,2</b>     | <b>-4,2</b>               | <b>9,6</b>            |
| Ouvriers qualifiés                              | <b>6,3</b>    | 12,0           | 19,5              | 14,3         | <b>15,8</b>     | 18,6           | 15,4     | 16,9    | 20,1       | <b>17,9</b>     | <b>13,5</b>    | <b>-5,3</b>               | <b>16,3</b>           |
| Employés administratifs                         | <b>6,4</b>    | 11,4           | 12,3              | 12,3         | <b>12,0</b>     | 12,8           | 12,4     | 13,2    | 14,4       | <b>13,3</b>     | <b>10,7</b>    | <b>-7,7</b>               | <b>10,6</b>           |
| Employés de commerce et de service              | <b>11,4</b>   | 18,6           | 26,4              | 20,9         | <b>22,5</b>     | 24,1           | 20,8     | 22,3    | 26,2       | <b>23,5</b>     | <b>19,4</b>    | <b>-9,8</b>               | <b>30,6</b>           |
| Professions intermédiaires                      | <b>11,2</b>   | 14,5           | 10,9              | 14,3         | <b>12,9</b>     | 12,1           | 13,9     | 13,8    | 12,8       | <b>13,1</b>     | <b>12,4</b>    | <b>-7,9</b>               | <b>11,1</b>           |
| Cadres  | <b>61,0</b>   | 37,9           | 22,6              | 32,2         | <b>30,0</b>     | 18,5           | 28,0     | 25,2    | 17,1       | <b>21,9</b>     | <b>37,0</b>    | <b>-0,4</b>               | <b>17,1</b>           |
| Non précisé                                     | <b>0,1</b>    | 0,0            | 0,0               | 0,0          | <b>0,0</b>      | 0,0            | 0,0      | 0,0     | 0,0        | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>     |                           | <b>0,0</b>            |
| <b>Ancienneté</b>                               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |                           |                       |
| Inscrits depuis plus de 2 ans                   | <b>36 432</b> | 12 008         | 15 661            | 9 850        | <b>37 519</b>   | 6 526          | 7 919    | 5 059   | 9 055      | <b>28 559</b>   | <b>102 510</b> | <b>-5,3</b>               | <b>466 220</b>        |
| % dans le total des DEFM                        | <b>25,5</b>   | 16,8           | 16,7              | 16,1         | <b>16,6</b>     | 12,0           | 14,5     | 10,9    | 14,9       | <b>13,2</b>     | <b>17,5</b>    | -                         | <b>14,1</b>           |

Source: DARES / Pôle Emploi

\* Sont inscrits en catégorie A, B, C les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite courte ou longue au cours du mois

## LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) DE CATEGORIES A, B, C RECONNUS TRAVAILLEURS HANDICAPES AU 31 DECEMBRE 2008

|   | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France | Evol. Idf sur 1 an (en %) | France métropolitaine |
|---|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>DEFM</b><br><b>Catégorie A,B,C*</b>          | <b>4 702</b> | 2 902          | 4 597             | 2 977        | <b>15 178</b>   | 2 590          | 2 404    | 2 524   | 2 499      | <b>10 017</b>   | <b>25 195</b> | <b>-0,6</b>               | <b>221 371</b>        |
| <b>Sexe (en %)</b>                              |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Homme   | <b>58,1</b>  | 56,2           | 56,4              | 56,4         | <b>38,9</b>     | 57,1           | 57,2     | 55,8    | 57,2       | <b>56,8</b>     | <b>56,8</b>   | <b>-1,5</b>               | <b>56,9</b>           |
| Femme   | <b>41,9</b>  | 43,8           | 43,6              | 43,6         | <b>30,1</b>     | 42,9           | 42,8     | 44,2    | 42,8       | <b>43,2</b>     | <b>43,2</b>   | <b>0,6</b>                | <b>43,1</b>           |
| <b>Age (en %)</b>                               |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| 16-24 ans                                       | <b>1,3</b>   | 2,0            | 2,2               | 2,8          | <b>1,6</b>      | 2,8            | 2,8      | 2,7     | 2,6        | <b>2,7</b>      | <b>2,3</b>    | <b>-11,5</b>              | <b>3,6</b>            |
| 25-49 ans                                       | <b>63,4</b>  | 62,4           | 61,4              | 62,8         | <b>42,8</b>     | 61,0           | 63,2     | 63,8    | 62,6       | <b>62,6</b>     | <b>62,5</b>   | <b>-3,4</b>               | <b>64,5</b>           |
| 50 ans et plus                                  | <b>35,3</b>  | 35,6           | 36,4              | 34,5         | <b>24,6</b>     | 36,2           | 34,0     | 33,5    | 34,8       | <b>34,6</b>     | <b>35,2</b>   | <b>5,8</b>                | <b>32,0</b>           |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>               |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)                  | <b>29,6</b>  | 34,2           | 43,4              | 36,3         | <b>26,8</b>     | 37,5           | 35,4     | 35,5    | 36,8       | <b>36,3</b>     | <b>36,1</b>   | <b>-1,9</b>               | <b>32,0</b>           |
| Niveau CAP BEP (V)                              | <b>27,6</b>  | 33,3           | 34,7              | 36,2         | <b>24,0</b>     | 41,3           | 39,2     | 39,2    | 38,8       | <b>39,6</b>     | <b>35,4</b>   | <b>-0,5</b>               | <b>47,8</b>           |
| Niveau bac (IV)                                 | <b>18,8</b>  | 15,0           | 13,1              | 14,4         | <b>9,7</b>      | 13,5           | 13,3     | 15,0    | 14,5       | <b>14,1</b>     | <b>14,9</b>   | <b>0,5</b>                | <b>12,4</b>           |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III)          | <b>23,9</b>  | 17,5           | 8,8               | 13,0         | <b>8,6</b>      | 7,6            | 12,2     | 10,3    | 9,9        | <b>10,0</b>     | <b>13,6</b>   | <b>1,7</b>                | <b>7,7</b>            |
| Non précisé                                     | <b>0,0</b>   | 0,0            | 0,0               | 0,0          | <b>0,0</b>      | 0,0            | 0,0      | 0,1     | 0,0        | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>    | <b>-</b>                  | <b>0,0</b>            |
| <b>Qualification du métier recherché (en %)</b> |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Indépendants                                    | <b>2,0</b>   | 2,8            | 2,5               | 2,3          | <b>1,8</b>      | 5,1            | 4,1      | 3,2     | 2,6        | <b>3,8</b>      | <b>2,9</b>    | <b>-3,0</b>               | <b>7,0</b>            |
| Ouvriers non qualifiés                          | <b>3,8</b>   | 4,9            | 8,8               | 7,6          | <b>5,1</b>      | 11,5           | 7,5      | 8,7     | 9,2        | <b>9,3</b>      | <b>7,5</b>    | <b>0,5</b>                | <b>11,5</b>           |
| Ouvriers qualifiés                              | <b>14,4</b>  | 18,1           | 21,2              | 21,1         | <b>14,0</b>     | 20,7           | 19,3     | 21,7    | 21,2       | <b>20,8</b>     | <b>19,4</b>   | <b>-0,3</b>               | <b>19,4</b>           |
| Employés administratifs                         | <b>20,2</b>  | 21,2           | 18,4              | 17,8         | <b>13,1</b>     | 16,6           | 18,3     | 20,1    | 19,5       | <b>18,6</b>     | <b>19,1</b>   | <b>-3,5</b>               | <b>14,9</b>           |
| Employés de commerce et de service              | <b>33,2</b>  | 32,8           | 35,3              | 33,6         | <b>23,5</b>     | 29,6           | 32,0     | 28,5    | 31,6       | <b>30,4</b>     | <b>32,5</b>   |                           | <b>34,7</b>           |
| Professions intermédiaires                      | <b>11,7</b>  | 11,9           | 9,0               | 11,3         | <b>7,2</b>      | 11,8           | 12,0     | 11,6    | 11,2       | <b>11,6</b>     | <b>11,2</b>   | <b>2,4</b>                | <b>8,9</b>            |
| Cadres  | <b>14,6</b>  | 8,3            | 4,7               | 6,3          | <b>4,3</b>      | 4,7            | 6,7      | 6,1     | 4,6        | <b>5,5</b>      | <b>7,5</b>    | <b>-3,2</b>               | <b>3,6</b>            |
| Non précisé                                     | <b>0,0</b>   | 0,0            | 0,0               | 0,0          | <b>0,0</b>      | 0,0            | 0,0      | 0,1     | 0,0        | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>    | <b>-2,4</b>               | <b>0,0</b>            |
| <b>Ancienneté</b>                               |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |                           |                       |
| Chômage de longue durée (> 1 an)                | <b>2 324</b> | 1 476          | 2 410             | 1 396        | <b>5 282</b>    | 1 250          | 1 110    | 1 132   | 1 298      | <b>4 790</b>    | <b>12 396</b> | <b>-5,0</b>               | <b>0</b>              |
| % dans le total des DEFM                        | <b>49,4</b>  | 50,9           | 52,4              | 46,9         | <b>34,8</b>     | 48,3           | 46,2     | 44,8    | 51,9       | <b>47,8</b>     | <b>49,2</b>   | <b>-</b>                  | <b>0,0</b>            |

Source: DARES / Pôle Emploi

\* Sont inscrits en catégorie A, B, C les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite courte ou longue au cours du mois

## LES DISPOSITIFS D'ACCÈS À L'EMPLOI

### Commentaires

L'année 2008 a été marquée par une diminution globale du recours aux mesures d'aides à l'emploi, aussi bien en Ile-de-France (-9%) qu'au niveau national (-13%). En effet, la baisse sensible du chômage observée tout au long de l'année 2007 avait conduit le gouvernement à limiter les moyens alloués aux dispositifs d'insertion professionnelle, mais le retournement conjoncturel de l'été 2008 a conduit à une mobilisation accrue des contrats aidés en fin d'année.

Ces mesures peuvent prendre la forme d'un accès à un emploi aidé dans le secteur marchand ou non marchand, d'une formation en alternance, de dispositifs d'accompagnement vers l'emploi destinés aux publics prioritaires, d'aide à la création d'entreprise ou bien d'accompagnement après des restructurations. S'ajoutent également d'autres actions visant à faciliter l'accès ou le retour à l'emploi des chômeurs comme par exemple les stages de formation financés par le Conseil régional ou par l'UNEDIC, organisés par l'AFPA, ou encore diverses prestations proposées par l'ANPE.

Le niveau de mobilisation des dispositifs aidés est étroitement lié à la situation du marché du travail. Ainsi, au premier semestre 2008, la forte diminution de la demande d'emploi s'est accompagnée d'une baisse sensible des moyens alloués aux dispositifs visant à favoriser l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi. En revanche, le retournement conjoncturel observé à partir du mois d'août 2008 s'est traduit par une mobilisation accrue des différentes mesures d'aide à l'emploi, principalement au cours du dernier trimestre.

Le nombre de contrats aidés dans le secteur marchand a enregistré une nette diminution en 2008. Le contrat initiative emploi, a été réservé prioritairement aux catégories de public ayant de très forts risques d'exclusion professionnelle : les seniors avec un faible niveau de formation, les travailleurs handicapés et les habitants des zones urbaines sensibles (ZUS). Le nombre d'entrées dans ce dispositif a baissé de près de 40% par rapport à 2007. Parallèlement, le dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE), qui visait à faciliter le recrutement direct de jeunes sans aucune qualification, a été supprimé à la fin de l'année 2007 du fait des nombreux effets d'aubaine qu'il générait. Cette suppression n'a été que très partiellement compensée par la décision d'orienter plus de jeunes vers le contrat initiative emploi (CIE).

En revanche, les entrées dans les contrats de formation en alternance (professionnalisation, apprentissage), qui ne s'adressent pas spécifiquement à un public en difficulté, ont progressé (+6,5% en Ile-de-France contre +1,1% en France métropolitaine).

En 2008, le nombre d'embauches en contrats aidés non marchands, dans une association, un établissement public ou une collectivité territoriale de la région a également diminué (-12%) mais deux fois moins qu'au niveau national (-24%). L'insertion dans le secteur non marchand est destinée aux personnes les plus éloignées de l'emploi. Le contrat d'avenir est, dans ce cadre, réservé aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

Parmi les principales mesures visant à accompagner les restructurations d'entreprises, la crise a entraîné une forte progression des entrées en convention de reclassement personnalisée (+15%), mesure que les entreprises non soumises aux dispositions relatives au congé de reclassement, c'est-à-dire notamment celles de moins de 1 000 salariés et celles en redressement ou en liquidation judiciaire (quelle que soit leur taille) doivent obligatoirement proposer à leurs salariés dont elles envisagent le licenciement pour motif économique.

## Définitions

### **Le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) (création en mai 2005)**

**Définition et objectif :** permettre un accès rapide à l'emploi durable des personnes en difficulté sur le marché du travail. La durée hebdomadaire de travail ne peut être inférieure à 20 heures. C'est un contrat de travail de droit privé à durée déterminée (CDD). Le contrat d'accompagnement dans l'emploi est conclu pour une durée minimale de six mois et renouvelable deux fois dans la limite d'une durée maximale de 24 mois.

**Employeurs potentiels :** collectivités territoriales et autres personnes morales de droit public, personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public, autres organismes de droit privé à but non lucratif (associations...).

**Public visé :** Il appartient aux services déconcentrés du ministère de l'Emploi et à l'ANPE de définir de manière plus précise les publics auxquels le dispositif s'adresse, en fonction notamment de la situation du marché du travail local.

### **Le Contrat Initiative Emploi (CIE)**

**Définition et objectif :** Modifié par la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, le CIE vise à favoriser le retour à l'emploi durable dans le secteur marchand des personnes en difficulté sur le marché du travail. Les conventions CIE ont une durée maximale de 24 mois, renouvellements compris. L'embauche peut s'effectuer en CDI, CNE ou CDD. Le contrat de travail de droit privé peut être à temps plein ou à temps partiel.

**Employeurs potentiels :** tout employeur du secteur marchand (entreprises, associations, groupements d'employeurs...) qui cotise au régime d'assurance chômage et les employeurs de pêche maritime ne relevant pas du champ Assedic. Sont exclus les particuliers employeurs.

**Public visé :** A partir de mai 2005, dans le cadre du plan de cohésion sociale, le contrat initiative emploi s'adresse à des personnes sans emploi, inscrites ou non à l'ANPE, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles d'accès à l'emploi. Les critères d'accès au CIE sont définis chaque année par le service public de l'emploi, sous autorité du préfet de région, en fonction des spécificités locales et des priorités au niveau régional.

### **Le Contrat d'Avenir (CAV) (créé en mai 2005)**

**Définition et objectif :** renforcer l'offre d'insertion dans le secteur non marchand des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation de parent isolé (API) ou de l'allocation adulte handicapé (AAH) confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Il s'agit d'un contrat de droit privé, à durée déterminée. La durée hebdomadaire est fixée à 26 heures et peut être modulée sur tout ou partie de l'année.

**Employeurs potentiels :** collectivités territoriales et autres personnes morales de droit public, personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public, autres organismes de droit privé à but non lucratif, entreprises d'insertion et entreprises d'intérim d'insertion.

**Public visé :** Tous bénéficiaires de minima sociaux (RMI, ASS, API et AAH) justifiant du bénéfice de ces allocations 6 mois sur les 12 derniers mois.

## Définitions

### **Le Contrat d'Insertion - Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA) (réformé en mars 2005)**

**Définition et objectif :** faciliter l'insertion professionnelle des allocataires du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation de parent isolé (API) ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. La personne embauchée bénéficie d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de travail temporaire, à temps partiel (20 h minimum par semaine) ou à temps plein, d'une durée de 6 mois minimum (ou de trois mois pour certains bénéficiaires) renouvelable. Le CI-RMA peut également revêtir la forme d'un contrat à durée indéterminée.

**Employeurs potentiels :** La possibilité de conclure un CI-RMA est réservée aux employeurs du secteur privé assujettis au régime d'assurance chômage et aux employeurs de la pêche maritime. Sont notamment exclus les particuliers employeurs et les collectivités territoriales, ces dernières pouvant conclure des « contrats d'avenir » ou des « contrats d'accompagnement dans l'emploi ».

**Public visé :** Bénéficiaires du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation de parent isolé (API) ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). La condition d'ancienneté dans le droit à l'une ou l'autre de ces allocations pour pouvoir conclure un tel contrat a été supprimée par la loi n° 2006-339 du 23 mars « pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux » (JO du 24). L'inscription préalable à l'ANPE n'est pas une condition pour conclure un CI-RMA.

### **Le Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS)**

**Définition et objectif :** Le CIVIS n'est pas un contrat de travail mais un dispositif destiné à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation des projets d'insertion dans un emploi durable. Ce contrat est conclu avec les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO). Les titulaires d'un CIVIS sont accompagnés par un référent. La durée du contrat est d'un an renouvelable. Les titulaires d'un CIVIS âgés d'au moins 18 ans peuvent bénéficier d'un soutien de l'Etat sous la forme d'une allocation versée pendant les périodes durant lesquelles ils ne perçoivent ni une rémunération au titre d'un emploi ou d'un stage, ni une autre allocation.

**Public visé :** Jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus qui ont un niveau de qualification inférieur ou équivalent au bac général, technologique ou professionnel (y compris les bacheliers qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur) ou ont été inscrits comme demandeurs d'emploi au minimum douze mois au cours des dix huit derniers mois.

### **Insertion par l'économique : Association intermédiaire**

**Définition et objectif :** Une association intermédiaire est une association de la loi de 1901 conventionnée par l'État. Elle a pour rôle principal de mettre à disposition d'utilisateurs (entreprises, associations, particuliers...) pour la réalisation de travaux occasionnels, des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés particulières d'insertion. Ce demandeur d'emploi bénéficie alors d'un contrat de travail assorti d'une rémunération.

**Public visé :** Personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières et notamment : les jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté, les demandeurs d'emploi de longue durée, les travailleurs reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH, qui s'est substituée aux anciennes COTOREP).

## LES BENEFICIAIRES DES MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI EN 2008\*

|  | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne                | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  |
|--|---------------|----------------|-------------------|--------------|--------------------------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|
| <b>Emplois aidés dans le secteur marchand</b>  | <b>27 957</b> | 19 722         | 11 920            | 9 681        | <b>41 322</b>                  | 11 801         | 11 869   | 9 654   | 10 747     | <b>44 071</b>   | <b>113 350</b> |
| Contrat Initiative Emploi (CIE)  | <b>1 196</b>  | 624            | 961               | 687          | <b>2 272</b>                   | 464            | 627      | 541     | 706        | <b>2 338</b>    | <b>5 806</b>   |
| CI-RMA (RMI- ASS - API - AAH)  | <b>538</b>    | 244            | 267               | 135          | <b>646</b>                     | 361            | 257      | 235     | 307        | <b>1 160</b>    | <b>2 344</b>   |
| Exonération à l'embauche zone franche urbaine  | <b>0</b>      | 0              | 1 175             | 202          | <b>1 377</b>                   | 174            | 174      | 689     | 435        | <b>1 472</b>    | <b>2 849</b>   |
| Formation en alternance dont :   |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
| Contrats d'apprentissage (données départementales provisoires)   | <b>7 813</b>  | 9 014          | 4 197             | 4 548        | <b>17 759</b>                  | 6 496          | 6 343    | 4 509   | 4 467      | <b>21 815</b>   | <b>47 387</b>  |
| Contrats de professionnalisation   | <b>14 619</b> | 8 069          | 4 306             | 3 313        | <b>15 688</b>                  | 2 381          | 2 953    | 2 379   | 3 505      | <b>11 218</b>   | <b>41 525</b>  |
| Insertion par l'économique :   |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
| Entreprises d'insertion**  | <b>273</b>    | 311            | 239               | 162          | <b>712</b>                     | 134            | 144      | 103     | 67         | <b>448</b>      | <b>1 433</b>   |
| Associations intermédiaires***   | <b>2 652</b>  | 1 255          | 234               | 486          | <b>1 975</b>                   | 1 147          | 1 281    | 1 072   | 1 033      | <b>4 533</b>    | <b>9 160</b>   |
| Entreprises de travail temporaire d'insertion***   | <b>655</b>    | 66             | 329               | 49           | <b>444</b>                     | 316            | 45       | 0       | 128        | <b>489</b>      | <b>1 588</b>   |
| Atelier et Chantier d'insertion (ACI)****  | <b>211</b>    | 138            | 212               | 98           | <b>449</b>                     | 328            | 45       | 127     | 98         | <b>598</b>      | <b>1 258</b>   |
| <b>Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises (ACCRE + EDEN)</b>                            |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
|  |               |                |                   |              | <b>Données non disponibles</b> |                |          |         |            |                 |                |
| <b>Emplois aidés dans le secteur non marchand</b><br>(conventions initiales et avenants de reconduction) | <b>8 462</b>  | 3 190          | 4 269             | 3 507        | <b>10 966</b>                  | 3 912          | 2 347    | 2 239   | 3 004      | <b>11 502</b>   | <b>30 930</b>  |
| Contrats d'Accompagnement dans l'emploi (CAE)  | <b>5 598</b>  | 2 032          | 3 413             | 3 025        | <b>8 470</b>                   | 2 530          | 1 468    | 1 577   | 2 216      | <b>7 791</b>    | <b>21 859</b>  |
| Contrats d'Avenir (CAV)  | <b>2 864</b>  | 1 158          | 856               | 482          | <b>2 496</b>                   | 1 382          | 879      | 662     | 788        | <b>3 711</b>    | <b>9 071</b>   |
| <b>Autres dispositifs d'insertion</b>  |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
| Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)  | <b>3 346</b>  | 6 268          | 3 617             | 3 939        | <b>13 824</b>                  | 2 677          | 3 989    | 3 783   | 2 519      | <b>12 968</b>   | <b>30 138</b>  |
| Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)  | <b>2 545</b>  | 5 848          | 3 089             | 3 491        | <b>12 428</b>                  | 2 254          | 3 610    | 3 336   | 2 273      | <b>11 473</b>   | <b>26 446</b>  |
| Actions préparatoires au recrutement (APR)   | <b>152</b>    | 68             | 148               | 84           | <b>300</b>                     | 213            | 142      | 224     | 91         | <b>670</b>      | <b>1 122</b>   |
|  | <b>649</b>    | 352            | 380               | 364          | <b>1 096</b>                   | 210            | 237      | 223     | 155        | <b>825</b>      | <b>2 570</b>   |
| <b>Accompagnement des restructurations</b>   |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
| Conventions d'allocations spéciales du FNE (ASFNE)   | <b>2 323</b>  | 1 937          | 1 537             | 1 453        | <b>4 927</b>                   | 1 993          | 1 663    | 1 648   | 1 488      | <b>6 792</b>    | <b>14 042</b>  |
| Allocations temporaires dégressives (adhésions individuelles)  | <b>63</b>     | 5              | 27                | 7            | <b>39</b>                      | 13             | 25       | 40      | 28         | <b>106</b>      | <b>208</b>     |
|  | <b>56</b>     | 121            | 7                 | 22           | <b>150</b>                     | 226            | 65       | 33      | 227        | <b>551</b>      | <b>757</b>     |
| Cellules de reclassement (bénéficiaires potentiels)  |               |                |                   |              |                                |                |          |         |            |                 |                |
| Convention de Reclassement Personnalisé (entrées à Pôle emploi pour ce motif)                            | <b>369</b>    | 601            | 262               | 246          | <b>1 109</b>                   | 218            | 256      | 227     | 103        | <b>804</b>      | <b>2 282</b>   |
|  | <b>1 835</b>  | 1 210          | 1 241             | 1 178        | <b>3 629</b>                   | 1 536          | 1 317    | 1 348   | 1 130      | <b>5 331</b>    | <b>10 795</b>  |

Sources: DARES/DREES/ DRTEFP/DDTEFP

\* Il s'agit du nombre total d'entrées dans les différents dispositifs en 2008

\*\* Est comptabilisé sous cet intitulé le nombre de salariés embauchés en CDI en 2008

\*\*\* Est comptabilisé sous cet intitulé le nombre de personnes nouvellement accueillies dans l'année et ayant effectué au moins une mission

\*\*\*\* Est comptabilisé le nombre de salariés en insertion dans les ateliers et chantiers d'insertion de l'année

## LE CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (CAE)- CUMUL DES CONTRATS SIGNES EN 2008 (CONVENTIONS INITIALES OU RENOUELEMENTS)

|  | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Total</b>                           | <b>5 598</b> | 2 032          | 3 413             | 3 025        | <b>8 470</b>    | 2 530          | 1 468    | 1 577   | 2 216      | <b>7 791</b>    | <b>21 859</b> |
| <b>Sexe (en %)</b>                     |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Homme                                  | <b>40,9</b>  | 29,4           | 30,1              | 25,4         | <b>28,3</b>     | 24,4           | 29,8     | 29,2    | 25,2       | <b>26,6</b>     | <b>30,9</b>   |
| Femme                                  | <b>59,1</b>  | 70,6           | 69,9              | 74,6         | <b>71,7</b>     | 75,6           | 70,2     | 70,8    | 74,8       | <b>73,4</b>     | <b>69,1</b>   |
| <b>Age (en %)</b>                      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 18-25 ans                              | <b>25,4</b>  | 18,8           | 20,0              | 19,1         | <b>19,4</b>     | 20,7           | 22,7     | 20,7    | 18,2       | <b>20,4</b>     | <b>21,3</b>   |
| 26-49 ans                              | <b>52,0</b>  | 57,0           | 61,4              | 60,9         | <b>60,2</b>     | 56,7           | 54,0     | 55,1    | 57,7       | <b>56,1</b>     | <b>56,6</b>   |
| 50 ans et plus                         | <b>22,5</b>  | 24,2           | 18,4              | 20,0         | <b>20,3</b>     | 22,6           | 23,2     | 24,1    | 24,0       | <b>23,4</b>     | <b>22,0</b>   |
| <b>Chômage (en %)</b>                  |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Chômage de longue durée (> 1 an)       | <b>51,7</b>  | 54,9           | 51,6              | 60,1         | <b>55,4</b>     | 52,5           | 48,0     | 59,3    | 53,7       | <b>53,4</b>     | <b>53,7</b>   |
| Chômage de très longue durée (> 2 ans) | <b>31,2</b>  | 33,2           | 31,7              | 38,4         | <b>34,5</b>     | 28,4           | 26,2     | 36,1    | 29,6       | <b>29,9</b>     | <b>32,0</b>   |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III) | <b>18,9</b>  | 16,0           | 11,1              | 11,7         | <b>12,5</b>     | 8,3            | 13,1     | 12,1    | 13,1       | <b>11,4</b>     | <b>13,7</b>   |
| Niveau bac (IV)                        | <b>19,6</b>  | 21,6           | 17,8              | 18,9         | <b>19,1</b>     | 19,9           | 20,0     | 19,2    | 21,9       | <b>20,3</b>     | <b>19,7</b>   |
| Niveau CAP BEP (V)                     | <b>12,0</b>  | 11,8           | 9,5               | 9,6          | <b>10,1</b>     | 15,8           | 11,8     | 15,7    | 14,9       | <b>14,8</b>     | <b>12,2</b>   |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)         | <b>49,5</b>  | 50,6           | 61,6              | 59,7         | <b>58,3</b>     | 55,9           | 55,2     | 52,9    | 50,1       | <b>53,5</b>     | <b>54,3</b>   |
| % de Rmistés                           | <b>12,8</b>  | 11,7           | 14,7              | 16,1         | <b>14,5</b>     | 6,2            | 6,7      | 13,4    | 6,9        | <b>8,0</b>      | <b>11,7</b>   |
| % de bénéficiaires de l'ASS            | <b>4,7</b>   | 6,1            | 5,1               | 7,6          | <b>6,2</b>      | 5,5            | 4,0      | 7,4     | 4,8        | <b>5,4</b>      | <b>5,5</b>    |

Source : DARES - Données arrêtées à fin septembre 2009

Dans ce tableau, le département correspond à celui de l'employeur et non du salarié bénéficiaire

## LE CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CIE) - CUMUL DES CONTRATS SIGNES EN 2008 (CONVENTIONS INITIALES OU RENOUELEMENTS)

|  | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Total</b>                           | <b>1 196</b> | 624            | 961               | 687          | <b>2 272</b>    | 464            | 627      | 541     | 706        | <b>2 338</b>    | <b>5 806</b>  |
| <b>Sexe (en %)</b>                     |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Homme                                  | <b>51,7</b>  | 61,5           | 63,0              | 62,9         | <b>62,5</b>     | 57,5           | 63,2     | 61,2    | 62,9       | <b>61,5</b>     | <b>59,9</b>   |
| Femme                                  | <b>48,3</b>  | 38,5           | 37,0              | 37,1         | <b>37,5</b>     | 42,5           | 36,8     | 38,8    | 37,1       | <b>38,5</b>     | <b>40,1</b>   |
| <b>Age (en %)</b>                      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 18-25 ans                              | <b>16,3</b>  | 21,2           | 19,8              | 22,1         | <b>20,9</b>     | 26,3           | 24,4     | 20,7    | 25,4       | <b>24,2</b>     | <b>21,3</b>   |
| 26-49 ans                              | <b>41,1</b>  | 40,5           | 48,6              | 45,9         | <b>45,6</b>     | 37,3           | 41,9     | 43,4    | 40,4       | <b>40,9</b>     | <b>42,8</b>   |
| 50 ans et plus                         | <b>42,6</b>  | 38,1           | 31,5              | 32,0         | <b>33,5</b>     | 36,4           | 33,7     | 35,9    | 33,9       | <b>34,8</b>     | <b>35,9</b>   |
| <b>Chômage (en %)</b>                  |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Chômage de longue durée (> 1 an)       | <b>51,3</b>  | 49,2           | 42,1              | 40,6         | <b>43,6</b>     | 44,8           | 36,8     | 41,2    | 40,5       | <b>40,5</b>     | <b>44,0</b>   |
| Chômage de très longue durée (> 2 ans) | <b>28,3</b>  | 22,8           | 23,2              | 20,2         | <b>22,2</b>     | 19,6           | 16,1     | 19,0    | 18,0       | <b>18,0</b>     | <b>21,8</b>   |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III) | <b>20,8</b>  | 18,1           | 13,0              | 16,3         | <b>15,4</b>     | 12,1           | 15,6     | 12,8    | 9,2        | <b>12,3</b>     | <b>15,3</b>   |
| Niveau bac (IV)                        | <b>23,4</b>  | 22,6           | 17,4              | 19,9         | <b>19,6</b>     | 16,2           | 18,7     | 20,0    | 19,7       | <b>18,8</b>     | <b>20,0</b>   |
| Niveau CAP BEP (V)                     | <b>10,0</b>  | 12,2           | 13,8              | 12,5         | <b>13,0</b>     | 18,5           | 17,2     | 18,1    | 16,0       | <b>17,3</b>     | <b>14,1</b>   |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)         | <b>45,7</b>  | 47,1           | 55,8              | 51,2         | <b>52,0</b>     | 53,2           | 48,5     | 49,2    | 55,1       | <b>51,6</b>     | <b>50,6</b>   |
| % de Rmistes                           | <b>14,7</b>  | 7,4            | 7,1               | 13,0         | <b>8,9</b>      | 1,9            | 3,7      | 4,4     | 2,7        | <b>3,2</b>      | <b>7,8</b>    |
| % de bénéficiaires de l'ASS            | <b>4,2</b>   | 3,2            | 4,1               | 3,3          | <b>3,6</b>      | 2,2            | 3,5      | 3,0     | 3,4        | <b>3,1</b>      | <b>3,5</b>    |

Source : DARES - Données arrêtées à fin septembre 2009

Dans ce tableau, le département correspond à celui de l'employeur et non du salarié bénéficiaire

## LE CONTRAT D'AVENIR - CUMUL DES CONTRATS SIGNES EN 2008 (CONVENTIONS INITIALES OU RENOUELEMENTS)

|  | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Total</b>                           | <b>2 864</b> | 1 158          | 856               | 482          | <b>2 496</b>    | 1 382          | 879      | 662     | 788        | <b>3 711</b>    | <b>9 071</b>  |
| <b>Sexe (en %)</b>                     |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Homme                                  | <b>42,7</b>  | 25,8           | 27,0              | 18,7         | <b>24,8</b>     | 37,8           | 39,1     | 26,1    | 36,5       | <b>35,8</b>     | <b>35,0</b>   |
| Femme                                  | <b>57,3</b>  | 74,2           | 73,0              | 81,3         | <b>75,2</b>     | 62,2           | 60,9     | 73,9    | 63,5       | <b>64,2</b>     | <b>65,0</b>   |
| <b>Age (en %)</b>                      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 18-25 ans                              | <b>4,1</b>   | 4,7            | 4,4               | 5,4          | <b>4,7</b>      | 5,9            | 4,8      | 4,5     | 4,2        | <b>5,0</b>      | <b>4,6</b>    |
| 26-49 ans                              | <b>69,8</b>  | 74,0           | 73,9              | 70,7         | <b>73,4</b>     | 77,8           | 77,9     | 78,4    | 74,0       | <b>77,1</b>     | <b>73,8</b>   |
| 50 ans et plus                         | <b>26,1</b>  | 21,3           | 21,6              | 23,9         | <b>21,9</b>     | 16,3           | 17,2     | 17,1    | 21,8       | <b>17,8</b>     | <b>21,6</b>   |
| <b>Chômage (en %)</b>                  |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Chômage de longue durée (> 1 an)       | <b>68,5</b>  | 65,4           | 73,9              | 86,5         | <b>72,4</b>     | 64,6           | 61,8     | 68,3    | 65,5       | <b>64,8</b>     | <b>68,1</b>   |
| Chômage de très longue durée (> 2 ans) | <b>51,6</b>  | 47,2           | 58,3              | 70,3         | <b>55,5</b>     | 37,8           | 42,7     | 43,5    | 50,1       | <b>42,6</b>     | <b>49,0</b>   |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>      |              |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III) | <b>24,5</b>  | 17,4           | 14,8              | 17,0         | <b>16,5</b>     | 6,6            | 16,3     | 13,4    | 14,5       | <b>11,8</b>     | <b>17,1</b>   |
| Niveau bac (IV)                        | <b>22,3</b>  | 24,1           | 23,0              | 27,4         | <b>24,4</b>     | 14,6           | 14,8     | 22,2    | 18,8       | <b>16,9</b>     | <b>20,7</b>   |
| Niveau CAP BEP (V)                     | <b>11,0</b>  | 10,9           | 13,7              | 8,5          | <b>11,4</b>     | 16,1           | 9,8      | 14,7    | 14,3       | <b>14,0</b>     | <b>12,3</b>   |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)         | <b>42,1</b>  | 47,6           | 48,5              | 47,1         | <b>47,8</b>     | 62,7           | 59,2     | 49,7    | 52,4       | <b>57,4</b>     | <b>49,9</b>   |
| % de Rmistes                           | <b>71,2</b>  | 62,4           | 45,6              | 8,3          | <b>46,2</b>     | 71,8           | 68,9     | 44,1    | 68,0       | <b>65,4</b>     | <b>61,9</b>   |
| % de bénéficiaires de l'ASS            | <b>17,2</b>  | 28,3           | 46,5              | 76,6         | <b>43,9</b>     | 19,2           | 22,1     | 42,0    | 23,7       | <b>24,9</b>     | <b>27,7</b>   |

Source : DARES - Données arrêtées à fin septembre 2009

Dans ce tableau, le département correspond à celui de l'employeur et non du salarié bénéficiaire

## LE CONTRAT D'INSERTION-REVENU MINIMUM D'ACTIVITE - CUMUL DES CONTRATS SIGNES EN 2008 (CONVENTIONS INITIALES OU RENOUELEMENTS)

|  | Paris       | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|-------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Total</b>                           | <b>538</b>  | 244            | 267               | 135          | <b>646</b>      | 361            | 257      | 235     | 307        | <b>1 160</b>    | <b>2 344</b>  |
| <b>Sexe (en %)</b>                     |             |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Homme                                  | <b>60,0</b> | 64,8           | 65,9              | 60,7         | <b>64,4</b>     | 63,2           | 62,6     | 61,7    | 69,7       | <b>64,5</b>     | <b>63,4</b>   |
| Femme                                  | <b>40,0</b> | 35,2           | 34,1              | 39,3         | <b>35,6</b>     | 36,8           | 37,4     | 38,3    | 30,3       | <b>35,5</b>     | <b>36,6</b>   |
| <b>Age (en %)</b>                      |             |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 18-25 ans                              | <b>3,2</b>  | 5,3            | 3,4               | 4,4          | <b>4,3</b>      | 5,5            | 2,7      | 6,8     | 2,6        | <b>4,4</b>      | <b>4,1</b>    |
| 26-49 ans                              | <b>68,4</b> | 64,3           | 69,3              | 62,2         | <b>65,9</b>     | 71,5           | 75,9     | 73,2    | 73,6       | <b>73,4</b>     | <b>70,2</b>   |
| 50 ans et plus                         | <b>28,4</b> | 30,3           | 27,3              | 33,3         | <b>29,7</b>     | 23,0           | 20,6     | 20,0    | 23,5       | <b>22,0</b>     | <b>25,6</b>   |
| <b>Chômage (en %)</b>                  |             |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Chômage de longue durée (> 1 an)       | <b>69,0</b> | 75,4           | 66,3              | 68,1         | <b>70,1</b>     | 64,8           | 65,4     | 61,7    | 59,3       | <b>62,8</b>     | <b>66,3</b>   |
| Chômage de très longue durée (> 2 ans) | <b>50,4</b> | 54,1           | 46,8              | 52,6         | <b>50,8</b>     | 39,9           | 40,1     | 31,9    | 38,8       | <b>38,0</b>     | <b>44,4</b>   |
| <b>Niveau de formation (en %)</b>      |             |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Niveau supérieur au bac (I, II et III) | <b>29,9</b> | 29,1           | 12,7              | 26,7         | <b>21,8</b>     | 13,6           | 14,8     | 16,2    | 16,6       | <b>15,2</b>     | <b>20,4</b>   |
| Niveau bac (IV)                        | <b>20,1</b> | 20,9           | 17,6              | 20,7         | <b>19,5</b>     | 17,5           | 19,5     | 18,7    | 13,0       | <b>17,0</b>     | <b>18,4</b>   |
| Niveau CAP BEP (V)                     | <b>12,6</b> | 10,2           | 22,1              | 12,6         | <b>15,6</b>     | 10,2           | 15,2     | 11,1    | 13,4       | <b>12,3</b>     | <b>13,3</b>   |
| Inférieur au CAP (V bis et VI)         | <b>37,4</b> | 39,8           | 47,6              | 40,0         | <b>43,0</b>     | 58,7           | 50,6     | 54,0    | 57,0       | <b>55,5</b>     | <b>47,9</b>   |
| % de Rmistés                           | <b>34,9</b> | 30,3           | 44,6              | 31,1         | <b>36,4</b>     | 62,6           | 47,1     | 63,8    | 70,0       | <b>61,4</b>     | <b>48,4</b>   |
| % de bénéficiaires de l'ASS            | <b>59,9</b> | 60,2           | 49,1              | 60,7         | <b>55,7</b>     | 32,4           | 47,1     | 29,4    | 27,7       | <b>33,8</b>     | <b>45,8</b>   |

Source : DARES - Données arrêtées à fin septembre 2009

Dans ce tableau, le département correspond à celui de l'employeur et non du salarié bénéficiaire

Allocataires et minima sociaux

## Définitions des différents minima sociaux

### **Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)**

Cette prestation versée par les Caisses d'Allocations Familiales s'adresse aux personnes de 20 à 60 ans handicapées sans ressource ou disposant de ressources modestes, dont le handicap, apprécié par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées entraîne l'impossibilité de travailler, ou qui ont un taux d'incapacité d'au moins 80 %. Un couple peut recevoir deux allocations. La loi "pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées", adoptée le 3 février 2005, a réformé la prestation.

### **Allocation de Parent Isolé (API)**

Elle a été créée en 1976 pour apporter un minimum de ressources aux personnes isolées assumant seules la charge d'enfant(s). La femme seule enceinte est assimilée à un parent isolé. L'allocation est versée par les Caisses d'Allocations Familiales (ou la Mutualité Sociale Agricole) pendant un an après l'isolement ou jusqu'à ce que le plus jeune enfant à charge ait atteint l'âge de 3 ans.

### **Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)**

Instaurée en 1984, elle est destinée aux chômeurs qui ont épuisé leurs droits à l'assurance chômage. L'allocataire doit justifier d'au moins 5 années d'activité salariée au cours des 10 dernières années précédant la rupture du contrat. Depuis le 1er janvier 1997, pour les nouvelles ouvertures de droit, les périodes de chômage indemnisé ne sont plus considérées comme des périodes assimilées. L'ASS est servie par Pôle emploi, nouvelle institution issue de la fusion ANPE/ASSEDIC.

### **Allocation Equivalent Retraite de remplacement (AER)**

Si vous justifiez de 160 trimestres d'assurance vieillesse, l'AER peut remplacer l'Allocation de Solidarité Spécifique, ou le RMI. Elle peut vous être versée si vous ne remplissez pas les conditions vous permettant de bénéficier de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (dans ce cas, vous ne devez pas avoir quitté volontairement votre emploi), ou, encore si vous avez cessé d'être indemnisé à ce titre. Son montant mensuel est de 968€ par mois au 1er janvier 2008 (en moyenne sur l'année).

### **Allocation Temporaire d'Attente (ATA)**

L'ATA, succède à l'allocation d'insertion (AI) depuis le 16 novembre 2006.

Elle est versée à des populations particulières : demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande, jusqu'à l'obtention du statut de réfugié ou de son refus définitif par l'OFPPA, bénéficiaires de la protection temporaire, de la protection subsidiaire, victimes étrangères de la traite des êtres humains, apatrides, anciens détenus libérés et salariés expatriés.

Cette allocation est servie par Pôle emploi, nouvelle institution issue de la fusion ANPE/ASSEDIC.

### **Allocation Supplémentaire Vieillesse (ASV)**

Cette prestation n'est plus attribuée depuis le 1er janvier 2007. Depuis le 1er janvier 2006, les personnes qui remplissent les conditions d'attribution de l'ancienne allocation supplémentaire peuvent prétendre

- à l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)
- ou à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

Les anciens bénéficiaires de l'ASV continuent à percevoir cette allocation. Ils doivent être titulaires d'un avantage de base (pension de retraite, pension d'invalidité, allocation spéciale par exemple), être âgé de 65 ans (ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail), de nationalité française ou étrangère en situation régulière, disposer de ressources annuelles ne dépassant pas un plafond (7 781€ pour une personne seule).

### **Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI)**

L'ASI remplace l'allocation supplémentaire (AS) depuis le 1er janvier 2006. C'est une prestation versée sous conditions, en complément d'un avantage viager attribué au titre de l'assurance vieillesse ou invalidité jusqu'à ce que le titulaire atteigne l'âge requis pour bénéficier de l'ASPA.

Les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire allouée avant le 1er janvier 2006 ou à titre transitoire pendant l'année 2006, continuent à la percevoir. Ils peuvent toutefois demander l'ASI.

### **Revenu Minimum d'Insertion (RMI)**

Institué par la loi du 1er décembre 1988 et modifié par la loi du 29 juillet 1992, il garantit des ressources minimales à toute personne de 25 ans ou plus. Le bénéficiaire s'engage à participer aux actions nécessaires à son insertion sociale ou professionnelle. Les actions d'insertion concernent aussi éventuellement ses ayants droit. Il est versé par les CAF ou la MSA.

## LES ALLOCATAIRES DE MINIMA SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2008

|   | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne  | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines      | Essonne       | Val-d'Oise    | Grande couronne | Ile-de-France  |
|---|----------------|----------------|-------------------|---------------|-----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| Allocation Adulte Handicapé (AAH)*                                    | 23 484         | 13 537         | 17 723            | 12 321        | 43 581          | 10 993         | 9 560         | 9 404         | 10 369        | 40 326          | 107 391        |
| Allocation Parent Isolé (API)*  | 4 038          | 2 919          | 7 120             | 3 254         | 13 293          | 3 257          | 2 069         | 2 786         | 3 122         | 11 234          | 28 565         |
| Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)**                           | 14 911         | 7 833          | 11 742            | 6 650         | 26 225          | 4 417          | 4 817         | 3 686         | 6 115         | 19 035          | 60 171         |
| Allocation Temporaire d'Attente (ATA)**                               | 2 208          | 629            | 2 024             | 744           | 3 397           | 416            | 226           | 386           | 679           | 1 707           | 7 312          |
| Allocation Minimum Vieillesse (ASV)*** (1)                            | 15 741         | 5 624          | 8 351             | 5 723         | 19 698          | 3 463          | 3 155         | 3 347         | 3 953         | 13 918          | 49 357         |
| Revenu Minimum d'Insertion (RMI)*                                     | 51 410         | 21 286         | 49 930            | 26 095        | 97 311          | 12 993         | 12 058        | 13 270        | 16 787        | 55 108          | 203 829        |
| Allocation Supplémentaire du Fonds Spécial d'Invalidité (ASI)**** (2) | 1 781          | 775            | 1 209             | 755           | 2 739           | 717            | 504           | 570           | 643           | 2 434           | 6 954          |
| Allocation Equivalent Retraite (AER) **                               | 491            | 450            | 731               | 505           | 1 686           | 853            | 488           | 491           | 583           | 2 415           | 4 592          |
| <b>Total (3)</b>  | <b>114 064</b> | <b>53 053</b>  | <b>98 830</b>     | <b>56 047</b> | <b>207 930</b>  | <b>37 109</b>  | <b>32 877</b> | <b>33 940</b> | <b>42 251</b> | <b>146 177</b>  | <b>468 171</b> |

Source\* : Caisses d'Allocations Familiales (CAF) d'Île-de-France

Source \*\* : Pôle Emploi

Source \*\*\* : Caisse nationale d'assurance vieillesse, régime général

Source\*\*\*\* : Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France (Cramif) et Caisse primaire d'assurance maladie de Seine-et-Marne

(1) : Sous cet intitulé, sont comptabilisés les anciens bénéficiaires de l'ASV et les nouveaux bénéficiaires de l'ASPA, de l'ASI

(2) : Sous cet intitulé, sont comptabilisés les anciens bénéficiaires du Fonds spécial d'Invalidité et les nouveaux bénéficiaires de l'ASI

(3) : le total ne tient pas compte des éventuels doubles comptes, peu nombreux

## LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE PARENT ISOLÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008

### Commentaires

Pour la première fois depuis de nombreuses années, en 2007 le nombre de bénéficiaires de l'allocation de parent isolé avait fléchi, en Île-de-France comme en France métropolitaine (-7%). La tendance s'est confirmée en 2008 avec une nouvelle baisse mais de moindre ampleur de 5% en région et de 3% en métropole.

Cette diminution est à mettre en relation, en partie, avec l'amélioration au premier semestre 2008 du marché du travail. La dégradation économique qui a suivi ne s'est pas encore répercutée sur le nombre de bénéficiaires de l'API. L'obligation, depuis janvier 2007, pour le parent séparé de faire valoir ses droits aux prestations sociales et aux créances alimentaires contribue pour partie à contenir les demandes.

Le profil des 28 600 bénéficiaires de l'API reste caractérisé par leur jeunesse : il s'agit de jeunes femmes, de moins de trente ans pour près de 60 % d'entre elles, avec des charges familiales prenantes. Neuf bénéficiaires de l'API sur dix ont en charge un enfant de moins de 3 ans (ou/et une grossesse en cours) et près d'une sur cinq a au moins trois enfants à charge.

Près de 2 800 bénéficiaires ont repris une activité professionnelle ouvrant droit à une mesure d'intéressement dans le cadre de l'API, c'est un peu moins qu'en 2007. Un peu plus de 300 allocataires ont obtenu un contrat d'avenir dans le cadre de l'API, c'est nettement moins que l'année précédente. Les difficultés de logement de cette population sont notables. En effet un peu plus de quatre bénéficiaires sur dix reçoit une aide au logement et plus de 45% sont soit propriétaires-occupants, soit ce qui est beaucoup plus probable hébergés dans leur famille ou chez des amis. Il reste une minorité (11%) qui a des problèmes de logement aigus.

A partir du 1er juin 2009 les bénéficiaires de l'API vont recevoir le revenu de solidarité active (rSa) en conservant par rapport au RMI le barème spécifique qui est attaché à leur situation familiale d'isolement soit en cas séparation, soit en cas de charge d'un jeune enfant de moins de trois ans.

### Définition

**L'Allocation de Parent Isolé (API)** est servie sous conditions de ressources aux personnes assumant seules la charge d'un ou de plusieurs enfants, ou aux femmes enceintes, soit pendant un an après un veuvage ou une séparation, soit jusqu'à ce que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de trois ans. Elle garantit aux bénéficiaires un minimum de ressources en fonction du nombre d'enfants à charge. Son montant est calculé trimestriellement par différence entre la moyenne mensuelle des ressources perçues par le bénéficiaire (y compris les prestations familiales auxquelles il peut prétendre) et le montant maximal de l'API correspondant à sa situation familiale. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour un parent avec un enfant, le montant maximum mensuel de l'API s'élève à 755,72€. Par enfant en plus est ajouté 188,93€.

Si l'allocataire de l'API bénéficie d'un logement ou hébergement sans avoir de dépenses à acquitter ou s'il perçoit une aide au logement pour l'aider à supporter ses dépenses de logement, un "forfait logement" est déduit de l'allocation. Ce forfait varie de 53,75€ pour une femme seule enceinte, à 133,03€ pour un parent avec deux enfants ou plus à charge.

**Dispositif de subsidiarité de l'API** : L'article 136 de la loi de finances pour 2007 établit le principe de subsidiarité pour les bénéficiaires de l'API. Ces bénéficiaires ont l'obligation de faire valoir en priorité l'ensemble de leurs droits aux prestations sociales, en particulier à l'allocation de soutien familial et aux créances alimentaires tant pour eux-mêmes que pour leurs enfants. Si le bénéficiaire se soustrait à ses obligations dans le délai imparti (4 mois), un dispositif de sanction est prévu sous la forme d'une réduction du droit à l'API dans la limite du montant de l'allocation de soutien familial à taux partiel (84,60€). Une dispense est applicable aux créances alimentaires pour des débiteurs placés dans des cas précis. Pour aider les demandeurs de l'API à recouvrer leurs droits, les Caf sont subrogées dans les droits des allocataires à créances alimentaires et prestations sociales.

**Situation par rapport à l'insertion professionnelle** : pour faciliter la reprise d'une activité professionnelle, des mécanismes d'incitation financière ont été mis en place sous la forme de mesures d'intéressement. La loi de retour à l'emploi a fixé de nouvelles modalités à partir d'octobre 2006. Le bénéficiaire cumule intégralement le montant de l'API et les revenus d'activité durant trois mois. Ensuite pendant 9 mois, si la durée mensuelle de travail est supérieure à 78 heures, une prime forfaitaire de 225€ est versée. Si la durée est inférieure, un abattement de 50% des revenus d'activité est effectué. Ces modalités peuvent entraîner le non paiement de l'API surtout dans le cas d'une activité supérieure à 78 heures. Sont naturellement décomptés ici les seuls allocataires avec un intéressement "payés" au titre de l'API.

## LES BENEFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE PARENT ISOLE AU 31 DECEMBRE 2008

|  | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|---------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| <b>Nombre d'allocataires de l'API</b>                          | <b>4 038</b>  | 2 919          | 7 120             | 3 254        | <b>13 293</b>   | 3 257          | 2 069    | 2 786   | 3 122      | <b>11 234</b>   | <b>28 565</b> |
| <b>Evolution 2008/2007 (en %)</b>                              | <b>-9,8</b>   | -3,0           | -4,8              | 0,2          | <b>-3,3</b>     | -4,3           | -2,6     | -5,8    | -5,1       | <b>-4,6</b>     | <b>-4,8</b>   |
| <b>Répartition par sexe (en %)</b>                             |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Hommes   | <b>1,0</b>    | 1,1            | 1,2               | 1,1          | <b>1,2</b>      | 1,3            | 1,4      | 0,8     | 1,1        | <b>1,1</b>      | <b>1,1</b>    |
| Femmes   | <b>99,0</b>   | 98,9           | 98,8              | 98,9         | <b>98,8</b>     | 98,7           | 98,6     | 99,2    | 98,9       | <b>98,9</b>     | <b>98,9</b>   |
| <b>Structure par âge (en %)</b>                                |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| < 25 ans   | <b>26,7</b>   | 31,4           | 32,2              | 34,9         | <b>32,7</b>     | 39,7           | 38,1     | 36,3    | 36,7       | <b>37,7</b>     | <b>33,8</b>   |
| 25-29 ans  | <b>24,0</b>   | 25,5           | 26,4              | 25,1         | <b>25,9</b>     | 24,4           | 24,6     | 26,3    | 23,2       | <b>24,6</b>     | <b>25,1</b>   |
| 30-39 ans  | <b>38,3</b>   | 34,4           | 32,8              | 31,4         | <b>32,8</b>     | 28,6           | 29,6     | 29,8    | 31,8       | <b>30,0</b>     | <b>32,5</b>   |
| 40 ans ou +  | <b>10,9</b>   | 8,6            | 8,6               | 8,8          | <b>8,7</b>      | 7,2            | 7,6      | 7,6     | 8,3        | <b>7,7</b>      | <b>8,6</b>    |
| <b>Répartition par nombre d'enfants (en %)</b>                 |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| 0 enfant (*)   | <b>5,9</b>    | 6,1            | 4,8               | 5,8          | <b>5,3</b>      | 6,0            | 6,6      | 5,0     | 5,5        | <b>5,7</b>      | <b>5,7</b>    |
| 1 enfant   | <b>55,3</b>   | 53,3           | 46,7              | 50,7         | <b>49,1</b>     | 46,5           | 49,2     | 47,0    | 49,6       | <b>48,0</b>     | <b>48,0</b>   |
| 2 enfants  | <b>24,8</b>   | 25,9           | 28,4              | 27,7         | <b>27,7</b>     | 27,7           | 27,6     | 29,3    | 26,3       | <b>27,7</b>     | <b>27,7</b>   |
| 3 enfants ou plus  | <b>14,0</b>   | 14,7           | 20,2              | 15,7         | <b>17,9</b>     | 19,9           | 16,6     | 18,7    | 18,6       | <b>18,6</b>     | <b>18,6</b>   |
| <b>Situation par rapport au logement (en %)</b>                |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Logement autonome avec aide au logement                        | <b>45,3</b>   | 42,0           | 42,1              | 43,9         | <b>42,5</b>     | 39,7           | 40,0     | 44,4    | 48,6       | <b>43,4</b>     | <b>43,3</b>   |
| Hébergés gratuit, propriétaires...                             | <b>43,2</b>   | 48,1           | 47,9              | 45,1         | <b>47,3</b>     | 49,5           | 46,4     | 45,0    | 40,0       | <b>45,2</b>     | <b>45,9</b>   |
| Autres...  | <b>11,4</b>   | 10,0           | 9,9               | 11,1         | <b>10,2</b>     | 10,9           | 13,6     | 10,6    | 11,4       | <b>11,4</b>     | <b>10,9</b>   |
| <b>Situation par rapport à l'insertion professionnelle (%)</b> |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| API + intéressement  | <b>5,6</b>    | 5,7            | 3,8               | 5,8          | <b>4,7</b>      | 4,4            | 6,6      | 5,3     | 4,2        | <b>5,0</b>      | <b>4,9</b>    |
| <b>Population (**) des foyers bénéficiaires de l'API</b>       | <b>10 370</b> | 7 562          | 19 736            | 8 574        | <b>35 872</b>   | 8 964          | 5 525    | 7 596   | 8 475      | <b>30 560</b>   | <b>76 802</b> |

Source : Caisses d'Allocations Familiales d'Île-de-France

(\*) Il s'agit des femmes seules attendant leur premier enfant

(\*\*) Il s'agit des bénéficiaires de l'API augmentés des enfants à charge

## LES ALLOCATAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION AU 31 DÉCEMBRE 2008

### Définitions

**Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI)** vise à assurer un minimum de ressources aux personnes âgées de 25 ans ou plus, aux personnes qui, quel que soit leur âge, assument la charge d'au moins un enfant (né ou à naître). La décision d'attribution du RMI relève du Conseil Général. Son versement est subordonné à l'engagement de l'intéressé à participer à des actions d'insertion. Son montant est calculé trimestriellement et versé mensuellement. Le RMI est une allocation différentielle. Son montant est égal à la différence entre le montant plafond du RMI et la moyenne mensuelle des ressources de l'allocataire et de son conjoint ou concubin. Le montant maximum varie en fonction de la taille du foyer de l'allocataire. A titre indicatif, au 1er janvier 2008, le montant mensuel plafond du RMI pour une personne seule s'élève à 447,91€, pour un couple sans enfant à charge à 671,87€. Le RMI donne droit gratuitement à la couverture maladie universelle (CMU) de base et à la CMU complémentaire santé et à d'autres avantages connexes comme l'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance télévision.

**Structure familiale:** il s'agit de la structure du foyer de l'allocataire bénéficiaire du RMI, considérée administrativement par rapport aux conditions d'ouverture du droit. Ainsi, un allocataire "isolé" (sans conjoint ni enfant à charge) peut vivre chez ses parents, être hébergé par des amis. Les enfants sont ici considérés à charge au sens du RMI et ont moins de 25 ans.

**Ancienneté dans le dispositif:** c'est la dernière date d'entrée dans le dispositif qui est prise en compte, les "aller-retour" n'étant pas mesurés.

**Situation par rapport au logement:** si le bénéficiaire du RMI perçoit une aide au logement ou s'il n'a aucune dépense de logement, tout en étant logé, un "forfait logement" est déduit de l'allocation de RMI (de 53,75€ pour une personne seule à 133,03€ pour trois personnes ou plus). Les personnes très mal logées, dans un habitat de fortune, un squat ou encore dans un logement insalubre ou surpeuplé, comme les sans domicile fixe, ne peuvent prétendre à une aide au logement. De ce fait, le forfait logement ne leur est pas retiré.

**Situation par rapport à l'insertion professionnelle:** pour faciliter la reprise d'une activité professionnelle, des mécanismes d'incitation financière ont été mis en place sous la forme de mesures d'intéressement. Ces mesures peuvent bénéficier à l'allocataire lui-même et/ou à son conjoint. La loi de retour à l'emploi a fixé de nouvelles modalités à partir d'octobre 2006. Le bénéficiaire cumule intégralement montant du RMI et revenus d'activité durant trois mois. Ensuite si la durée mensuelle de travail est supérieure à 78 heures, des primes forfaitaires (150 ou 225€ par mois selon la situation familiale) sont versées pendant 9 mois. Si la durée est inférieure, un abattement de 50% des revenus d'activité est effectué. Ces modalités peuvent entraîner le non paiement du RMI surtout dans le cas d'une activité supérieure à 78 heures. Sont naturellement décomptés ici les seuls foyers allocataires avec au moins un intéressement "payés" au titre du RMI.

## LES ALLOCATAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION AU 31 DÉCEMBRE 2008

## Commentaires

Fin 2008, 203 800 foyers franciliens reçoivent une allocation de revenu minimum d'insertion (RMI). Comparativement à fin 2007, les effectifs ont reculé de 3,4%. La tendance à la baisse engagée depuis 2007, après une stabilisation en 2006, s'est donc confirmée mais avec une moindre ampleur. Le même phénomène se retrouve en métropole. Cette évolution est à mettre en relation avec l'amélioration de la situation de l'emploi en 2007 et début de 2008. La conjoncture économique s'est ensuite dégradée mais une hausse de l'effectif des allocataires du RMI n'est pas encore constatée. Les variations de l'état du marché du travail se répercutent toujours avec un certain retard sur le nombre de personnes y ayant recours.

En Ile-de-France, le nombre d'entrants dans le dispositif du RMI durant l'année et toujours présents fin décembre est stable en 2008 comparativement à 2007. Dans l'environnement de baisse du nombre d'allocataires, leur part a augmenté. La part des allocataires dont l'ancienneté dans le dispositif est au moins de 5 ans a augmenté de près de deux points. Elle est passée de 30,6% à 32,3%. Ce sont les allocataires dans le dispositif entre 1 et 4 ans qui ont le plus diminué depuis l'an passé.

Vus sous l'angle familial, les allocataires du RMI ont peu bougé : un tiers environ ont des enfants à charge. Ce sont plus souvent des familles monoparentales que des couples. Près de 360 200 Franciliens (allocataires, conjoints, enfants à charge) sont directement soutenus par ce dispositif. Ils représentent 3,1% de la population de la région. Entre départements, la situation est contrastée : 1,5% des Yvelinois et 6,5% des Sequano-Dionysiens sont soutenus par ce dispositif.

Les nouvelles mesures d'intéressement à la reprise d'activité professionnelle mises en place en octobre 2006 ont produit pleinement leurs effets depuis l'année 2007. Pendant les 3 premiers mois, il y a cumul intégral de l'allocation et du revenu d'activité. Les 9 mois suivants, si la durée du travail est supérieure à 78 h/mois une prime mensuelle (150€ pour un allocataire isolé, 225€ pour les autres) est versée. Si la durée est inférieure, un abattement de 50% est opéré sur les revenus d'activité pris en compte pour le calcul du montant de l'allocation. Ces modalités peuvent avoir pour conséquence, surtout dans le premier cas, de « sortir » du paiement de l'allocation. Environ 26 500 foyers bénéficient de ce type de mesure. Le retournement de conjoncture économique se traduit par des difficultés d'accès au retour à l'emploi. Le nombre de foyers bénéficiant d'une mesure d'intéressement dans le cadre du RMI s'est réduit de 9% en un an. Autre préoccupation : le nombre d'emplois de plus de 78 heures occupés dans le cadre de l'intéressement a davantage baissé que celui de moins de 78 heures.

Des contrats de travail aidés : contrat d'avenir dans le secteur non marchand et contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (Cirma) dans le secteur marchand, sont accessibles aux allocataires du RMI. Les modalités de versement de l'aide peuvent aussi conduire à ce que ces allocataires ne reçoivent plus d'allocation au titre du RMI. Fin 2008 environ 4 900 foyers, soit 9% de moins qu'en 2007, bénéficiaient d'un de ces contrats obtenu dans le cadre du RMI. Parmi ces contrats aidés c'est le contrat d'avenir qui est, de loin, le plus sollicité.

Le revenu de solidarité active (rSa) a été expérimenté en 2008 dans 500 foyers du Val-d'Oise des communes d'Argenteuil et de Bezons. Depuis mars 2008, la Caf de Seine-Saint-Denis gère le rSa sur six communes pour les bénéficiaires du RMI et les bénéficiaires de l'API reprenant une activité aux conditions fixées par le Conseil général.

## LES ALLOCATAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION AU 31 DÉCEMBRE 2008

|   | Paris         | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France  |
|---|---------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|----------------|
| <b>Nombre d'allocataires du RMI</b>                       | <b>51 410</b> | 21 286         | 49 930            | 26 095       | <b>97 311</b>   | 12 993         | 12 058   | 13 270  | 16 787     | <b>55 108</b>   | <b>203 829</b> |
| <b>Evolution 2008/2007 (en %)</b>                         | <b>-5,8</b>   | -5,1           | -2,3              | -1,0         | <b>-2,6</b>     | -0,9           | -0,6     | -3,6    | -4,2       | <b>-2,6</b>     | <b>-3,4</b>    |
| <b>Structure par âge (en %)</b>                           |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |
| < 25 ans  | <b>0,7</b>    | 1,3            | 2,1               | 1,8          | <b>1,9</b>      | 3,2            | 2,6      | 3,3     | 2,7        | <b>2,9</b>      | <b>1,9</b>     |
| 25-29 ans   | <b>15,4</b>   | 18,6           | 17,0              | 16,8         | <b>17,3</b>     | 19,5           | 22,1     | 18,2    | 17,8       | <b>19,2</b>     | <b>17,4</b>    |
| 30-39 ans   | <b>26,7</b>   | 28,1           | 29,7              | 28,8         | <b>29,1</b>     | 28,8           | 28,2     | 30,0    | 28,9       | <b>29,0</b>     | <b>28,4</b>    |
| 40-49 ans   | <b>25,3</b>   | 24,8           | 25,0              | 26,0         | <b>25,2</b>     | 24,2           | 22,7     | 25,3    | 24,4       | <b>24,2</b>     | <b>25,0</b>    |
| 50 ans ou +   | <b>31,9</b>   | 0,0            | 26,2              | 26,5         | <b>26,5</b>     | 24,3           | 24,4     | 23,1    | 26,2       | <b>24,6</b>     | <b>27,4</b>    |
| <b>Structure familiale (en %)</b>                         |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |
| Homme seul  | <b>50,0</b>   | 46,2           | 40,7              | 44,9         | <b>43,0</b>     | 37,9           | 47,2     | 38,8    | 38,3       | <b>40,2</b>     | <b>44,0</b>    |
| Femme seule   | <b>25,5</b>   | 22,0           | 17,6              | 19,8         | <b>19,2</b>     | 20,0           | 19,5     | 18,3    | 18,9       | <b>19,1</b>     | <b>20,8</b>    |
| Famille monoparentale                                     | <b>15,5</b>   | 20,3           | 25,1              | 22,2         | <b>23,2</b>     | 25,7           | 19,2     | 25,1    | 23,1       | <b>23,3</b>     | <b>21,3</b>    |
| Couple sans enfant  | <b>2,8</b>    | 2,6            | 3,3               | 2,9          | <b>3,0</b>      | 3,6            | 2,8      | 3,0     | 3,8        | <b>3,3</b>      | <b>3,1</b>     |
| Couple avec enfant(s)                                     | <b>6,1</b>    | 8,9            | 13,3              | 10,2         | <b>11,5</b>     | 12,8           | 11,3     | 14,9    | 15,9       | <b>13,9</b>     | <b>10,8</b>    |
| <b>Ancienneté dans le dispositif (en %)</b>               |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |
| Moins d'1 an  | <b>24,8</b>   | 24,4           | 21,8              | 22,6         | <b>22,6</b>     | 28,7           | 31,3     | 23,6    | 24,1       | <b>26,7</b>     | <b>24,3</b>    |
| De 1 à 4 ans  | <b>43,4</b>   | 43,4           | 43,3              | 42,9         | <b>43,2</b>     | 45,1           | 44,8     | 41,7    | 43,7       | <b>43,8</b>     | <b>43,4</b>    |
| 5 ans ou plus   | <b>31,8</b>   | 32,2           | 34,9              | 34,6         | <b>34,2</b>     | 26,1           | 23,9     | 34,7    | 32,2       | <b>29,6</b>     | <b>32,3</b>    |
| <b>Situation par rapport au logement (en %)</b>           |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |
| Logement autonome avec aide au logement                   | <b>46,9</b>   | 45,1           | 46,1              | 44,4         | <b>45,4</b>     | 44,1           | 39,4     | 38,4    | 41,5       | <b>40,9</b>     | <b>44,6</b>    |
| Hébergés gratuit, propriétaires...                        | <b>37,2</b>   | 44,7           | 42,3              | 43,0         | <b>43,0</b>     | 43,3           | 47,6     | 45,7    | 44,8       | <b>45,3</b>     | <b>42,2</b>    |
| Mal logés, SDF, en CHRS ...                               | <b>15,9</b>   | 10,2           | 11,6              | 12,5         | <b>11,5</b>     | 12,6           | 13,0     | 15,9    | 13,7       | <b>13,8</b>     | <b>13,2</b>    |
| <b>Foyers allocataires avec au moins un intéressement</b> |               |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                |
| RMI "payé" + intéressement (en %)                         | <b>7,3</b>    | 7,2            | 4,1               | 5,7          | <b>5,2</b>      | 7,1            | 8,0      | 7,6     | 5,8        | <b>7,0</b>      | <b>6,2</b>     |
| <b>Population (*) des foyers bénéficiaires du RMI</b>     | <b>76 198</b> | 35 167         | 97 245            | 45 731       | <b>178 143</b>  | 24 972         | 21 028   | 26 325  | 33 558     | <b>105 883</b>  | <b>360 224</b> |
| <b>en % de la population en 2006</b>                      | <b>3,5</b>    | 2,3            | 6,5               | 3,5          | <b>4,1</b>      | 2,0            | 1,5      | 2,2     | 2,9        | <b>2,1</b>      | <b>3,1</b>     |

Sources : Caisses d'Allocations Familiales d'Île-de-France, Insee Recensement de la population 2006

(\*) Il s'agit des allocataires du RMI augmentés des conjoints, enfants et autres personnes à charge pris en compte pour le calcul du RMI

## LES ALLOCATAIRES DES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES D'ÎLE-DE-FRANCE AU 31 DECEMBRE 2008

|  | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France    |
|--|----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|------------------|
| <b>Nombre d'allocataires</b>                                 | <b>395 172</b> | 249 153        | 294 580           | 219 294      | <b>763 027</b>  | 200 712        | 203 375  | 183 878 | 189 711    | <b>777 676</b>  | <b>1 935 875</b> |
| dont (en %)  |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                  |
| Isolés hommes  | <b>23,6</b>    | 14,9           | 16,0              | 15,1         | <b>15,4</b>     | 9,6            | 10,3     | 11,5    | 10,8       | <b>10,5</b>     | <b>15,1</b>      |
| Isolées femmes   | <b>27,6</b>    | 16,6           | 14,5              | 15,9         | <b>15,6</b>     | 11,6           | 11,5     | 11,3    | 11,9       | <b>11,6</b>     | <b>16,4</b>      |
| Couples sans enfants   | <b>5,9</b>     | 4,7            | 6,3               | 4,8          | <b>5,3</b>      | 3,9            | 3,8      | 3,7     | 4,6        | <b>4,0</b>      | <b>4,9</b>       |
| Familles monoparentales (*)                                  | <b>12,3</b>    | 15,7           | 19,3              | 17,9         | <b>17,7</b>     | 17,0           | 14,6     | 17,1    | 17,6       | <b>16,6</b>     | <b>16,1</b>      |
| Couples avec 1 ou 2 enfant(s)                                | <b>22,7</b>    | 35,6           | 30,2              | 34,4         | <b>33,2</b>     | 42,7           | 42,7     | 41,8    | 39,1       | <b>41,6</b>     | <b>34,4</b>      |
| Couples avec 3 enfants ou +                                  | <b>8,1</b>     | 12,5           | 13,7              | 11,9         | <b>12,8</b>     | 15,2           | 17,2     | 14,7    | 16,0       | <b>15,8</b>     | <b>13,0</b>      |
| <b>Part de la population couverte (**) par la CAF (en %)</b> | <b>40,6</b>    | 46,0           | 56,2              | 47,7         | <b>50,0</b>     | 50,2           | 47,3     | 48,3    | 51,6       | <b>49,3</b>     | <b>47,9</b>      |

Sources : Caisses d'Allocations Familiales d'Île-de-France, Insee Recensement de la population 2006

(\*) y compris les femmes enceintes sans enfant

(\*\*) Il s'agit des allocataires des CAF plus les conjoints, enfants, et autres personnes à charge, rapportés au recensement de la population 2006 de l'INSEE

### Définition

**Allocataires:** il s'agit des bénéficiaires d'une ou plusieurs prestations versées par les Caisses d'Allocations Familiales pour décembre 2008, ou ayant perçu, entre avril et septembre, une allocation de garde d'enfant à domicile ou une aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, ou ayant reçu une allocation pour la rentrée scolaire 2008/2009 ou ayant perçu entre juillet et décembre une prime à la naissance de la Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). En outre sont intégrés les bénéficiaires d'un contrat aidé ou d'un dispositif de retour à l'emploi même s'ils ne sont pas bénéficiaires de prestations versées par la Caf.

Sont considérés ici comme enfants à charge, au sens des prestations familiales, les enfants de moins de 20 ans à condition s'ils travaillent au delà de 16 ans, de percevoir une rémunération inférieure à 55 % du SMIC.

## LES ALLOCATAIRES À BAS REVENUS AU 31 DÉCEMBRE 2008 SOUS LE SEUIL DE 903€ PAR UC (60% DE LA MÉDIANE)

### Commentaires

Le seuil de bas revenus est fixé à 903€ par mois par unité de consommation pour l'année observée. Environ 566 600 allocataires franciliens sont considérés à bas revenus et la population vivant dans ces foyers atteint 1,375 million de personnes dont 590 100 ont moins de 20 ans.

Du fait des nouvelles modalités d'acquisition des ressources des allocataires mises en œuvre cette année par les Caf (transmission électronique des revenus par la direction générale des impôts), des revenus de foyers allocataires avec des ressources modestes ont été connus avec retard. Ces allocataires ne peuvent pas apparaître parmi les foyers allocataires à bas revenus. De ce fait, aucune comparaison avec les données de l'année précédente ne peut donc être effectuée.

A peine un tiers des foyers allocataires à bas revenus vivent en couple qui, en grande majorité, ont des enfants à charge. Parmi ceux qui ne vivent pas en couple, il y a plus souvent des femmes que des hommes. Celles-ci étant en majorité à la tête d'une famille monoparentale alors que pour les hommes, cette situation est plutôt exceptionnelle.

Un peu plus d'un foyer à bas revenus sur deux ne perçoit aucun minimum social de la Caf. Un tiers perçoit le RMI.

La part de la population francilienne vivant dans un foyer allocataire à bas revenus s'élève à 12%. Les disparités entre départements sont toujours aussi fortes : la proportion varie de 7,5% dans les Yvelines, le département le plus préservé à 21,7% en Seine-Saint-Denis, le plus fragilisé de ce point de vue.

L'âge est un facteur de fragilité économique puisque les enfants de moins de 20 ans sont 20% à vivre dans un foyer allocataire à bas revenus. Il faut noter cependant que la méthodologie employée pour déterminer le montant du Ruc écarte des catégories de personnes dont celles de 65 ans ou plus. Les écarts entre départements suivent les caractéristiques déjà observées. Un tiers des jeunes Sequano-Dionysiens vivent sous le seuil des bas revenus, ce qui montre une situation particulièrement dégradée. Dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, où les jeunes sont aussi davantage exposés à la pauvreté que la moyenne, ils sont 21% dans cette situation.

Environ six foyers allocataires à bas revenus sur dix sont aidés pour leur logement par une prestation spécifique. La situation est à peu près la même dans tous les départements.

**LES ALLOCATAIRES À BAS REVENUS AU 31 DÉCEMBRE 2008 SOUS LE SEUIL DE 903€ PAR UC (60% DE LA MÉDIANE)****Définitions**

Le seuil des bas revenus de référence est calculé par l'INSEE qui l'établit à 60% du revenu disponible médian par unité de consommation, avant impôt, de la population enquêtée lors de l'enquête revenus fiscaux et sociaux (hors les personnes de 65 ans ou plus). L'échelle d'équivalence pour déterminer le nombre d'unités de consommation est inchangée. Compte tenu des délais de mise à disposition de l'enquête revenus fiscaux et sociaux, le seuil pour l'année n disponible l'année n+1, calculé à partir de la dernière enquête est estimé en appliquant l'évolution de l'indice des prix de l'année n.

Le nombre d'unités de consommation des foyers allocataires est obtenu en appliquant les coefficients de pondération suivants:

- 1 pour le premier adulte (l'allocataire) ;
- + 0,5 par adulte supplémentaire et enfant de 14 ans ou plus ;
- + 0,3 par enfant de moins de 14 ans ;
- + 0,2 pour une famille monoparentale.

Les ressources sont appréciées à partir des revenus annuels déclarés par l'allocataire et son conjoint ou concubin éventuel. Ces revenus sont ramenés par mois et augmentés du montant des prestations versées par la Caf perçues pour le mois de décembre. La prime à la naissance de la PAJE (Prestation d'accueil au jeune enfant) est prise en compte pour un neuvième si elle a été perçue entre juillet et décembre et l'allocation de rentrée scolaire pour un douzième.

**Pour des raisons méthodologiques**, les allocataires étudiants sans enfant et percevant seulement une aide au logement, les allocataires de 65 ans ou plus et ceux dont le conjoint est âgé de 65 ans ou plus sont exclus de l'approche revenus.

**Le nouveau seuil des bas revenus pour les allocataires figurant dans le fichier au 31/12/2008**

Le seuil de bas revenus à 60% de la médiane est de 903€ par unité de consommation, pour les revenus 2007 figurant dans les fichiers des allocataires au 31/12/2008. Il correspond au seuil calculé à partir de l'ERF 2004 "corrigé" de l'évolution de l'indice des prix entre 2004 et 2007.

A titre indicatif, un couple ayant deux enfants de moins de 14 ans est à bas revenus si ses ressources mensuelles sont inférieures à 1 896€. Si les deux enfants ont plus de 14 ans, les ressources mensuelles doivent être inférieures à 2 258€.

## LES ALLOCATAIRES À BAS REVENUS AU 31 DÉCEMBRE 2008 SOUS LE SEUIL DE 903€ PAR UC (60% DE LA MÉDIANE)

|   | Paris          | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France    |
|---|----------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|------------------|
| <b>Nombre d'allocataires à bas revenus</b>                  | <b>123 241</b> | 63 827         | 122 551           | 66 988       | <b>253 366</b>  | 47 766         | 42 167   | 45 232  | 54 846     | <b>190 011</b>  | <b>566 618</b>   |
| dont (en %)   |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                  |
| Hommes isolés   | <b>32,8</b>    | 26,7           | 22,7              | 25,8         | <b>24,5</b>     | 18,9           | 24,4     | 21,5    | 18,9       | <b>20,7</b>     | <b>25,0</b>      |
| Femmes isolées  | <b>24,2</b>    | 18,8           | 13,7              | 16,0         | <b>15,6</b>     | 14,8           | 16,1     | 14,0    | 13,4       | <b>14,5</b>     | <b>17,1</b>      |
| Hommes isolés avec enfant(s)                                | <b>0,8</b>     | 1,2            | 1,1               | 1,4          | <b>1,2</b>      | 1,5            | 1,3      | 1,4     | 1,3        | <b>1,4</b>      | <b>1,2</b>       |
| Femmes isolées avec enfant(s)                               | <b>17,9</b>    | 24,1           | 25,0              | 25,2         | <b>24,8</b>     | 30,6           | 25,7     | 28,7    | 26,6       | <b>27,9</b>     | <b>24,4</b>      |
| Couples sans enfants  | <b>7,3</b>     | 6,4            | 6,5               | 5,5          | <b>6,2</b>      | 5,3            | 6,1      | 5,2     | 5,9        | <b>5,6</b>      | <b>6,2</b>       |
| Couples avec 1 ou 2 enfant(s)                               | <b>11,6</b>    | 15,7           | 19,4              | 17,1         | <b>17,9</b>     | 18,4           | 16,9     | 18,7    | 20,3       | <b>18,7</b>     | <b>16,8</b>      |
| Couples avec 3 enfants ou +                                 | <b>5,4</b>     | 7,1            | 11,6              | 9,0          | <b>9,8</b>      | 10,5           | 9,5      | 10,5    | 13,6       | <b>11,2</b>     | <b>9,3</b>       |
| dont percevant : (en %)                                     |                |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |                  |
| RMI (1)   | <b>39,1</b>    | 31,3           | 39,0              | 37,0         | <b>36,5</b>     | 30,0           | 26,7     | 28,1    | 29,3       | <b>27,5</b>     | <b>34,1</b>      |
| API (2)   | <b>3,0</b>     | 4,1            | 5,3               | 4,4          | <b>4,7</b>      | 7,0            | 4,3      | 5,5     | 5,2        | <b>5,3</b>      | <b>4,5</b>       |
| AAH (3)   | <b>8,2</b>     | 9,2            | 6,6               | 7,6          | <b>7,5</b>      | 10,7           | 10,4     | 9,6     | 7,8        | <b>9,1</b>      | <b>8,2</b>       |
| Aucun minimum versé par la CAF                              | <b>49,7</b>    | 55,4           | 49,1              | 51,0         | <b>51,2</b>     | 59,4           | 58,6     | 56,9    | 57,7       | <b>58,1</b>     | <b>53,2</b>      |
| Une aide au logement  | <b>62,0</b>    | 63,0           | 60,9              | 59,9         | <b>61,1</b>     | 61,0           | 60,3     | 58,2    | 59,2       | <b>59,7</b>     | <b>60,8</b>      |
| <b>Population (*) des foyers allocataires à bas revenus</b> | <b>242 499</b> | 144 023        | 323 569           | 162 477      | <b>630 069</b>  | 126 401        | 104 193  | 118 884 | 152 659    | <b>502 137</b>  | <b>1 374 705</b> |
| <b>en % de la population en 2006</b>                        | <b>11,1</b>    | 9,4            | 21,7              | 12,5         | <b>14,6</b>     | 9,9            | 7,5      | 9,9     | 13,2       | <b>10,0</b>     | <b>11,9</b>      |
| dont enfants de moins de 20 ans                             | <b>83 702</b>  | 58 094         | 146 005           | 70 082       | <b>274 181</b>  | 59 261         | 45 862   | 55 073  | 71 975     | <b>232 171</b>  | <b>590 054</b>   |
| <b>en % des moins de 20 ans en 2006</b>                     | <b>19,5</b>    | 15,0           | 33,4              | 20,8         | <b>23,6</b>     | 16,2           | 11,8     | 16,5    | 21,3       | <b>16,3</b>     | <b>19,5</b>      |

Sources : Caisses d'Allocations Familiales d'Île-de-France, Insee Recensement de la population 2006

(1) Revenu Minimum d'Insertion, (2) Allocation de Parent Isolé, (3) Allocation aux Adultes Handicapés

(\*) Il s'agit des allocataires à bas revenus augmentés des conjoints, enfants, et autres personnes à charge

Santé

## Commentaires

Fin 2008, la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) pour les trois principaux régimes d'assurance maladie concerne 668 927 personnes, soit 5,8 % de la population francilienne. Cette proportion est similaire à celle de la métropole malgré des disparités départementales. La part de la population bénéficiaire de la CMU-C est de 3,3% dans les Yvelines, une des plus basses de métropole, contre 7,9% à Paris et 10,2 % en Seine-Saint-Denis. Ce département fait partie des six départements métropolitains où la part de la population bénéficiaire de la CMU-C dépasse 10 %. Près d'un jeune Francilien de moins de 20 ans sur dix (8,9 %) bénéficie de la CMU-C. Il s'agit essentiellement des ayants droit (enfants) de personnes âgées de 20 à 59 ans. La CMU-C est donc perçue en majorité par des familles. En 2008, les effectifs de bénéficiaires ont diminué de 9,8% en Ile-de-France contre 5 % en France métropolitaine.

L'Aide complémentaire santé (ACS) s'intéresse d'avantage que la CMU C aux personnes âgées de 60 ans et plus. Elle concerne notamment les bénéficiaires de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), dont le montant dépasse légèrement le plafond de la CMU C. Les nouvelles mesures intégrées à la loi HPST, en faisant baisser le reste à charge pour les personnes plus de 60 ans, devraient leur permettre de souscrire encore plus facilement un contrat auprès d'un organisme de complémentaire santé. On estime que 75 % des attestations d'ACS délivrées sont utilisées par les bénéficiaires. Par contre, le nombre de demandeurs d'attestations reste très inférieur au nombre de bénéficiaires potentiels, malgré une forte progression, en 2008, liée à différentes campagnes d'information.

## Définitions

La **Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)** permet de bénéficier gratuitement de la prise en charge de la part des frais médicaux non remboursée par l'Assurance maladie. Elle est attribuée aux bénéficiaires du RMI ou sous condition de ressources et de résidence. Les dossiers d'attribution sont instruits par les régimes obligatoires d'assurance maladie. Les droits ouverts peuvent être gérés, au choix du bénéficiaire, soit par le régime obligatoire d'appartenance soit par un organisme de complémentaire maladie.

L'**Aide complémentaire santé (ACS)** s'adresse aux personnes dont les revenus dépassent le plafond de la CMU-C dans la limite de + 20 %. Une aide financière est apportée, définie par tranche d'âge, afin de permettre aux personnes concernées de souscrire un contrat auprès d'un organisme complémentaire santé. Le bénéficiaire, après instruction de sa demande par son régime obligatoire, reçoit une attestation qu'il fait valoir auprès de l'organisme de son choix.

## LES BENEFICIAIRES DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE COMPLEMENTAIRE (CMU-C) ET NOMBRE D'ATTESTATIONS D'AIDE COMPLEMENTAIRE SANTE (ACS) DELIVREES AU 31 DECEMBRE 2008

|   | Paris   | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|---|---------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Total des bénéficiaires de la CMU complémentaire                    | 171 331 | 61 560         | 152 695           | 69 532       | 283 787         | 48 742         | 45 653   | 53 832  | 65 582     | 213 809         | 668 927       |
| Rapport CMU-C/population au 1 <sup>er</sup> janvier 2006            | 7,9%    | 4,0%           | 10,2%             | 5,4%         | 6,6%            | 3,8%           | 3,3%     | 4,5%    | 5,7%       | 4,3%            | 5,8%          |
| Total d'attestations d'aide complémentaire santé délivrées          | 9 476   | 10 370         | 14 386            | 10 199       | 34 955          | 9 142          | 8 205    | 7 672   | 7 634      | 32 653          | 77 084        |
| Rapport Attestations ACS/population au 1 <sup>er</sup> janvier 2006 | 0,4%    | 0,7%           | 1,0%              | 0,8%         | 0,8%            | 0,7%           | 0,6%     | 0,6%    | 0,7%       | 0,6%            | 0,7%          |

Sources : CNAMTS, RSI, MSA, Insee Recensement de la population 2006

## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES DE LA CMU-C ET D'ATTESTATIONS D'ACS AU 31 DÉCEMBRE 2008

| Dispositif         | Moins de 25 ans | De 25 à moins de 60 ans | 60 ans et plus |
|--------------------|-----------------|-------------------------|----------------|
| CMU-C              | 47,0%           | 46,9%                   | 61,0%          |
| Attestations d'ACS | 41,3%           | 43,4%                   | 15,2%          |

Source : CNAMTS

## LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE MÉDICALE DE L'ETAT

### Commentaires

Le nombre de bénéficiaires de l'Aide Médicale d'Etat est de 184 450 en France métropolitaine, dont près de 137 000 en Ile-de-France. Après le fléchissement constaté entre 2006 et 2007, une hausse du nombre des bénéficiaires est observée pour l'année 2008. Cette augmentation est légèrement plus sensible en Ile-de-France qu'au niveau national (+10% contre +9,7%).

Plus de 3 bénéficiaires sur 4 résident en Ile-de-France (dont 34,2% à Paris et 19,8% en Seine-Saint-Denis). La proportion de ceux habitant Paris se réduit alors qu'elle progresse en Seine-Saint-Denis.

### Définitions

L'Aide Médicale de l'Etat est accordée aux personnes résidant de façon permanente en France, mais ne remplissant pas la condition de régularité de séjour. Elle ne concerne pas les demandeurs d'Asile (à qui est accordée la CMU en attendant qu'il soit statué sur leur demande) ni les personnes de passage qui sont sous la protection maladie de leur pays de résidence (notamment sous visa touristique).

Sont concernés des primo- arrivants en situation irrégulière, mais surtout des personnes qui ont perdu la condition de régularité de séjour (déboutés du droit d'Asile, titres de séjour non renouvelés). L'aide médicale issue de la loi du 1/1/2000 a permis à ces personnes d'accéder aux soins, ce qui se justifie autant pour des raisons humanitaires que pour des raisons de santé publique.

Le service de cette prestation est assuré par les Caisses d'assurance maladie du régime général qui agissent pour le compte de l'Etat. L'AME est accordée au demandeur et sa famille pour un an. Elle prend en charge les soins hospitaliers et les soins de ville.

## LES BENEFICIAIRES (ASSURES ET AYANTS DROIT) DE L'AIDE MEDICALE DE L'ETAT (AME) AU 31 DECEMBRE 2008

|              | Paris  | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--------------|--------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Assurés      | 48 038 | 7 016          | 25 539            | 9 344        | 41 899          | 3 204          | 2 992    | 4 850   | 5 162      | 16 208          | 106 145       |
| Ayant droits | 13 612 | 1 798          | 10 213            | 3 206        | 15 217          | 1 263          | 583      | 1 594   | 1 279      | 4 719           | 33 548        |
| Total        | 61 650 | 8 814          | 35 752            | 12 550       | 57 116          | 4 467          | 3 575    | 6 444   | 6 441      | 20 927          | 139 693       |

Source : URCAM

## LES CAS DÉCLARÉS DE SATURNISME EN 2007 ET 2008

### Commentaires

En 2008, 143 nouveaux mineurs sont atteints de saturnisme en Ile-de-France. Comme en 2007, ces chiffres montrent une nette diminution (-33%) par rapport à l'année précédente. Cependant, elle est contrastée au sein de la région. Sur Paris, département où le nombre de cas déclarés est le plus important, le chiffre augmente d'environ 10%. Il reste stable et négligeable sur 3 départements de la grande couronne et il fléchit ailleurs, notamment en petite couronne où la baisse dépasse les 50%, en particulier en Seine-Saint-Denis (-57%), département concerné par un quart des cas.

### Définitions

Le saturnisme désigne les conséquences pathologiques de l'intoxication par les sels de plomb. S'accumulant dans l'organisme, le plomb perturbe les fonctions neurologiques, rénales et hématologiques. A très forte dose, l'intoxication peut être fatale.

La plombémie est une mesure du plomb dans le sang qui permet de mettre en évidence la maladie. Le cas de saturnisme est défini par une plombémie supérieure à 100  $\mu\text{g/l}$ .

Les symptômes sont peu spécifiques: le dépistage et la mobilisation des équipes médicales sont indispensables pour mettre en évidence les nouveaux cas.

## LES NOUVEAUX CAS DE SATURNISME CHEZ DES ENFANTS MINEURS SIGNALÉS A LA DDASS

|                     | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|---------------------|-------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| 2008                | 71    | 20             | 36                | 4            | 60              | 1              | 2        | 2       | 7          | 12              | 143           |
| 2007                | 65    | 33             | 83                | 17           | 133             | 1              | 2        | 0       | 12         | 15              | 213           |
| Evolution 2007-2008 | 9,2%  | -39,4%         | -56,6%            | -76,5%       | -54,9%          | 0,0%           | 0,0%     | -       | -41,7%     | -20,0%          | -32,9%        |

Source : DRASSIF

## LES CAS DE TUBERCULOSE DECLARES EN 2007

|   | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France | France métropolitaine |
|---|-------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|-----------------------|
| Nouveaux cas déclarés                         | 600   | 184            | 457               | 174          | 1 415           | 134            | 146      | 163     | 209        | 652             | 2 067         | 5 439                 |
| Nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants | 27,5  | 12,0           | 30,6              | 13,4         | 32,7            | 10,5           | 10,5     | 13,6    | 18,1       | 13,0            | 17,9          | 8,9                   |

Sources : DRASSIF, Insee Recensement de la population 2006

## Commentaires

Les résultats présentés concernent les cas de tuberculose maladie déclarés au cours de l'année 2007. En effet, cette maladie fait partie des 30 maladies à déclaration obligatoire, pour lesquelles les biologistes et les médecins sont tenus de transmettre à la Direction Départementale des Affaires (DDASS) des informations concernant les personnes chez lesquelles ils ont diagnostiqué ces maladies.

En 2007, 2 067 cas de tuberculose, soit 38 % des cas Français ont été déclarés en Ile-de-France et 3 378 dans le reste de la France métropolitaine. L'Ile-de-France avait un taux d'incidence 2 fois supérieur à la moyenne nationale hors Ile-de-France (17,9 pour 100 000 habitants versus 8,9 pour 100 000 habitants). On observe une grande disparité au sein de la région. Ainsi, Paris et la Seine-Saint-Denis regroupent à eux seuls plus de 50% des cas.

De 2000 à 2006, l'incidence en Ile-de-France a diminué régulièrement, le nombre de cas déclarés est passé de 3 092 cas en 2000 à 1 970 en 2006. En 2007, cette décroissance semble s'estomper, les données 2008 permettront d'apprécier si cette tendance tend à se confirmer ou non.

## Définitions

La tuberculose est une maladie contagieuse, due au bacille de Koch (*Mycobacterium tuberculosis*). Cet agent infectieux est transmis par voie aérienne, via des gouttelettes contaminées par la bactérie en suspension dans l'air provenant des malades. L'inhalation d'un petit nombre de gouttelettes contaminées suffit à infecter un individu. Une personne tuberculeuse non traitée peut infecter de 10 à 15 personnes en moyenne chaque année. Les déplacements de population (voyageurs, réfugiés de guerre, sans-abri des pays industrialisés) ont largement contribué ces 40 dernières années à la dissémination de la maladie sur la planète.

Urgence Sociale

## INTRODUCTION

Ce chapitre sur l'urgence sociale s'organise de la manière suivante.

Il s'ouvre sur des données concernant les dispositifs globaux d'accueil des populations en difficulté, sur les indicateurs de veille sociale durant l'hiver 2008-2009 et sur des études plus spécifiques portant sur les caractéristiques de ces populations :

- les résultats issus des données du 115 de Paris sur les personnes en contact avec le 115 de Paris et les EMA (Equipes Mobiles d'Aide) du samusocial de Paris
- les données du Secours Catholique sur les situations rencontrées.

Un autre aspect de l'exclusion sociale est évoqué ensuite avec les données du Collectif "Les Morts de la Rue".

Compte tenu de la croissance importante du nombre de familles demandeuses d'asile dans les structures d'accueil depuis cinq ans, il a semblé intéressant de diffuser des statistiques sur le nombre de demandeurs d'asile ainsi que de publier des données sur leurs profils.

Cependant, les données présentées ne rendent qu'imparfaitement compte de l'ensemble des dispositions prévues dans le dispositif d'accueil d'urgence. Il faudrait mentionner :

- les accueils de jour ;
- les actions de restauration et les distributions alimentaires. Lors de la dernière campagne, les Restos du cœur ont accueilli 139 420 personnes et distribué 17 900 000 repas en Ile-de-France dont 4 730 000 en Seine-Saint-Denis et 3 840 000 à Paris. Par rapport à la campagne 2007-2008, 11% de repas en plus ont été ainsi attribués dans la région. En Seine-Saint-Denis, l'augmentation est de 19% et de 9% à Paris.
- les actions de maraude pour aller à la rencontre des personnes sans abri ;
- les consultations médicales organisées par le secteur associatif.

## LE DISPOSITIF D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT POUR POPULATION EN DIFFICULTE

### 1- Description

Le dispositif regroupe deux grands types d'hébergement : un dispositif général et un dispositif spécifique aux demandeurs d'asile.

Le dispositif général regroupe ainsi:

- les Centres d'Hébergement d'Urgence (CHU) qui offrent un hébergement pour une ou plusieurs nuits selon l'organisation retenue par l'association. La plupart du temps, ces centres sont en lien avec un service social et s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif départemental coordonné et régulé par le 115. Ils ne sont pas conventionnés à l'aide sociale et peuvent être ouverts toute l'année ou seulement pendant la période hivernale;
- les places d'urgence en hôtels;
- les Centres d'hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), établissements sociaux (publics ou privés) financés par l'aide sociale de l'Etat (crédits DDASS). Ils accueillent "les personnes et familles qui connaissent de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale" (loi du 29 juillet 1998). Des actions d'insertion par l'activité économique sont également développées dans ces centres;
- l'Allocation Logement Temporaire (ALT) : les places mobilisées avec l'ALT sont destinées aux personnes défavorisées pour des durées de séjour limitées et dans l'urgence qui sont exclues des aides personnelles au logement ou qui ne sont pas hébergées dans les CHRS. L'ALT est versée par les CAF aux associations et aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale;
- les places dans les Centres Provisoires d'hébergement (CPH) qui sont destinées aux personnes ayant le statut de réfugié ;
- les places de stabilisation ;
- les places en maison relais.

Le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile recouvre différentes formes d'hébergement :

- les places en Centres d'Accueil des Demandeurs d'asile (pré-CADA et CADA, les deux types d'hébergement ne renvoyant pas au même encadrement social pour les personnes hébergées). Ces centres accueillent les personnes étrangères (sans logement, sans moyen financier ni ressource) arrivées en France qui demandent le statut de réfugié. Dans l'attente de la reconnaissance du statut, un hébergement spécifique peut leur être offert;
- l'Accueil d'Urgence des Demandeurs d'Asile (AUDA) : dispositif temporaire spécifique d'accueil d'urgence des demandeurs d'asile mis en place fin 2000 pour attribuer les places des anciens foyers SONACOTRA aux demandeurs d'asile;
- l'hébergement d'urgence en hôtels;

En Ile-de-France, des plateformes particulières ont été mises en place pour l'accueil des familles demandeuses d'asile : la CAFDA sur Paris, l'AFTAM sur le 93 et FTDA sur le 94 ont la responsabilité de ces plateformes.

### 2- Orientations stratégiques relatives à la politique de l'hébergement

En novembre 2008, dans la lignée de la Conférence Régionale de l'Hébergement et du rapport PINTE, le Groupe Opérationnel de Coordination de l'Hébergement d'Urgence (GOCHU) a été mis en place. Il rassemble plusieurs structures impliquées dans l'hébergement d'urgence: Samu social, Fnars et associations gestionnaires du 115 et de centres d'accueil ainsi que la DRASS Ile de France et les DDASS de la région. Il constitue "une première pierre de la modernisation engagée" de l'hébergement d'urgence.

## LE DISPOSITIF D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT POUR POPULATION EN DIFFICULTE (SUITE)

L'objectif de ce groupe est d'élaborer des propositions visant à une adéquation optimum de l'offre d'hébergement disponible et des demandes adressées au numéro d'appel 115, une meilleure connaissance des publics et une amélioration globale du dispositif d'urgence et de veille sociale en Ile-de-France.

Il a remis ses propositions à la ministre du Logement en mai 2009 prévoyant notamment la mise en œuvre avant l'hiver d'un système d'information partagé du numéro d'urgence 115. Il propose également la mutualisation de la gestion des nuitées hôtelières à Paris et dans la petite couronne, la mise en place dans chaque département de commissions d'admission spécifiques aux personnes "très désocialisées" et le renforcement des équipes de maraude. Ces mesures doivent également entrer en vigueur pour l'hiver 2009-2010.

Aujourd'hui, le GOCHU a vocation à se poursuivre par la mise en œuvre des orientations retenues au titre de la refondation du dispositif d'hébergement et d'accès au logement annoncée par le secrétaire d'Etat au Logement en septembre 2009.

Le dispositif d'hébergement doit dorénavant s'inscrire dans une logique « logement d'abord ». Un objectif chiffré de 30% de sorties des centres d'hébergement vers le logement d'ici la fin de l'année a été fixé à l'ensemble des Préfets de France. Cet objectif est particulièrement ambitieux pour l'Ile-de-France et nécessite la mobilisation de tous et de toutes les solutions de logement.

En Ile-de-France, plus de 8 000 personnes sont, chaque jour, hébergées dans des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ou des centres de stabilisation. Près d'un quart d'entre eux sont en mesure d'accéder pourtant à un logement.

C'est ainsi que le Préfet de région a passé convention avec 11 associations pour prendre à bail dans les mois qui viennent 1 900 logements du parc privé et les proposer à des ménages sortant de structures. Ces ménages seront accompagnés socialement pendant 18 mois jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité d'obtenir un logement plus pérenne. Cet objectif permettrait de reloger près de 4 000 personnes et ainsi d'accueillir dans les dispositifs d'hébergement de nouvelles personnes en grande fragilité.

LE DISPOSITIF D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT POUR POPULATION EN DIFFICULTE, NOMBRE DE PLACES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009 ET AU 30 SEPTEMBRE 2009

|  | Paris  | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France |
|--|--------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|
| Places d'insertion en CHRS   | 3 031  | 665            | 818               | 461          | 1 944           | 489            | 397      | 442     | 320        | 1 648           | 6 623         |
| Places d'urgence en CHRS   | 209    | 296            | 169               | 158          | 623             | 62             | 154      | 79      | 130        | 425             | 1 257         |
| Places en centre d'hébergement d'urgence   | 1 595  | 73             | 227               | 280          | 580             | 199            | 263      | 156     | 392        | 1 010           | 3 185         |
| Places d'urgences en hôtel   | *      | 350            | 255               | 99           | 704             | 50             | 55       | 166     | 89         | 360             | 1 064         |
| Places de stabilisation hors CHRS  | 2 144  | 194            | 380               | 164          | 738             | 18             |          |         | 42         | 60              | 2 942         |
| Places de stabilisation en CHRS  | 801    | 60             |                   | 55           | 115             | 179            | 159      | 198     | 88         | 624             | 1 540         |
| Places en maisons relais   | 470    | 135            | 139               | 81           | 355             | 34             | 47       | 46      | 65         | 192             | 1 017         |
| Allocation logement temporaire   |        |                |                   |              |                 |                |          |         |            |                 |               |
| Nombre de places   | 2 473  | 865            | 1 195             | 859          | 2 919           | 776            | 696      | 984     | 721        | 3 177           | 8 569         |
| Hébergement des demandeurs d'asile**   | 3 522  | 279            | 508               | 669          | 1 456           | 511            | 461      | 510     | 542        | 2 024           | 7 002         |
| <i>dont places en CADA</i>   | 410    | 269            | 414               | 469          | 1 152           | 465            | 409      | 451     | 530        | 1 855           | 3 417         |
| CPH (Centre Provisoire d'Hébergement), pour personnes ayant le statut de réfugié | 220    | 0              | 0                 | 100          | 100             | 26             | 0        | 60      | 0          | 86              | 406           |
| Total places   | 14 465 | 2 917          | 3 691             | 2 926        | 9 534           | 2 344          | 2 232    | 2 641   | 2 389      | 9 606           | 33 605        |

Source : DDASS-DRASSIF

\* A Paris, 7 279 places d'hôtel étaient réservées majoritairement pour l'hébergement des familles de déboutés du droit d'asile, non prises en compte dans le tableau

\*\* Données au 30 septembre 2009

## L'ACTIVITE DES 115

Le 115 est un numéro d'urgence accessible à toute personne à la rue à la recherche d'un hébergement d'urgence ou en demande d'informations sur les droits et prestations mis à la disposition des plus démunis.

La gestion des 115 est propre à chaque département. En Ile-de-France, elle est confiée aux structures suivantes:

Paris: Samusocial de Paris  
Seine-et-Marne: La Rose des Vents  
Yvelines: Agir Combattre Réunir (ACR)  
Essonne: Croix Rouge Française  
Hauts-de-Seine: CASH  
Seine-Saint-Denis: Interlogement 93  
Val-de-Marne: Croix Rouge Française  
Val d'Oise: Espérer 95

Acteur du dispositif de veille sociale contenu dans la Loi de Lutte Contre les Exclusions du 29 juillet 1998, le 115 remplit 3 missions :

- **Accueillir, écouter, informer, orienter, par téléphone, ceux qui s'adressent à lui**

Cette première mission est la fonction centrale du 115. Il doit apporter une réponse **immédiate** (ou, au moins, rapide), **inconditionnelle** et respecter l'**anonymat** du demandeur, si ce dernier le souhaite. Pour fournir ces réponses, le 115 doit être informé, quotidiennement, voire en temps réel, des places d'hébergement disponibles sur l'ensemble du département.

- **Etre un lieu d'observation de la demande**

Cette mission suppose que le 115 :

- organise la saisie des demandes qu'il a reçues, de leurs principales caractéristiques et des orientations qu'il a effectuées
- traite et analyse ces informations, produise des données statistiques pour mieux connaître, suivre les demandes et adapter les réponses

Les informations collectées et traitées par le 115 sont essentielles pour le dispositif de veille sociale et pour son pilotage par les services de l'Etat.

- **Constituer un élément de coordination de l'offre d'urgence sur le département**

Le 115 réalise cette mission par :

- la régulation quotidienne des places d'hébergement ;
- des missions plus larges de coordination, d'animation et de développement du réseau de l'urgence.

## LE DISPOSITIF DE VEILLE SOCIALE

### Commentaires

Les résultats présentés dans les tableaux de la page suivante traduisent la mobilisation sans précédent de la campagne hivernale 2008-2009.

Dès le début de l'hiver, des tensions ont été observées dans plusieurs départements. En particulier, dans la journée du 4 novembre 2008 et la nuit suivante, 908 personnes sur 1 526 demandeurs ont pu être hébergées. 242 n'ont pu l'être faute de places dont 177 à Paris.

Face à ce constat, d'importantes capacités ont donc été mobilisées dès le début de l'hiver. 1 973 places de renfort hivernal et plus de 3 000 places de renfort exceptionnel (correspondant à la mobilisation potentielle de places type gymnases par exemple) ont été identifiées pour permettre de répondre à la demande.

Ce qui a eu pour conséquence qu'au plus fort de l'hiver, alors que les capacités mobilisées étaient les plus importantes, les demandes non satisfaites par manque de place ont été faibles. Ainsi, dans la nuit du 4-5 janvier 2009, seules 4 personnes n'ont pu avoir d'hébergement faute de places. 67 ayant refusé l'hébergement proposé.

A la fin de la période hivernale, compte tenu du nombre de places mobilisées de novembre à mars et du taux d'occupation élevé, les Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales, ont programmé une sortie du plan hiver lente et progressive. Dans la journée du 24 mars et la nuit suivante, 1 230 personnes sur 1 765 ont ainsi vu leur demande satisfaite.

Certaines demandes n'aboutissent pas à une acceptation ou un refus d'hébergement. Ce sont principalement celles de personnes recourant finalement à des solutions personnelles, ne se présentant pas au lieu indiqué, ne rappelant pas alors que la place est réservée, orientées vers des services sociaux ou hôpitaux, ou transférées vers une autre plate-forme. C'est le cas pour 332 personnes dans la journée du 4 janvier.

### MÉTHODOLOGIE :

Au cours de la période hivernale, des indicateurs de veille sociale sont collectés, chaque semaine durant la journée du mardi et la nuit du mardi au mercredi. Ils sont ensuite transmis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales via les Directions Départementales.

Ces indicateurs ont été définis dans le cadre d'un travail de partenariat mené avec les 115 et les Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales. Il s'agissait de disposer d'un socle commun de remontées d'information qui rendait possible les comparaisons interdépartementales et l'agrégation régionale.

Les indicateurs choisis pour être mis à disposition pour la 1ère fois dans ce recueil sont les suivants:

- nombre d'appels servis par les écoutants: nombre d'appels ayant donné lieu à une conversation
- nombre total de personnes demandant un hébergement
- nombre de personnes dont la demande a été satisfaite
- nombre de personnes dont la demande n'a pas été satisfaite
  - dont nombre de refus
  - dont nombre de places manquantes
- nombre de personnes dont la demande a eu une autre issue

Les journées retenues sont les suivantes: 4 novembre 2008, 4 janvier 2009 et 24 mars 2009; soit en début de campagne hivernale, lors de la période de froid et en fin de campagne.

## INDICATEURS DE VEILLE SOCIALE POUR LA JOURNÉE DU 4 NOVEMBRE 2008 ET LA NUIT DU 4 AU 5 NOVEMBRE

|  | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Ile-de-France |
|--|-------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|
| Nombre d'appels servis par les écoutants                   | 1 099 | 98             | 265               | 777          | 249            | 156      | 152     | 153        | 2 949         |
| Nombre total de personnes demandant un hébergement         | 560   | 146            | 151               | 298          | 141            | 54       | 72      | 104        | 1 526         |
| Nombre de personnes dont la demande a été satisfaite       | 235   | 92             | 59                | 281          | 115            | 19       | 70      | 37         | 908           |
| Nombre de personnes dont la demande n'a pas été satisfaite | 325   | 23             | 67                | 7            | 19             | 35       | 2       | 64         | 542           |
| <i>dont nombre de refus de la personne</i>                 | 14    | 10             | 23                |              | 9              | 8        | 2       | 2          | 68            |
| <i>dont nombre de places manquantes</i>                    | 177   | 13             | 44                |              | 6              | 2        |         |            | 242           |
| Nombre de personnes dont la demande a eu une autre issue   | 0     | 31             | 25                | 10           | 7              | 0        | 0       | 3          | 76            |

## INDICATEURS DE VEILLE SOCIALE POUR LA JOURNÉE DU 6 JANVIER 2009 ET LA NUIT DU 6 AU 7 JANVIER

|  | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Ile-de-France |
|--|-------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|
| Nombre d'appels servis par les écoutants                   | 1 745 | NC             | NC                | 535          | 295            | 138      | 137     | 231        | *             |
| Nombre total de personnes demandant un hébergement         | 574   | 201            | 101               | 270          | 206            | 70       | 57      | 154        | 1 633         |
| Nombre de personnes dont la demande a été satisfaite       | 295   | 160            | 92                | 258          | 182            | 56       | 26      | 149        | 1 218         |
| Nombre de personnes dont la demande n'a pas été satisfaite | 44    | 6              | 9                 | 12           | 2              | 2        | 3       | 5          | 83            |
| <i>dont nombre de refus de la personne</i>                 | 40    | 6              | 9                 | 12           |                |          |         |            | 67            |
| <i>dont nombre de places manquantes</i>                    | 4     | 0              | 0                 | 0            |                |          |         |            | 4             |
| Nombre de personnes dont la demande a eu une autre issue   | 235   | 35             | 0                 | 0            | 22             | 12       | 28      | 0          | 332           |

\* Le total n'a pu être calculé du fait des données manquantes des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis

## INDICATEURS DE VEILLE SOCIALE POUR LA JOURNÉE DU 24 MARS 2009 ET LA NUIT DU 24 AU 25 MARS

|  | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Ile-de-France |
|--|-------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|
| Nombre d'appels servis par les écoutants                   | 1 212 | NC             | 247               | 635          | 133            | 136      | 174     | 192        | *             |
| Nombre total de personnes demandant un hébergement         | 671   | 155            | 245               | 351          | 55             | 68       | 67      | 153        | 1 765         |
| Nombre de personnes dont la demande a été satisfaite       | 361   | 131            | 218               | 348          | 36             | 44       | 26      | 66         | 1 230         |
| Nombre de personnes dont la demande n'a pas été satisfaite | 128   | 15             | 27                | 3            | 4              | 7        | 3       | 68         | 255           |
| <i>dont nombre de refus de la personne</i>                 | 19    | 11             | 0                 | 2            | 1              | 4        |         | 4          | 41            |
| <i>dont nombre de places manquantes</i>                    | 109   | 0              | 26                | 0            |                |          |         | 59         | 194           |
| Nombre de personnes dont la demande a eu une autre issue   | 182   | 9              | 0                 | 0            | 15             | 17       | 38      | 19         | 280           |

Source : DDASS-DRASSIF

\* Le total n'a pu être calculé du fait des données manquantes des Hauts-de-Seine

NC : Données non communiquées

## LES DONNEES DU 115 DE PARIS

## Commentaires

En 2008, le 115 de Paris a reçu 1 033 740 appels parmi lesquels 375 187 ont été traités par les permanenciers. Lors du traitement des appels, des données sur les caractéristiques des demandes d'hébergement (date de la demande, orientation proposée...) et des demandeurs (situation familiale, âge, nationalité...) sont collectées dans une base de données. Les données relatives à l'hébergement des personnes prises en charge par les Equipes Mobiles d'Aide (EMA, maraudes) sont également consignées dans ce système d'informations. Chaque année (depuis 1999), ces données sont extraites et transmises à l'Observatoire du samusocialdeParis pour y subir un traitement statistique et les intégrer à la cohorte (suivi longitudinal des personnes hébergées à partir de leur première prise en charge) des usagers du 115. Ces données constituent une précieuse source d'informations pour décrire une partie de la population en situation d'exclusion sociale à Paris.

Les données sont présentées selon la situation de l'usager, « en famille » ou « isolé ». On entend par « famille » un groupe d'individus ayant des liens de parenté comprenant au moins un enfant mineur ou une femme enceinte depuis plus de trois mois, et par « isolé » un usager âgé de 18 ans ou plus, seul, ou en couple sans enfant, ou un mineur déclaré majeur après examen osseux. La distinction (« isolés », « familles ») est effectuée car les prises en charge sont différentes : prise en charge quasi systématique et le plus souvent en hôtel pour les usagers en famille et hébergements essentiellement dans les centres (centres d'hébergement d'urgence simple et centres d'hébergement Lits-Halte-Soins-Santé) pour les isolés, dans la limite des places disponibles. Pour les « isolés », l'hébergement « simple » (en CHUS ou hôtels) et l'hébergement avec soins infirmiers en Lits-Halte-Soins-Santé (LHSS, ex-CHUSI) sont distingués.

Les données sur lesquelles repose la série de tableaux ci-dessous ont été contrôlées et validées et, par conséquent, différentes de celles présentées dans les recueils statistiques des années 2003 à 2005. Par ailleurs, un problème informatique survenu en 2003 a entraîné une limitation de la saisie des données par le 115 de Paris. En effet, de décembre 2003 à mai 2005, les demandes et les nuitées des mineurs en famille et des personnes hébergées en LHSS n'ont plus été saisies. Une estimation (signifiée dans les tableaux) de l'information manquante pour les enfants en famille est proposée.

## Evolution des personnes « isolées » en hébergement « simple » et des nuitées d'hébergement via le 115 de Paris

| Année | CHUS     |         |                     | HOTELS   |         |                     | ENSEMBLE DES ISOLÉS (Hors-LHSS) |         |                     |
|-------|----------|---------|---------------------|----------|---------|---------------------|---------------------------------|---------|---------------------|
|       | Hébergés | Nuitées | Nuitées par Hébergé | Hébergés | Nuitées | Nuitées par Hébergé | Hébergés                        | Nuitées | Nuitées par Hébergé |
| 1999  | 12 076   | 176 493 | 15                  | 2 309    | 12 434  | 5                   | 12 674                          | 188 927 | 15                  |
| 2000  | 10 661   | 200 575 | 19                  | 2 180    | 20 537  | 9                   | 11 226                          | 221 112 | 20                  |
| 2001  | 11 702   | 236 691 | 20                  | 2 799    | 33 865  | 12                  | 12 398                          | 270 556 | 21                  |
| 2002  | 11 175   | 230 214 | 21                  | 1 669    | 37 985  | 23                  | 11 613                          | 268 199 | 23                  |
| 2003  | 11 909   | 262 537 | 22                  | 2 410    | 53 870  | 22                  | 12 656                          | 316 407 | 25                  |
| 2004  | 10 374   | 277 713 | 27                  | 1 809    | 56 521  | 31                  | 11 049                          | 334 234 | 30                  |
| 2005  | 10 744   | 296 844 | 28                  | 1 406    | 43 229  | 31                  | 11 047                          | 340 073 | 31                  |
| 2006  | 8 757    | 284 543 | 32                  | 1 253    | 49 212  | 39                  | 9 033                           | 333 755 | 37                  |
| 2007  | 7 594    | 240 520 | 32                  | 1 405    | 80 023  | 57                  | 8 183                           | 320 543 | 39                  |
| 2008  | 7 063    | 212 602 | 30                  | 1 964    | 114 628 | 58                  | 7 854                           | 327 230 | 42                  |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau :** en 2008, le 115 de Paris a orienté vers les CHUS 7 063 personnes qui se sont vues attribuer 212 602 nuits d'hébergement. Cette même année, 1 964 personnes se sont vues attribuer 114 628 nuitées en hôtel via ce même dispositif. Globalement le 115 de Paris a attribué 327 230 nuitées à 7 854 personnes « isolées ».

NB : l'ensemble des personnes (7 854) n'est pas la somme des personnes hébergées en CHUS (7 063) et des personnes hébergées en hôtels (1 964). En effet, une même personne a pu être hébergée en CHUS et en hôtel à deux moments différents d'une même année. Le nombre de nuitées par hébergé augmente au cours du temps, ce qui implique une diminution du nombre de personnes hébergées dans un contexte où l'offre de nuitées d'hébergement a tendance à diminuer.

## RÉPARTITION PAR SEXE DES « ISOLÉS » EN HÉBERGEMENT « SIMPLE »

| Année | Hommes         | Femmes        | Total  |
|-------|----------------|---------------|--------|
| 1999  | 10 928 (86,2%) | 1 746 (13,8%) | 12 674 |
| 2000  | 9 379 (83,5%)  | 1 847 (16,5%) | 11 226 |
| 2001  | 10 585 (85,4%) | 1 813 (14,6%) | 12 398 |
| 2002  | 9 704 (83,6%)  | 1 909 (16,4%) | 11 613 |
| 2003  | 10 338 (81,7%) | 2 318 (18,3%) | 12 656 |
| 2004  | 8 839 (80,0%)  | 2 210 (20,0%) | 11 049 |
| 2005  | 8 797 (79,6%)  | 2 250 (20,4%) | 11 047 |
| 2006  | 7 195 (79,6%)  | 1 838 (20,4%) | 9 033  |
| 2007  | 6 719 (82,1%)  | 1 464 (17,9%) | 8 183  |
| 2008  | 6 382 (81,1%)  | 1 472 (18,7%) | 7 854  |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau :** en 2008, les femmes représentent moins d'un cinquième (18,7%) des personnes « isolées » hébergées via le 115 de Paris contre 13,8% en 1999. La population des « isolés » hébergés se féminise jusqu'en 2004 puis se stabilise pour ensuite diminuer en 2007 et repartir en légère hausse en 2008.

## STRUCTURE PAR CLASSE D'ÂGE DES « ISOLÉS » EN HÉBERGEMENT « SIMPLE »

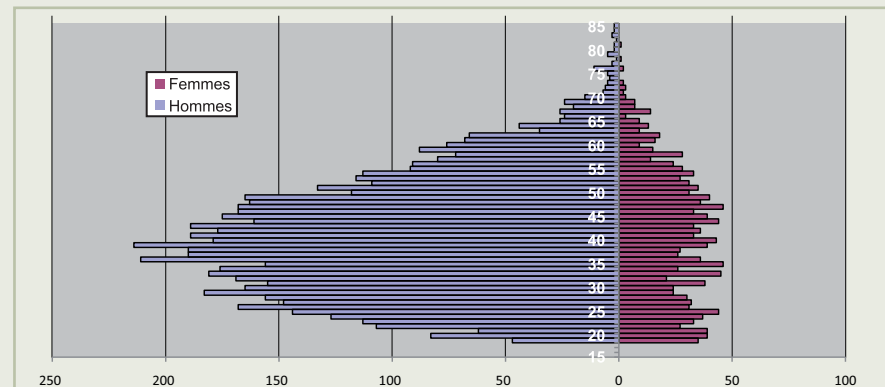
| Classe d'âge* | Année d'observation |          |          |          |          |          |          |         |         |         |
|---------------|---------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|---------|---------|
|               | 1999                | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006    | 2007    | 2008    |
|               | n=12 674            | n=11 226 | n=12 398 | n=11 613 | n=12 656 | n=11 049 | n=11 047 | n=9 033 | n=8 183 | n=7 854 |
| 18-19         | 3%                  | 3%       | 3%       | 3%       | 3%       | 2%       | 2%       | 1%      | 2%      | 3%      |
| 20-24         | 14%                 | 14%      | 14%      | 12%      | 12%      | 11%      | 10%      | 9%      | 8%      | 9%      |
| 25-29         | 18%                 | 19%      | 21%      | 18%      | 16%      | 14%      | 14%      | 12%     | 11%     | 12%     |
| 30-34         | 16%                 | 16%      | 18%      | 19%      | 17%      | 16%      | 15%      | 15%     | 15%     | 13%     |
| 35-39         | 15%                 | 14%      | 14%      | 14%      | 15%      | 14%      | 15%      | 14%     | 15%     | 15%     |
| 40-44         | 12%                 | 11%      | 10%      | 11%      | 12%      | 13%      | 13%      | 13%     | 13%     | 14%     |
| 45-49         | 9%                  | 9%       | 8%       | 9%       | 10%      | 10%      | 11%      | 12%     | 13%     | 12%     |
| 50-54         | 6%                  | 7%       | 6%       | 6%       | 7%       | 8%       | 8%       | 10%     | 10%     | 9%      |
| 55-59         | 3%                  | 4%       | 3%       | 4%       | 4%       | 5%       | 6%       | 7%      | 7%      | 6%      |
| 60-64         | 2%                  | 2%       | 2%       | 2%       | 2%       | 3%       | 3%       | 3%      | 3%      | 4%      |
| 65-69         | 1%                  | 1%       | 1%       | 1%       | 1%       | 1%       | 1%       | 1%      | 2%      | 2%      |
| 70-74         | 0%                  | 0%       | 0%       | 0%       | 1%       | 1%       | 1%       | 1%      | 1%      | 0%      |
| 75 et +       | 0%                  | 0%       | 0%       | 0%       | 0%       | 0%       | 0%       | 0%      | 0%      | 0%      |
| Total         | 100%                | 100%     | 100%     | 100%     | 100%     | 100%     | 100%     | 100%    | 100%    | 100%    |
| Age moyen     | 35,7                | 35,7     | 35,2     | 36,1     | 37       | 38       | 38,3     | 39,9    | 39,9    | 39,6    |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

\*Age calculé en différence de millésimes (ou âge atteint)

**Lecture du tableau :** en 2008, 9% des personnes « isolées » hébergées ont entre 20 et 24 ans. La moyenne d'âge de l'ensemble des « isolés » hébergés frise les 40 ans. La population des « isolés » hébergés vieillit. La part des plus de 55 ans a doublé sur la période (de 6 à 12%) alors que celle des moins de 30 ans a décliné significativement (de 35% à 24%).

## PYRAMIDE DES ÂGES DES « ISOLÉS » EN HÉBERGEMENT « SIMPLE » EN 2008



Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

## ANCIENNETÉ DANS LE DISPOSITIF DES « ISOLÉS » EN HÉBERGEMENT « SIMPLE » ENTRE 1999 ET 2008

| Année d'entrée dans le dispositif | Année d'observation |        |        |        |        |        |        |       |       |       |
|-----------------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|
|                                   | 1999                | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006  | 2007  | 2008  |
| Avant 2000                        | 12 674              | 3 258  | 2 082  | 1 700  | 1 574  | 1 360  | 1 214  | 1 046 | 909   | 733   |
| 2000                              |                     | 7 968  | 1 517  | 743    | 640    | 530    | 474    | 372   | 305   | 288   |
| 2001                              |                     |        | 8 799  | 1 589  | 825    | 576    | 489    | 362   | 322   | 241   |
| 2002                              |                     |        |        | 7 581  | 1 547  | 722    | 524    | 419   | 354   | 245   |
| 2003                              |                     |        |        |        | 8 070  | 1 483  | 736    | 537   | 378   | 269   |
| 2004                              |                     |        |        |        |        | 6 378  | 1 262  | 608   | 420   | 326   |
| 2005                              |                     |        |        |        |        |        | 6 348  | 1 337 | 618   | 392   |
| 2006                              |                     |        |        |        |        |        |        | 4 352 | 888   | 440   |
| 2007                              |                     |        |        |        |        |        |        |       | 3 989 | 906   |
| 2008                              |                     |        |        |        |        |        |        |       |       | 4 014 |
| Ensemble                          | 12 674              | 11 226 | 12 398 | 11 613 | 12 656 | 11 049 | 11 047 | 9 033 | 8 183 | 7 854 |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau :** sur les 7 854 personnes hébergées en 2008, 733 sont rentrées dans le dispositif avant 2000.

NB : cela ne signifie pas que les 733 personnes ont été présentes sans interruption sur la période.

## LA TENSION SUR LE DISPOSITIF D'HÉBERGEMENT « SIMPLE »

| Année | Demandes non-pourvues | Demandes éligibles** | % de demandes non-pourvues |
|-------|-----------------------|----------------------|----------------------------|
| 1999  | 14 600                | 101 800              | 14%                        |
| 2000  | 24 000                | 106 500              | 23%                        |
| 2001  | 31 200                | 118 000              | 26%                        |
| 2002  | 26 100                | 108 600              | 24%                        |
| 2003  | 37 700                | 134 400              | 28%                        |
| 2004  | 28 100                | 125 500              | 22%                        |
| 2005  | 39 500                | 139 500              | 28%                        |
| 2006  | 42 400                | 136 200              | 31%                        |
| 2007  | 34 700                | 121 500              | 29%                        |
| 2008  | 41 900                | 134 600              | 31%                        |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

\*\* demandes éligibles (ou réelles) : sommes des demandes d'hébergement pourvues (c'est-à-dire le nombre de fiches d'hébergement aboutissant à une orientation vers une structure d'hébergement) et des demandes non pourvues, faute de places suffisantes.

**Lecture du tableau** : en 2008, 41 900 demandes n'ont pas pu aboutir à un hébergement du fait du manque de place. Si on ramène ces demandes sur l'ensemble des demandes « éligibles » (134 600), on peut dire que 31% des demandes faites au 115 n'ont pu aboutir faute de place. Le pourcentage de demandes non-pourvues augmente sur la période 1999-2006, et reste stable depuis malgré une faible diminution en 2007 du fait des places supplémentaires mises à disposition du 115 dans le cadre de la mise en place des centres stabilisation.

## EVOLUTION DE L'HÉBERGEMENT EN LITS-HALTE-SOINS-SANTÉ (LHSS) ENTRE 1999 ET 2008

|      | Hébergés | Nuitées | Nuitées par hébergé |
|------|----------|---------|---------------------|
| 1999 | 1 451    | 41 245  | 28                  |
| 2000 | 1 204    | 44 388  | 37                  |
| 2001 | 940      | 47 333  | 50                  |
| 2002 | 784      | 48 876  | 62                  |
| 2003 | n. d.    | n. d.   | n. d.               |
| 2004 | n. d.    | n. d.   | n. d.               |
| 2005 | n. d.    | n. d.   | n. d.               |
| 2006 | 1 147    | 73 164  | 64                  |
| 2007 | 1 029    | 72 856  | 71                  |
| 2008 | 972      | 72 947  | 75                  |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau** : en 2008, 972 personnes ont été hébergées durant 72 947 nuits en LHSS, soit une moyenne de 75 nuitées par hébergé sur cette même année.

## RÉPARTITION PAR SEXE DE LA POPULATION HÉBERGÉE EN LHSS

| Année | Hommes        | Femmes      | Total |
|-------|---------------|-------------|-------|
| 1999  | 1 259 (86,8%) | 192 (13,2%) | 1 451 |
| 2000  | 1 065 (88,5%) | 139 (11,5%) | 1 204 |
| 2001  | 842 (89,6%)   | 98 (10,4%)  | 940   |
| 2002  | 696 (88,8%)   | 88 (11,2%)  | 784   |
| 2003  | n.d.          | n.d.        | n.d.  |
| 2004  | n.d.          | n.d.        | n.d.  |
| 2005  | n.d.          | n.d.        | n.d.  |
| 2006  | 995 (86,8%)   | 152 (13,2%) | 1 147 |
| 2007  | 850 (82,6%)   | 179 (17,4%) | 1 029 |
| 2008  | 852 (87,6%)   | 120 (12,4%) | 972   |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau** : en 2008, les femmes représentent 12,4% des personnes hébergées en LHSS via le 115 de Paris.

## STRUCTURE PAR CLASSE D'ÂGE DES HÉBERGÉS EN LHSS

| Classe d'âge* | 1999    | 2000    | 2001  | 2002  | 2003 | 2004 | 2005 | 2006    | 2007    | 2008  |
|---------------|---------|---------|-------|-------|------|------|------|---------|---------|-------|
|               | n=1 451 | n=1 204 | n=940 | n=784 | n.d. | n.d. | n.d. | n=1 147 | n=1 029 | n=972 |
| 18-19         | 1%      | 0%      | 1%    | 1%    | n.d. | n.d. | n.d. | 0%      | 0%      | 0%    |
| 20-24         | 3%      | 3%      | 3%    | 3%    | n.d. | n.d. | n.d. | 2%      | 1%      | 2%    |
| 25-29         | 7%      | 6%      | 4%    | 4%    | n.d. | n.d. | n.d. | 4%      | 3%      | 3%    |
| 30-34         | 11%     | 9%      | 9%    | 9%    | n.d. | n.d. | n.d. | 7%      | 6%      | 7%    |
| 35-39         | 14%     | 13%     | 12%   | 12%   | n.d. | n.d. | n.d. | 10%     | 11%     | 12%   |
| 40-44         | 14%     | 13%     | 15%   | 15%   | n.d. | n.d. | n.d. | 15%     | 14%     | 14%   |
| 45-49         | 14%     | 16%     | 13%   | 14%   | n.d. | n.d. | n.d. | 16%     | 16%     | 15%   |
| 50-54         | 14%     | 17%     | 15%   | 14%   | n.d. | n.d. | n.d. | 14%     | 15%     | 14%   |
| 55-59         | 9%      | 8%      | 12%   | 13%   | n.d. | n.d. | n.d. | 14%     | 14%     | 12%   |
| 60-64         | 6%      | 6%      | 7%    | 8%    | n.d. | n.d. | n.d. | 8%      | 9%      | 10%   |
| 65-69         | 4%      | 5%      | 5%    | 4%    | n.d. | n.d. | n.d. | 5%      | 5%      | 4%    |
| 70-74         | 2%      | 2%      | 3%    | 3%    | n.d. | n.d. | n.d. | 3%      | 4%      | 3%    |
| 75 et +       | 1%      | 1%      | 2%    | 2%    | n.d. | n.d. | n.d. | 1%      | 2%      | 2%    |
| Total         | 100%    | 100%    | 100%  | 100%  | n.d. | n.d. | n.d. | 100%    | 100%    | 100%  |
| Age moyen     | 44,5    | 46      | 47,3  | 47,4  | n.d. | n.d. | n.d. | 48,5    | 49,5    | 48,7  |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

\*Age calculé en différence de millésimes (ou âge atteint)

**Lecture du tableau** : en 2008, 10% des personnes « isolées » hébergées ont entre 60 et 64 ans. La moyenne d'âge de l'ensemble des hébergés en LHSS était de 48,7 ans. La population en LHSS vieillit depuis 1999.

## PERSONNES « EN FAMILLE » HÉBERGÉES ET NUITÉES D'HÉBERGEMENT VIA LE 115 DE PARIS

|       | Hors-Hotel (CHUS) |         |                     | Hotel    |           |                     | Composition de la population « en famille» hébergée |         | Ensemble de la population en famille (enfant inclus)** |           |                     |
|-------|-------------------|---------|---------------------|----------|-----------|---------------------|---|---------|--|-----------|---------------------|
|       | Hébergés          | Nuitées | Nuitées par Hébergé | Hébergés | Nuitées   | Nuitées par Hébergé | Adultes   | Enfants | Hébergés   | Nuitées   | Nuitées par Hébergé |
| 1999  | 440               | 5 000   | 11                  | 1 628    | 27 500    | 17                  | 920   | 915     | 1 835  | 32 500    | 18                  |
| 2000  | 2 439             | 6 000   | 2,5                 | 2 971    | 226 000   | 76                  | 2 076   | 2 084   | 4 160  | 232 000   | 56                  |
| 2001  | 1 984             | 7 000   | 3,5                 | 2 183    | 124 000   | 57                  | 1 698   | 1 814   | 3 512  | 131 000   | 37                  |
| 2002  | 2 025             | 10 000  | 5                   | 3 636    | 307 000   | 84                  | 2 244   | 2 460   | 4 704  | 317 000   | 67                  |
| 2003* | 953               | 5 000   | 5                   | 3 069    | 405 000   | 66                  | 3 254   | 3 482   | 6 736  | 410 000*  | 61                  |
| 2004* | 1 494             | 10 000  | 7                   | 3 391    | 865 000   | 129                 | 3 702   | 3 850   | 7 552  | 875 000*  | 116                 |
| 2005* | 3 572             | 18 000  | 5                   | 3 226    | 882 000   | 140                 | 3 967   | 4 007   | 7 974  | 900 000*  | 113                 |
| 2006  | 3 956             | 25 000  | 6                   | 5 699    | 1 076 000 | 189                 | 3 814   | 3 762   | 7 576  | 1 101 000 | 145                 |
| 2007  | 3 138             | 22 000  | 7                   | 6 480    | 1 063 000 | 164                 | 3 863   | 3 753   | 7 616  | 1 085 000 | 143                 |
| 2008  | 3 429             | 21 582  | 6                   | 5 706    | 944 361   | 165                 | 3 467   | 3 513   | 6 980  | 965 943   | 138                 |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

\* L'enregistrement des données relatives aux années 2003, 2004 et 2005 ne comprenait pas la totalité des hébergements des enfants. Par conséquent, les chiffres présentés pour ces années sont le résultat d'estimations.

\*\* On compte une nuitée pour une nuit par personne.

**Lecture du tableau :** en 2008, le 115 de Paris a orienté 5 706 personnes en famille vers les hôtels. Ces personnes se sont vues attribuer 944 361 nuits d'hébergement. Cette même année, 3 429 personnes se sont vues attribuer 21 582 nuitées en CHUS via ce même dispositif. Globalement le 115 de Paris a attribué 965 943 nuitées à 6 980 personnes en famille.

NB : l'ensemble des personnes (6 980) n'est pas la somme des personnes hébergées en CHUS (3 429) et des personnes hébergées en hôtels (5 706). En effet, une même personne a pu être hébergée en CHUS et en hôtel à deux moments différents d'une même année.

**RÉPARTITION PAR SEXE DES ADULTES HÉBERGÉS « EN FAMILLE » ENTRE 1999 ET 2008**

| Année | Hommes        | Femmes        | Total |
|-------|---------------|---------------|-------|
| 1999  | 360 (39,1%)   | 560 (60,9%)   | 920   |
| 2000  | 869 (41,9%)   | 1 207 (58,1%) | 2 076 |
| 2001  | 550 (32,4%)   | 1 148 (67,6%) | 1 698 |
| 2002  | 711 (31,7%)   | 1 533 (68,3%) | 2 244 |
| 2003  | 1 042 (32,0%) | 2 212 (68,0%) | 3 254 |
| 2004  | 1 126 (30,4%) | 2 576 (69,6%) | 3 702 |
| 2005  | 1 124 (28,3%) | 2 843 (71,7%) | 3 967 |
| 2006  | 1 077 (28,2%) | 2 737 (71,8%) | 3 814 |
| 2007  | 1 146 (29,7%) | 2 717 (70,3%) | 3 863 |
| 2008  | 1 004 (29,7%) | 2 463 (71,0%) | 3 467 |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau :** en 2008, les femmes représentent 71,3% des personnes adultes en famille hébergées via le 115 de Paris.

**ANCIENNETÉ DANS LE DISPOSITIF DES ADULTES HÉBERGÉS « EN FAMILLE » ENTRE 1999 ET 2008**

| Année d'entrée dans le dispositif | Année d'observation |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|-----------------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                                   | 1999                | 200   | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  |
| Avant 2000                        | 920                 | 124   | 30    | 32    | 30    | 9     | 2     | 4     | 2     | 0     |
| 2000                              |                     | 1 952 | 147   | 103   | 87    | 45    | 32    | 26    | 18    | 12    |
| 2001                              |                     |       | 1 521 | 329   | 157   | 63    | 46    | 26    | 21    | 18    |
| 2002                              |                     |       |       | 1 780 | 497   | 146   | 85    | 64    | 52    | 23    |
| 2003                              |                     |       |       |       | 2 483 | 993   | 434   | 185   | 119   | 34    |
| 2004                              |                     |       |       |       |       | 2 446 | 952   | 347   | 227   | 90    |
| 2005                              |                     |       |       |       |       |       | 2 416 | 1 045 | 623   | 192   |
| 2006                              |                     |       |       |       |       |       |       | 2 117 | 847   | 461   |
| 2007                              |                     |       |       |       |       |       |       |       | 1 954 | 788   |
| 2008                              |                     |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 849 |
| Ensemble                          | 920                 | 2 076 | 1 698 | 2 244 | 3 254 | 3 702 | 3 967 | 3 814 | 3 863 | 3 467 |

Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

**Lecture du tableau :** sur les 3 467 adultes en famille hébergés en 2008, 788 sont rentrés dans le dispositif en 2007, 461 en 2006, 192 en 2005, etc.

**STRUCTURE PAR CLASSE D'ÂGE DES PERSONNES « EN FAMILLE » HÉBERGÉES ENTRE 1999 ET 2008**

| Classe d'âge* | 1999    | 2000    | 2001    | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | 2006    | 2007    | 2008    |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
|               | n=1 835 | n=4 160 | n=3 512 | n=4 704 | n=6 736 | n=7 552 | n=7 974 | n=7 576 | n=7 616 | n=6 980 |
| 0-17          | 50%     | 50%     | 52%     | 52%     | 52%     | 51%     | 50%     | 50%     | 49%     | 50%     |
| 18-19         | 1%      | 2%      | 2%      | 2%      | 2%      | 1%      | 1%      | 2%      | 2%      | 2%      |
| 20-24         | 6%      | 7%      | 7%      | 8%      | 7%      | 7%      | 7%      | 7%      | 8%      | 8%      |
| 25-29         | 11%     | 11%     | 11%     | 11%     | 11%     | 11%     | 12%     | 12%     | 12%     | 12%     |
| 30-34         | 10%     | 11%     | 10%     | 11%     | 11%     | 12%     | 12%     | 12%     | 12%     | 11%     |
| 35-39         | 9%      | 9%      | 8%      | 8%      | 8%      | 9%      | 10%     | 9%      | 9%      | 8%      |
| 40-44         | 7%      | 6%      | 5%      | 5%      | 5%      | 5%      | 5%      | 4,00%   | 5%      | 4%      |
| 45-49         | 4%      | 2%      | 3%      | 2%      | 2%      | 2%      | 2%      | 2%      | 2%      | 2%      |
| 50-54         | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      | 1%      |
| 55-59         | 1%      | 1%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      |
| 60-64         | 1%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      |
| 65-69         | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      |
| 70-74         | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      |
| 75 et +       | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      | 0%      |
| Total         | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    | 100%    |
| Age moyen**   | 34,1    | 32,7    | 32,7    | 32,5    | 32,3    | 32,4    | 32,2    | 31,8    | 31,9    | 31,8    |

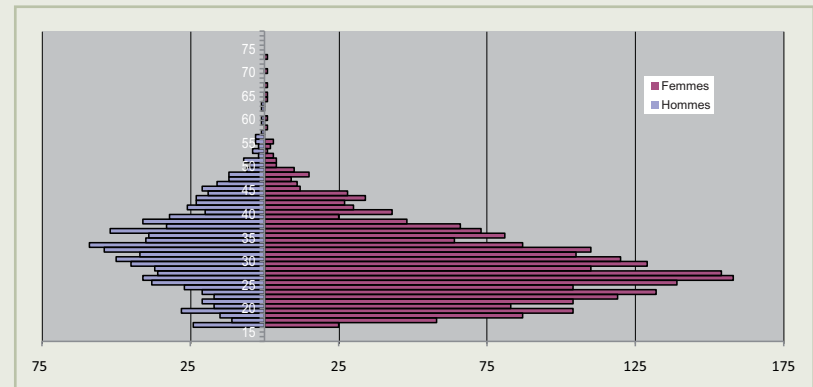
Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

\*Age calculé en différence de millésimes (ou âge atteint)

\*\* Age moyen des adultes en familles

**Lecture du tableau :** en 2008, 12% des personnes en famille hébergées ont entre 25 et 29 ans. La moyenne d'âge de l'ensemble des adultes en famille est de 31,8 ans.

**PYRAMIDE DES ÂGES DES ADULTES HÉBERGÉES « EN FAMILLE » EN 2008**



Source : Observatoire du samusocialdeParis, juillet 2009

## SECOURS CATHOLIQUE: LES SITUATIONS RENCONTREES

|   | Ile-de-France |        | France métropolitaine |
|---|---------------|--------|-----------------------|
|   | 2007          | 2008   | 2008                  |
| <b>Nombre de situations rencontrées</b>               | 98 750        | 99 060 | 633 000               |
| <b>Structure par âge (en %)</b>                       |               |        |                       |
| < 25 ans  | 7,7           | 7,4    | 10,5                  |
| 25-49 ans   | 67,9          | 67,0   | 66,2                  |
| 50 ans ou +   | 24,4          | 25,5   | 23,3                  |
| <b>Structure familiale (en %)</b>                     |               |        |                       |
| Personnes seules                                      | 50,6          | 45,9   | 44,7                  |
| Famille monoparentale                                 | 27,6          | 30,0   | 28,6                  |
| Couple sans enfant                                    | 4,4           | 4,5    | 6,2                   |
| Couple avec enfant(s)                                 | 17,4          | 19,7   | 20,5                  |
| <b>Catégorie d'activité (en %)</b>                    |               |        |                       |
| Actifs occupés  | 21,5          | 22,4   | 17,7                  |
| Chômeurs  | 31,7          | 26,5   | 36,8                  |
| Etudiants, personnes en formation professionnelle     | 3,8           | 3,5    | 3,2                   |
| Retraités   | 5,2           | 6,4    | 5,0                   |
| Personnes au foyer                                    | 3,9           | 5,7    | 10,2                  |
| Autres inactifs                                       | 33,9          | 35,5   | 27,0                  |
| dont:   |               |        |                       |
| <i>Incapacité liée à la santé</i>                     | 10,7          | 10,6   | 11,3                  |
| <i>Sans droit au travail</i>                          | 16,7          | 18,2   | 7,1                   |
| <b>Situation par rapport au logement (en %)</b>       |               |        |                       |
| Logement HLM  | 31,2          | 33,3   | 38,9                  |
| Location privée                                       | 15,2          | 16,7   | 28,5                  |
| Hébergement collectif (foyers jeunes travailleurs...) | 6,2           | 6,3    | 4,9                   |
| Propriétaire  | 2,9           | 2,9    | 3,9                   |
| Famille, amis...                                      | 19,2          | 18,4   | 8,5                   |
| Centre d'hébergement, abri de fortune                 | 16,7          | 13,2   | 11,1                  |
| Hôtel, pension...                                     | 7,1           | 7,7    | 2,1                   |
| Caravane, péniche                                     | 1,7           | 1,5    | 2,0                   |
| <b>Situations ayant des impayés (en %)</b>            | 54,7          | 56,4   | 61,8                  |
| <b>Montant médian des impayés</b>                     | 800€          | 1 000€ | 693€                  |

Source : Secours Catholique

### Commentaires

En 2008, le nombre de situations rencontrées en Ile-de-France est de 99 060, soit 15,7% de l'ensemble métropolitain, ce qui équivaut à environ 227 000 personnes. Par rapport à 2007, une stabilité des situations rencontrées est observée.

En Ile-de-France, contrairement au niveau national, la moitié des situations rencontrées concerne des personnes seules et l'âge des personnes accueillies y est relativement élevé (25% des personnes ont plus de 50 ans contre 23,3% au niveau national).

En revanche, la part des couples sans enfants est plus faible (4,5% contre 6,2%) ainsi que celle des moins de 25 ans (7,4 versus 10,5).

22,5% des personnes accueillies par le Secours Catholique est en emploi et un peu plus d'un quart, demandeurs d'emploi. Si la part des travailleurs est en légère hausse entre 2006 et 2007 (+0,9 point), en revanche celle des demandeurs, en particulier non indemnisés, accusent un repli. Une personne sur 2 est inactive et leur proportion augmente sensiblement, en particulier celle des « sans droit au travail » et des retraités.

Comparé aux autres régions, c'est en Ile-de-France que la proportion de situations en logement très précaire est la plus importante (40,7% versus 23,7% au niveau national). Parmi eux, 18,4% sont hébergés par des amis ou la famille (2 fois plus que sur l'ensemble du territoire).

L'année 2008 marque une hausse des personnes demandant l'aide du Secours Catholique et ayant un logement (+2 points pour celles en HLM et 1,5 point en location privée). En revanche, un recul des situations en logement précaire est à noter, plus sensible pour celles en centres d'hébergement et abris de fortune. Leur part passe de 16,7% en 2007 à 13,2% en 2008 mais reste supérieur au niveau national (11,1%).

56,4% des personnes ou familles rencontrées ont des impayés. Le montant médian de ces impayés est de 1 000€ (693 au plan national), soit 200€ de plus en 1 an.

### MÉTHODOLOGIE

Chaque année, depuis plus de 10 ans, le Secours Catholique dresse un portrait des personnes en difficulté à partir d'un échantillon des situations rencontrées par ses équipes dans les lieux d'accueil.

Cet échantillon (en 2008 : 93 927 situations analysées au niveau national et 9 387 en Ile-de-France) a une valeur significative dans l'observation des difficultés rencontrés mais rien ne permet d'affirmer sa représentativité (ou non) de la population pauvre.

## LES DONNEES DU COLLECTIF LES MORTS DE LA RUE

|                                     | 2007       | 2008       |
|-------------------------------------|------------|------------|
| <b>Nombre de personnes décédées</b> | <b>144</b> | <b>185</b> |
| <b>Répartition par sexe</b>         |            |            |
| Hommes                              | 136        | 174        |
| Femmes                              | 8          | 11         |
| <b>Répartition par âge</b>          |            |            |
| Moins de 35 ans                     | 6          | 13         |
| 36-40 ans                           | 11         | 18         |
| 41-45 ans                           | 19         | 20         |
| 46-50 ans                           | 29         | 28         |
| 51-55 ans                           | 20         | 29         |
| 56-60 ans                           | 21         | 24         |
| 61-65 ans                           | 11         | 17         |
| Plus de 65 ans                      | 9          | 11         |
| Inconnu                             | 18         | 25         |
| <b>Lieu du décès</b>                |            |            |
| Rue                                 | 32         | 43         |
| Abris de fortune                    | 22         | 25         |
| Bois, cours d'eau..                 | 6          | 11         |
| Logement, Hébergement, Hôpital      | 65         | 64         |
| Inconnu                             | 19         | 42         |
| <b>Causes du décès</b>              |            |            |
| Mort violente                       | 21         | 42         |
| <i>dont:</i>                        |            |            |
| <i>accident</i>                     | NC         | 8          |
| <i>assassinat</i>                   | NC         | 8          |
| <i>froid</i>                        | 3          | 4          |
| Mort naturelle                      | 21         | 15         |
| Longue maladie                      | 15         | 11         |
| Inconnu                             | 87         | 117        |

Source : Collectif "Les Morts de la Rue"  
 NC: Données non disponibles

## Commentaires

185 personnes sans domicile fixe (174 hommes et 11 femmes) sont décédées en 2008 en Ile-de-France dont plus de la moitié à Paris. Le pourcentage des personnes qui meurent dans la rue (y compris abris de fortune) augmente chaque année au détriment des personnes prises en charge au moment de leur mort. En 2006, les personnes étaient majoritairement dans un hébergement ou un hôpital au moment des décès. Elles n'étaient plus que la moitié en 2007 et 45% seulement en 2008. Le nombre de décès où le lieu demeure inconnu restant important, cette tendance peut s'infléchir au cours de la prochaine année.

La moyenne d'âge est de 50,6 ans contre 50,9 en 2007. Une personne décédée en 2008 sur 2 est âgée entre 45 et 60 ans.

84 % des décès sont survenus soudainement (74% l'an dernier). Un peu moins des deux tiers par mort violente (écrasés par un métro, noyés, brûlés vifs, etc.) sans savoir pour autant s'il s'agit d'un meurtre, d'un accident ou d'un suicide. Près du quart de manière soudaine: épilepsie, rupture d'anévrisme, crise cardiaque, etc. 16% des décès sont liés à la maladie.

## MÉTHODOLOGIE

Les données présentées ci-dessous proviennent des associations, des hôpitaux, des 115, des services de l'Etat, des médias, des élus et des particuliers, communiquées au Collectif Les Morts de la Rue. Ce dernier en effectue une synthèse régionale.

Bien que partielles, ces informations permettent cependant de mettre l'accent sur un autre aspect de l'exclusion sociale.

## LES DEMANDEURS D'ASILE LE NOMBRE DE PREMIERES AUTORISATIONS PROVISOIRES DE SEJOUR DELIVREES SELON LE DEPARTEMENT DE RESIDENCE DU DEMANDEUR

|                     | Paris        | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Petite couronne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Grande couronne | Ile-de-France | France entière |
|---------------------|--------------|----------------|-------------------|--------------|-----------------|----------------|----------|---------|------------|-----------------|---------------|----------------|
| Année 2008          | <b>4 898</b> | 481            | 2 508             | 1 224        | <b>4 213</b>    | 646            | 357      | 732     | 910        | <b>2 645</b>    | <b>11 756</b> | <b>27 063</b>  |
| Rappel Année 2007   | <b>4 588</b> | 556            | 1 953             | 1 097        | <b>3 606</b>    | 505            | 315      | 578     | 853        | <b>2 251</b>    | <b>10 445</b> | <b>23 804</b>  |
| Evolution 2007-2008 | <b>6,8%</b>  | -13,5%         | 28,4%             | 11,6%        | <b>16,8%</b>    | 27,9%          | 13,3%    | 26,6%   | 6,7%       | <b>17,5%</b>    | <b>12,6%</b>  | <b>13,7%</b>   |

Source: OFPRA

### Commentaires

En 2008, le nombre de demandes d'asile est en hausse après la période de baisse observée au cours des 3 dernières années. Ainsi, pour l'Ile-de-France, cette augmentation est de 12,6% et de 13,7% pour la France entière.

L'Ile-de-France demeure la première région de résidence avec 43% de la demande globale. Les trois autres régions principales de résidence restent la région Rhône-Alpes, Paca et l'Alsace.

Au sein de l'Ile-de-France, les départements de Paris, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne accueillent environ les trois quart des demandes d'asile (73,4%). La Seine-Saint-Denis accuse une très forte hausse entre 2007 et 2008 (+28,4%) alors qu'elle est modérée dans les 2 autres départements (respectivement 6,8% et 11,6%).

Les autres départements franciliens ont vu aussi le nombre de demandes d'asile augmenter entre 2007 et 2008 dans des proportions plus ou moins sensibles, allant de 6,7% dans le Val-d'Oise à 27,9% en Seine-et-Marne. Seul, dans les Hauts-de-Seine, une baisse de 13,5% est constatée. A noter que la féminisation de la demande d'asile est confirmée, atteignant même plus de 40% des demandes à Paris et dans le Val-de-Marne (contre 36,8% en Ile-de-France et 37,6% en France entière).

### Définitions

Les personnes souhaitant faire une demande d'asile et se trouvant déjà en France doivent se rendre le plus tôt possible dans une préfecture pour y demander une Autorisation Provisoire de Séjour (APS), valable 1 mois, et le formulaire de demande d'asile. Si la personne remplit les conditions requises (présenter une domiciliation postale), la Préfecture lui délivre une APS et le dossier à constituer pour demander l'asile. Cependant, certaines procédures de demandes d'asile ne sont pas associées à la délivrance d'une APS : pour les apatrides, les mineurs non accompagnés. Par ailleurs, dans les cas suivants la Préfecture refusera de délivrer une APS et la personne pourra demander l'asile selon une procédure dite prioritaire qui ne donne pas de droit au séjour : -pour les demandes dont l'examen relève de la compétence d'un autre Etat - ou pour les personnes qui sont ressortissantes de pays que l'OFPRA ne considère plus comme présentant des risques particuliers de persécution - ou pour les personnes dont la présence en France constitue une menace grave à l'ordre public -ou dont la demande d'asile repose sur une fraude délibérée.

## L'ACCUEIL DES FAMILLES DEMANDEUSES D'ASILE

Afin de mieux répartir les flux de demandeurs d'asile entre Paris et les autres départements franciliens, il a été décidé de créer deux nouvelles plateformes d'accueil des demandeurs d'asile pour désengorger un peu les structures d'accueil de la CAFDA et du SASA (service d'assistance sociale et administrative), qui depuis 2001, prennent en charge sur Paris les familles et les personnes isolées demandeuses d'asile.

On peut ainsi reprendre pour chaque plateforme les profils des personnes hébergées sachant que sur Paris, la CAFDA continue à héberger uniquement des familles, le SASA les personnes isolées ou en couple mais sans enfants, tandis que les plateformes de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne accueillent des personnes en famille ou isolées. L'ensemble de ces plateformes a permis l'accueil de 10 300 personnes au cours de l'année 2008.

A Paris, la CAFDA (coordination pour l'accueil des familles demandeuses d'asile) a pris en charge et hébergée 1 293 familles en 2008 soit un total de 4 918 personnes.

Ces personnes venaient prioritairement de :

- Russie + Tchétchénie (40,2%)
- Roumanie (4,6%)
- Arménie (4,6%)
- Sri Lanka (4,8%)
- Géorgie (3,5%)
- Congo RDC (3,2%)
- Algérie (2,2%)
- Mongolie (2,1%)
- Afghanistan (1,8%)

Quant au SASA, il a accueilli 2 470 personnes dont 72% d'hommes. Environ 1 personne sur 2 vient d'Asie, principalement de la Chine (13%), du Bangladesh (12,8%) et de l'Afghanistan (4%). Les autres personnes prises en charge viennent principalement d'Afrique. Les nationalités les plus représentées étant celles de la Mauritanie (7,2%), de la République Démocratique du Congo (6,3%) et de la Guinée Bissao (6%).

314 personnes ont été prises en charge par un centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) et 234 en structure temporaire.

La plateforme du Val-de-Marne, gérée par l'association France Terre d'Asile a accueilli 1 067 personnes (1 017 adultes (747 hommes et 270 femmes) et 52 enfants). 1 personne sur 4 est originaire de Guinée Conakry , 21,5% du Sri Lanka et 12,7% de Côte d'Ivoire.

Parmi ces personnes, 309 ont été pris en charge dans une structure d'hébergement dont 30 familles.

En Seine-Saint-Denis, la plateforme gérée par l'association AFTAM a permis l'accueil de 1 844 personnes en 2008, dont 59% de personnes isolées et 41% de personnes accompagnées.

# Sigles

|         |   |         |  |
|---------|---|---------|--|
| AAH     | Allocation Adulte Handicapé   | CESR    | Conseil Economique et Social Régional  |
| AAV     | Allocation d'Assurance Veuvage  | CHRS    | Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale                                 |
| ACI     | Atelier et Chantier d'Insertion   | CHU     | Centre d'Hébergement d'Urgence   |
| AER     | Allocation Equivalent Retraite de Remplacement  | CHUS    | Centre d'Hébergement d'Urgence Simple  |
| AIVS    | Agence Immobilière à Vocation Sociale   | CHUSI   | Centre d'Hébergement d'Urgence avec Soins Infirmiers                           |
| ALF     | Allocation de Logement à caractère Familial   | CIE     | Contrat Initiative Emploi  |
| ALS     | Allocation de Logement à caractère Social   | CI-RMA  | Contrat d'Insertion- Revenu Minimum d'Activité                                 |
| ALT     | Allocation de Logement temporaire   | CIVIS   | Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale  |
| AME     | Aide Médicale d'Etat  | CJE     | Contrat Jeunes en Entreprise   |
| ANAH    | Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat   | CLD     | Chômeur Longue Durée   |
| ANPE    | Agence Nationale Pour l'Emploi (Pôle emploi à partir du 1/1/2009)                             | CMU     | Couverture Maladie Universelle   |
| ANRU    | Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine   | CMUC    | Couverture Maladie Universelle Complémentaire                                  |
| API     | Allocation de Parent Isolé  | CNAF    | Caisse Nationale des Allocations Familiales                                    |
| APL     | Aide Personnalisée au Logement  | CNAMTS  | Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés                 |
| APR     | Action Préparatoire au Recrutement  | CNASEA  | Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles  |
| APS     | Autorisation Provisoire de Séjour   | CNAV    | Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse  |
| APTM    | Association d'accompagnement Pour Travailleurs Migrants                                       | CNIS    | Conseil National de l'Information Statistique                                  |
| APUR    | Atelier Parisien d'Urbanisme  | COTOREP | Commission Technique d'Orientat ion et de Reclassement Professionnel           |
| ASI     | Allocation Supplémentaire Invalidité  | CPH     | Centre Provisoire d'Hébergement  |
| ASS     | Allocation de Solidarité Spécifique   | CRAM    | Caisse Régionale d'Assurance Maladie   |
| ASSEDIC | ASSociations pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce (Pôle emploi à partir du 1/1/2009) | CRAMIF  | Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France                           |
| ASLL    | Accompagnement Social Lié au Logement   | CSP     | Catégorie Socio-Professionnelle  |
| ASPA    | Allocation de Solidarité aux Personnes Agées  | CTLD    | Chômeur Très Longue Durée  |
| ASV     | Allocation Supplémentaire de Vieillesse   | CTRAD   | Cellule Technique de Réflexion et d'Aide à la Décision                         |
| ATA     | Allocation Temporaire d'Attente   |         |  |
| AUDA    | Accueil d'Urgence des Demandeurs d'Asile  |         |  |
| BAR     | Bail à Réhabilitation   | DALO    | Droit Au Logement Opposable  |
| CADA    | Coordination d'Accueil des Demandeurs d'Asile   | DARES   | Direction d'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques          |
| CAE     | Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi  | DEFM    | Demandeur d'Emploi en Fin de Mois  |
| CAF     | Caisse d'Allocations Familiales   | DELD    | Demandeur d'Emploi de Longue Durée   |
| CAFDA   | Coordination de l'Accueil des Familles Demandeuses d'Asile                                    | DEPAS   | Direction des Etudes sur les Professionnels et les Assurés Sociaux             |
| CAU     | Centre d'Accueil d'Urgence  | DETLD   | Demandeur d'Emploi de Très Longue Durée  |
| CAV     | Contrat d'Avenir  | DGHUC   | Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction          |
| CDAO    | Centre Départemental d'Accueil et d'Orientat ion  | DRASS   | Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales                        |
| CDC     | Caisse des Dépôts et Consignations  | DRASSIF | Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales Ile-de-France          |
| CDD     | Contrat à Durée Déterminée  | DREES   | Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques     |
| CERC    | Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion Sociale                                    | DRTEFP  | Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle |

|         |   |         |  |
|---------|---|---------|--|
| EMA     | Equipe Mobile d'Aide  | PDALP   | Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées    |
| ENL     | Enquête Nationale Logement  | PLA     | Prêt Locatif Aidé  |
| ENIAMS  | Echantillon National Inter-régimes d'Allocataires de Minima Sociaux       | PLS     | Prêt Locatif Social  |
| EPCV    | Enquête Permanente sur les Conditions de Vie                              | PLUS    | Prêt Locatif à Usage Social  |
| EPLS    | Enquête sur le Parc Locatif Social  | PRP     | Procédure de Rétablissement Personnel                                      |
| ERF     | Enquête Revenus Fiscaux   | PSLA    | Prêt Social de Location Accession  |
| ESI     | Espace Solidarité Insertion   |         |  |
| FILOCOM | Fichier des Logements par COMMunes  | RAR     | Réseaux Ambition Réussite  |
| FM      | France Métropolitaine   | RMI     | Revenu Minimum d'Insertion   |
| FNAIM   | Fédération Nationale de l'Immobilier de France                            | RRS     | Réseaux Réussite Scolaire  |
| FNARS   | Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale | RUC     | Revenu par Unité de Consommation   |
| FSL     | Fonds de Solidarité du Logement   | RSA     | Revenu Solidarité Active   |
|         |   | RSI     | Régime Social des Indépendants   |
| GARP    | Groupement des ASSEDEC de la Région Parisienne                            | SASA    | Service d'Assistance Sociale et Administrative                             |
| GOCHU   | Groupe Opérationnel de Coordination de l'Hébergement d'Urgence            | SEGPA   | Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté                     |
| IAU IDF | Institut de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la région d'Ile-de-France  | SEJE    | Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise                                |
| ICC     | Indice du Coût de la Construction   | SEP     | Section d'Enseignement Professionnel des lycées généraux et technologiques |
| INED    | Institut National des Etudes Démographiques                               | SITADEL | Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données              |
| INSEE   | Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques             | SRU     | (loi de) Solidarité et de Renouvellement Urbain                            |
| LHSS    | Lits Haltes Soins Santé (ex CHUSI)  | TRACE   | Trajet d'Accès à l'Emploi  |
| LP      | Lycée Professionnel   | UC      | Unité de Consommation  |
| MOUS    | Maîtrise d'œuvre Urbaine Sociale  | UNEDIC  | UNION Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce   |
| MRIE    | Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (Rhône Alpes)             | URCAM   | Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie                            |
| MSA     | Mutualité Sociale Agricole  | VAE     | Validation des Acquis de l'Expérience                                      |
| OCDE    | Organisation de Coopération et de Développement Economique                | ZUS     | Zone Urbaine Sensible  |
| OFPPA   | Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides                   |         |  |
| OHFOM   | Oeuvre Hospitalière Française de l'Ordre de Malte                         |         |  |
| PAJE    | Prestation d'Accueil du Jeune Enfant                                      |         |  |
| PARSA   | Plan d'Action Renforcé en direction des personnes Sans Abri               |         |  |
| PAS     | Prêt d'Accession Sociale  |         |  |
| PASS    | Permanence d'Accès aux Soins  |         |  |
| PC      | Prêt Conventionné   |         |  |
| PCS     | Profession et Catégorie Sociale   |         |  |

## COORDONNÉES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DU RECUEIL

**Cellule Technique de Réflexion et d'Aide à la Décision (C.T.R.A.D.), pour les Caisses d'Allocations Familiales (C.A.F.) d'Ile-de-France, Service Commun d'Action Sociale des Caisses d'Allocations Familiales.**

33, rue Wurtz - Paris 13<sup>e</sup>  
Tél. : 01.58.10.39.77

**Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales (DRASSIF)**

58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS Cedex 19  
Services : Etudes et Statistiques, Lutte contre les exclusions, Santé Environnement  
Tél. : 01.44.84.22.22

**Direction Régionale de l'Équipement (D.R.E.I.F.)**

21-23, rue Miollis - 75732 PARIS Cedex 15  
Service : DHRU/GOLRU/Unité logement des personnes défavorisées  
Tél. : 01.40.61.86.73

**Direction Régionale de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Économiques (I.N.S.E.E.).**

7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux  
78188 - Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex  
Service : Etudes et Diffusion / Division Démographie et Politiques Sociales  
Insee-contact@insee.fr ou tel : 0825 889 452

**Direction Régionale du Travail de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (D.R.T.E.F.P.)**

66, rue de la Mouzaïa - 75935 PARIS Cedex 19  
Service Etudes, Prospective, Evaluation, Statistiques (S.E.P.E.S.)  
210 Quai de Jemmapes - 75 010 Paris  
Tél. : 01.44.84.25.82

**Fonds CMU**

Tour Onyx  
10, rue Vandrezanne - 75013 PARIS  
Tél : 01 58 10 11 90

**Observatoire du samusocialde Paris**

40, avenue Philippe Auguste - 75011 PARIS  
Tél. : 01.43.71.13.60  
www.samusocial-75.fr  
Mél: observatoire@samucial-75.fr

**Banque de France**

Délégation régionale pour l'Ile-de-France  
219, boulevard Saint-Germain -75007 Paris  
Tél. : 01.44.39.31.31

**Rectorat de Paris**

94, avenue Gambetta, 75984 Paris Cedex  
Service : Service Statistique Académique  
Tél. : 01.44.62.46.82

**Rectorat de Versailles**

3, boulevard de Lesseps - 78 000 Versailles  
Service : Service Statistique Académique  
Tél. : 01.30.83.48.43

**Rectorat de Créteil**

4, rue Georges Enesco - 94 000 Créteil  
Service : Service Statistique Académique  
Tél. : 01.49.81.60.60

**Coordination de l'Accueil des Familles Demandeuses d'Asile (C.A.F.D.A..)**

44 rue Planchat - 75020 Paris  
Tél : 01.45.49.10.16

**Caisse Régionale d'Assurance Maladie (C.R.A.M.I.F.)**

17/19, rue de Flandre - 75954 Paris Cedex 19  
Tél. : 01.40.05.32.64  
www.ameli.fr

**Caisse Nationale d'Assurance Maladie- Division des Etudes Statistiques**

50 Av Prof André Lemierre - 75986 Paris Cedex 20  
Tél : 01.72.60.25.12

**Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (C.N.A.V.)**

110 Av de Flandres - 75951 Paris Cedex 19  
Tél. : 01.55.45.80.80

**Pôle Emploi - Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions**

80, rue de Reuilly - 75605 Paris Cedex 12  
Tél. : 01.53.17.20.00  
<http://www.unedic.fr/unistatis/>

**Union régionale des Caisses d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (URCAMIF)**

218, avenue Jean Jaurès - 75 927 Paris Cedex 19  
Tél. : 01.44.52.86.10

**Restos du coeur**

Secrétariat de l'antenne Ile-de-France  
Mél:contact@restosducoeur

**Secours Catholique**

Département Enquêtes et Analyses Statistiques  
106, rue du Bac – 75 007 Paris  
Tél. : 01.45.49.52.17  
Mél : dept-statistiques@secours-catholique.org  
www.secours-catholique.org

**Collectif "Les Morts de la Rue"**

72, rue Orfila- 75020 PARIS  
Tél. : 01 42 45 08 01 - Port. : 06.82.86.28.94  
Mél : mortsdelarue@free.fr

**AFTAM -Plate-forme 93 - Accueil des demandeurs d'asile**

16, rue Jean-Pierre Timbaud- 93120 La Courneuve  
Tél: 01 48 35 66 40  
Mél: bienvenue@aftam.asso.fr

**France Terre Asile - Plate-forme 94**

Tél: 01 45 17 68 80

**Service d'Assistance Sociale et Administrative de France Terre d'Asile**

4, rue Doudeauville - 75018 Paris  
Tél: 01 53 26 23 80

